

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

L'ALCOOLISME

ET LA

RÉFORME FISCALE DE L'ALCOOL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le 11 Décembre 1899, à une heure et demie

PAR

Aventin CORROT

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. TRUCHY, PROFESSEUR-ADJOINT

SUFFRAGANTS { M. MONGIN, PROFESSEUR
M. VIGNES, AGRÉGÉ.

DIJON

LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

1899

L'ALCOOLISME

ET LA

RÉFORME FISCALE DE L'ALCOOL



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

L'ALCOOLISME

ET LA

RÉFORME FISCALE DE L'ALCOOL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le 11 Décembre 1899, à une heure et demie

PAR

Aventin CORROT

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. TRUCHY, PROFESSEUR-ADJOINT

SUFFRAGANTS { M. MONGIN, PROFESSEUR
M. VIGNES, AGRÉGÉ.



DIJON

LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

1899

L'ALCOOLISME

ET LA

RÉFORME FISCALE DE L'ALCOOL

CHAPITRE PREMIER

L'alcool et l'alcoolisme

I

Le mot alcool a une étymologie arabe (al cohol, le subtil). Il désignait primitivement une poudre impalpable. Lavoisier, le premier, l'employa pour qualifier le produit de la distillation du résultat de la fermentation d'une matière sucrée quelconque suffisamment étendue d'eau.

Aujourd'hui, le mot alcool est un terme générique qui désigne un groupe de composés homologues. Le nombre de ces composés, qui sont des carbures d'hydrogène, unis aux éléments de l'eau, croît chaque jour. Ces alcools se différencient par leurs moyens de fabrication ; mais, en réalité, il n'y a pas plusieurs sortes d'alcools, ceux-ci pouvant tous se

ramener au type pur, autrement dit à l'alcool éthylique (C^2H^6O) (1).

L'alcool provient de la fermentation alcoolique de jus sucrés appelés *moûts*. Il s'extrait par la distillation, et l'on désigne par *flegme* le produit volatil brut obtenu par la première distillation des moûts fermentés.

La liste des matières qui peuvent servir à faire de l'alcool est presque indéfinie ; il serait plus facile de dire avec quoi on ne fait pas d'alcool que de préciser avec quoi l'on en fait. Parmi ces matières qui servent à produire l'alcool, les unes (vins, marcs, cidres, poirés) contiennent le sucre fermentescible à l'état naturel ; les autres (fruits, grains, betteraves) contiennent des matières amylacées qu'il faut soumettre à la saccharification avant de leur faire subir la fermentation alcoolique.

Les principales sources de l'alcool sont les suivantes :

1° Les vins, de la distillation desquels on a uniquement tiré l'alcool pendant de longues années, et qui fournissent encore l'alcool le meilleur ou plutôt le moins nuisible, c'est-à-dire l'alcool éthylique, quand leur distillation a été convenablement opérée.

2° Les cidres et les poirés qui sont principalement

(1) L'alcool éthylique n'est qu'un des termes d'une série qui comprend notamment les alcools méthylique, propylique, butylique, amylique, etc.

utilisés à la fabrication de l'alcool dans les départements de l'Ouest, et qui contiennent, outre l'alcool éthylique, de l'alcool propylique et butylique;

3° Les marcs de raisin employés dans le Nord et l'Est et qui fournissent un produit détestable contenant, en dehors de l'alcool éthylique, de l'acide caproïque et de l'éther œnanthylique;

4° Certains fruits sucrés, tels que cerises, prunes, mûres, baies de genièvre qui, dans l'Est, servent à fabriquer des alcools présentant des traces d'acide cyanhydrique qui leur donnent leur arôme;

5° Certaines tiges, racines et tubercules sucrés, cannes à sucre, betteraves, topinambours, carottes, panais, navets, etc., la betterave étant surtout employée dans les départements du Nord, où elle donne un produit qui renferme notamment de l'alcool isobutylique;

6° Les mélasses, résidus sirupeux que laisse la cristallisation des betteraves et autres substances analogues et dont le produit de la distillation contient les mêmes alcools que celui de la distillation de la racine même;

7° Les grains, spécialement le maïs, qui donnent un produit contenant des alcools propylique, butylique, amylique, etc.;

8° La pomme de terre, dont l'emploi est assez restreint en France, et de laquelle on extrait un produit infecté par l'alcool amylique.

Les liquides alcooliques qui ne contiennent que 38

à 61 pour cent d'alcool pur et qui peuvent être consommés tels quels, sont désignés sous le nom d'*eaux-de-vie*. On appelle *alcools* ou *esprits*, ceux qui contiennent plus de 61 pour cent d'alcool pur.

La question de l'alcool est de date relativement récente. L'eau-de-vie ne fut employée jusqu'au xvi^e siècle qu'à titre de médicament ; elle ne semble être devenue une boisson qu'avec le xvii^e siècle (1) ; et, comme nous le verrons, sa consommation fut longtemps restreinte. Pendant cette période, l'eau-de-vie de vin fut à peu près le seul alcool consommé ; sa qualité variait évidemment suivant celle des vins qui servaient à le préparer. A cette époque, la production de l'alcool était en rapport constant avec la récolte des raisins, et en suivait les fluctuations ; dans les années d'abondance, le propriétaire, faute de débouchés suffisants pour ses vins, fabriquait de l'alcool ; mais la production de celui-ci ralentissait aussitôt avec les années de disette. Au milieu de ce siècle, la situation changea tout à coup d'aspect. En 1854, l'oïdium fit tomber des deux tiers la production vinicole : ce fut le point de départ d'une véritable révolution. On ne pouvait plus désormais songer à brûler le vin qui suffisait à peine aux besoins de la consommation. Pour produire l'alcool indispensable au marché, on dut alors s'adresser à d'autres matières premières, recourir notamment aux betteraves, aux

(1) MAURICE VANLAER, *L'alcoolisme et ses remèdes*, p. 2 et suiv.

mélasses et aux grains que l'on n'avait pour ainsi dire pas utilisés jusqu'à ce jour. Les progrès de la science aidant, on se mit à fabriquer avec ces matières des alcools débarrassés de leurs mauvais goûts et d'un prix de revient toujours plus modéré. Telle est l'origine du développement des alcools dits « d'industrie » par opposition aux alcools naturels provenant des vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits. L'invasion phylloxérique ne fit qu'accentuer, à partir de 1875, le mouvement, en faisant encore baisser le rendement de nos récoltes vinicoles. L'industrie s'empara spécialement des grains pour les transformer en alcool et commença à utiliser la pomme de terre. De 1840 à 1850, les alcools naturels fournissaient une moyenne annuelle de 815.000 hectolitres ; en 1897, ils ne donnaient plus que 190.200 hectolitres. En revanche, les alcools d'industrie qui, de 1840 à 1850 ne produisaient que 76.000 hectolitres, arrivent en 1897 au chiffre de 2.017.940 hectolitres (1). Au reste, il nous suffira de mettre sous les yeux le tableau de la production annuelle de l'alcool dans la seconde moitié de ce siècle (2).

(1) On consultera utilement sur la question de la production des alcools, le rapport de M. PICARD sur l'Exposition universelle de 1889, t. VII et t. VIII.

(2) Annexe IX du rapport de M. GUILLEMET sur sa proposition de monopole de rectification de l'alcool (*Journal Officiel*, avril 1897. Doc. parl., 140 et suiv.).

ANNÉES	TOTAL GÉNÉRAL des quantités d'alcool produites	TOTAL de la production des alcools d'industrie	TOTAL de la production des alcools naturels
1840-1850.....	891.500 ^b	76.500 ^b	815.000 ^b
1853-1857	671.000	506.000	165.000
1865-1869	1.345.214	731.107	614.107
1870-1875	1.591.070	1.004.697	586.373
1876	1.709.175	1.055.409	653.766
1877	1.308.833	1.078.796	230.087
1878	1.417.227	1.158.900	258.327
1879	1.487.819	1.335.516	152.303
1880	1.581.068	1.527.896	53.172
1881	1.821.287	1.755.159	66.128
1882	1.766.566	1.707.111	59.455
1883	2.011.016	1.942.567	68.449
1884	1.934.464	1.832.972	101.492
1885	1.864.451	1.761.742	102.709
1886	2.052.250	1.945.729	106.521
1887	2.005.635	1.889.228	116.407
1888	2.162.483	2.031.478	131.005
1889	2.245.963	2.135.267	110.696
1890	2.214.527	2.128.810	85.717
1891	2.208.119	2.097.588	110.531
1892	2.263.079	2.123.110	139.969
1893	2.476.387	2.215.548	260.839
1894	2.329.113	1.986.828	342.285
1895	2.165.448	1.977.332	188.116
1896	2.022.134	1.824.040	198.094
1897	2.208.140	2.017.940	190.200

Quelle est, dans cette statistique, la part des diverses substances qui servent à la fabrication de l'alcool ? Sans entrer dans le détail, il suffit de donner à cet égard quelques indications indispensables (1). La production de l'alcool de vin, bien qu'elle se soit

(1) Voir à cet égard le *Bulletin de statistique du ministère des finances*, juin 1898, et les annexes du rapport précité de M. GUILLEMET.

un peu relevée dans ces dernières années, n'a qu'une importance très médiocre dans l'ensemble; elle s'est principalement réfugiée dans les départements de l'Hérault, du Gard, des Landes et de l'Aude. Quant à l'alcool de cidre et de poiré, son coefficient est fort variable; après avoir pris un certain développement dans les années 1893-1896, l'alcool de cidre et poiré n'a fourni, en 1897, que 26.579 hectolitres, chiffre peu supérieur à celui de 1876, où il atteignait 22.388 hectolitres. La distillation des marcs et lies a une tendance à s'accroître; on la pratique notamment dans les départements de l'Yonne, de la Marne, de l'Aube et de la Côte-d'Or. Les fruits, dans les années 1893-1895, ont été assez employés, mais ils tendent à revenir au chiffre primitif. Les mélasses et les betteraves fournissent le plus fort contingent dans la production de l'alcool, et leur emploi se généralise chaque jour davantage. Enfin, l'alcool de grains, autrefois presque inconnu en France, s'est répandu rapidement dans ces dernières années; la production, en 1889, atteignait 750.000 hectolitres, alors qu'elle n'était que de 86.700 hectolitres en 1873; mais depuis le nouveau régime douanier, qui a frappé d'un droit élevé le maïs, la fabrication s'est ralentie.

Pour préciser les idées, nous indiquerons les proportions dans lesquelles, en 1897, date des dernières statistiques, les diverses substances qui servent à la production de l'alcool ont concouru dans la production totale.

ALCOOLS NATURELS		ALCOOLS D'INDUSTRIE	
Vins.....	83.719 h.	Betteraves....	798.484 h.
Cidres	26.579		
Mars et lies....	72.909	Mélasses	734.819
Fruits.....	6.311		
Substances div.	682	Grains	484.637
TOTAUX.....		2.017.940 h.	

Les distillateurs et bouilleurs de profession ont été, pour 1897, au nombre de 5,062, se répartissant ainsi :

191 ont mis en œuvre des grains.

12	—	—	pommes de terre.
282	—	—	mélasses et betteraves.
768	—	—	vins.
1381	—	—	cidres et poirés.
2094	—	—	mars et lies.
215	—	—	fruits.
119	—	—	substances diverses.

Comme on peut s'en rendre compte par la comparaison de ces chiffres avec les chiffres précédents, la quantité de la production n'est pas en rapport, dans chaque catégorie, avec le nombre des distillateurs et bouilleurs de profession. Au reste, une quarantaine de ces distilleries, concentrées dans les départements du Nord, de l'Aisne, de la Somme et du Pas-de-Calais, fournissent, à elles seules, près des deux tiers de la production totale.

Les chiffres officiels de production ci-dessus indiqués comprennent la production totale, c'est-à-dire même celle des bouilleurs de cru, mais nous devons

faire observer que cette production n'est fixée par les agents de la régie que par des évaluations approximatives très contestables, et qu'il s'en faut de beaucoup, comme nous le verrons, que la production des bouilleurs de cru soit aussi modérée que l'Administration semble le croire.

Si, de la production, nous passons maintenant à l'imposition, nous rappellerons d'abord que l'imposition de l'alcool ne remonte pas à une date éloignée. Sous Louis XIV, en effet, l'eau-de-vie commençait à peine à figurer parmi les objets soumis aux droits.

Au ^{xix}^e siècle, l'impôt sur l'alcool, au contraire, a tenu une place toujours plus importante dans nos ressources financières comme en témoignent les diverses étapes que nous relevons ci-dessous :

Années.	Quantités imposées,	Produits de l'impôt.
1850	385.200 h	24.420.000 fr.
1860	851.825	63.637.000
1870	882.790	84.043.000
1880	1.313.829	220.944.000
1897	1.633.973	272.304.764

On remarquera que, par suite de certaines exemptions, celle qui est édictée en faveur des bouilleurs de crû par exemple, certains alcools ne sont pas soumis aux droits de consommation, ce qui explique que les quantités imposées ne soient pas égales aux quantités produites.

Quant à la consommation, qui paraît avoir été, à la

fin du xviii^e siècle, de 540.000 hectolitres (1), elle a plus que doublé à notre époque. Elle atteint une moyenne de plus de quatre litres d'alcool à 100 degrés par tête d'habitant (2), mais, un certain fléchissement s'est néanmoins manifesté depuis 1893.

ANNÉES	Quotité moyenne par habitant	ANNÉES	Quotité moyenne par habitant	ANNÉES	Quotité moyenne par habitant
	Litres		Litres		Litres
1850	»	1866	2.53	1882	3.85
1851	1.46	1867	2.47	1883	3.96
1852	1.74	1868	2.55	1884	3.98
1853	1.81	1869	2.63	1885	3.86
1854	1.80	1870	2.32	1886	3.53
1855	1.68	1871	2.81	1887	3.84
1856	2.00	1872	2.09	1888	3.87
1857	2.13	1873	2.59	1889	4.00
1858	2.29	1874	2.69	1890	4.35
1859	2.34	1875	2.82	1891	4.37
1860	2.28	1876	2.71	1892	4.56
1861	2.27	1877	2.79	1893	4.32
1862	2.23	1878	2.98	1894	4.04
1863	2.29	1879	3.22	1895	4.07
1864	2.33	1880	3.64	1896	4.19
1865	2.34	1881	3.91	1897	4.28

Certaines régions dépassent de beaucoup les moyennes que nous venons de relever, notamment celles du

(1) DE TOLOSAN (*Mémoire sur le commerce de France, 1789*) indique, il est vrai, le chiffre de 1.072.880 hectolitres, mais ce chiffre n'est pas en alcool pur ; il doit donc être réduit de moitié.

(2) Selon M. VANLAER, *op. cit.* (p. 19), cinq litres, soit treize litres d'eau-de-vie.

Nord et de l'Ouest. Voici, en effet, les six départements qui, en 1896, date des dernières statistiques publiées, consommaient le plus d'alcool par tête d'habitant :

Seine-Inférieure	13 ^l 48	Oise.....	10 ^l 01
Somme.....	10 82	Calvados.....	9 65
Eure.....	10 68	Aisne.....	8 41

A l'extrémité opposée on trouve la Corrèze avec 1 litre 15 et la Charente 1 litre 16.

D'autre part, les grandes villes ont toujours des moyennes plus élevées que les campagnes qui les environnent. Les six villes qui ont consommé, en 1897, le plus d'alcool (Paris excepté), sont :

Cherbourg.....	16 ^l 54	Cette.....	13 ^l 62
Rouen.....	16 40	Caen.....	13 19
Le Havre.....	16 29	Boulogne-sur-Mer ..	13 21

La ville de Roanne n'a consommé, au contraire, que 2 litres 73, et celle de Béziers 2 litres 21 par habitant.

La consommation de l'alcool paraîtra encore plus effrayante si l'on tient compte, d'une part de la fraude provenant des bouilleurs de crû et de la contrebande sur nos frontières, principalement sur nos frontières de l'Est; d'autre part, de ce fait que, dans l'évaluation par tête, on prend en bloc toute la population, par conséquent, même les vieillards, les femmes et les enfants, c'est-à-dire les personnes qui ne boivent pas ou qui boivent peu d'alcool. Le D^r Legrain (1) estime

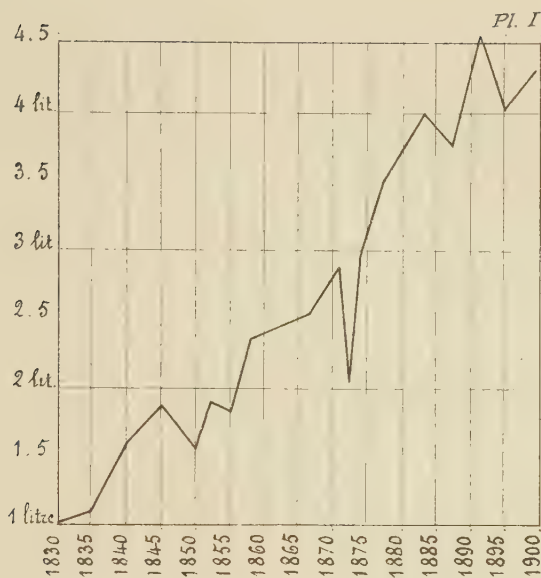
(1) *Dégénérescence sociale et alcoolisme*, p. 95. — V. aussi ETIENNE MARTIN, *Le monopole de l'alcool*, p. 16 et suiv.

que le huitième seulement de la population représente le consommateur; si cela est vrai, il faut multiplier par huit les chiffres que nous venons de donner. M. Maurice Vanlaer (1) estime que le dixième de la population consomme, à lui seul, les trois quarts de la consommation, et que pour les quatre millions d'individus qui sont compris dans ce dixième, le chiffre de la consommation annuelle d'alcool atteint près de quarante litres. Il convient, d'ailleurs, de rappeler qu'il s'agit ici d'alcool à 100 degrés, ce qui représente par conséquent cent litres d'eau-de-vie ou quatre mille petits verres.

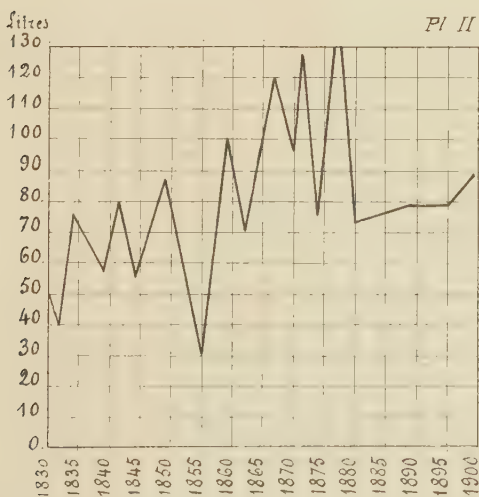
Les graphiques ci-contre, où nous représentons la consommation de l'alcool à 100° et celle du vin par tête d'habitant feront ressortir, encore mieux que les chiffres, la marche ascensionnelle de l'alcool.

Au reste, pour se faire une idée absolument exacte de la quantité d'alcool absorbé, il conviendrait de tenir compte de l'alcool renfermé dans les boissons alcooliques fermentées, vin, cidre et bière. Malheureusement, il est très difficile d'arriver à cet égard à une appréciation rigoureuse, vu la diversité extrême dans la qualité des produits consommés. Si on admet que la proportion moyenne d'alcool dans le vin est de 10 pour cent, dans le cidre de 5 pour cent, dans la bière de 3 pour cent, dix litres de vin, vingt litres de cidre, trente-trois litres de bière correspondront à

(1) M. VANLAER, *op. cit.*, p. 21.



Consommation de l'alcool à 100° par tête



Consommation du vin par tête

un litre d'alcool pur; et, en calculant ainsi l'alcool contenu dans la moyenne de la consommation par tête en vin, cidre et bière, on arrivera à un ensemble d'environ 10 litres d'alcool pur à 100° qui doivent s'ajouter à la consommation d'alcool telle que nous l'avons déterminée plus haut (1).

Des développements qui précèdent, il résulte jusqu'à l'évidence que nous nous alcoolisons chaque jour davantage. Avons-nous au moins la consolation relative d'être encore surpassés par les autres nations? on le pense quelquefois, mais à tort. Selon Montesquieu, le degré de la consommation de l'alcool dépendrait de la situation géographique du pays (2); cela est vrai dans une certaine mesure, mais il s'en faut que cela soit mathématiquement exact, car nous voyons la consommation de certains peuples du Nord diminuer rapidement, tandis qu'augmente en de larges proportions celle de peuples plus méridionaux. Si nous cherchons le rang de la France dans ce qu'on a pu appeler le « match à l'alcoolisme », nous trouvons qu'elle n'est pas loin d'occuper le premier. L'Allemagne, la Suède et la Norvège (3), l'Angleterre (4), la Hollande, les États-Unis, pays

(1) Voir en ce sens M. VANLAER, *op. cit.*, p. 2 et 21.

(2) *De l'esprit des lois*, L. XIV, ch. x.

(3) Nous verrons plus loin combien l'alcoolisme a reculé dans ces deux pays, grâce aux mesures ingénieuses prises pour l'arrêter dans sa marche. — Le Suédois, qui a consommé jusqu'à 7 litres d'alcool, se contente aujourd'hui de 4 litres.

(4) C'est au xviii^e siècle que s'est répandu en Angleterre l'abus

qui jouissent depuis longtemps d'une réputation d'ivrognerie toute spéciale, sont en voie de décroissance. En France, en Belgique, en Italie, le mouvement d'ascension est, au contraire, continu. Il faut mettre de côté l'Italie dont la consommation, pour croissante qu'elle soit, n'en est pas moins insignifiante (1). La France rivalise donc avec la Belgique, l'Allemagne et la Hollande, mais nous avons dit que dans ces deux derniers pays la consommation diminue de jour en jour. La Belgique semble seule pouvoir disputer le premier rang (2), et peut-être ne faudra-t-il pas le lui accorder si l'on fait intervenir la production des

du gin; nous voyons qu'en 1736 on chercha à réagir par l'établissement de droits contre la consommation excessive de l'alcool, mais cela ne fit qu'exciter la fraude et causer des émeutes. — RICHARDSON, *State of temperance reformer. Free Review*, 1894, p. 69 et s. — En 1751, le Tippling act a commencé sérieusement à entraver la marche de l'alcoolisme. REGINALD MAC KENNA, *Le régime de l'alcool en Angleterre* (Rev. polit. et parlem., 1896, t. X, p. 606 et suiv.).

(1) La consommation n'a jamais été supérieure à un litre par habitant; elle est presque nulle dans les provinces méridionales et en Sicile (FRANCESCO NITTI, *Le régime de l'alcool en Italie*, Rev. polit. et parlem., 1897, t. XI, p. 626 et suiv.).

(2) Pas plus qu'en France on ne paraît vouloir, en Belgique, prendre de mesures propres à diminuer la consommation de l'alcool; celui-ci y fait d'effrayants ravages, spécialement dans les provinces industrielles et wallonnes où la classe ouvrière fait un abus du genièvre. D'ailleurs, la quantité plus encore que la qualité absorbée doit y être mise en cause selon M. LEJEUNE, ministre d'Etat belge, dans son discours fort suggestif prononcé en France à la Société des prisons. — V. aussi G. LORAND, *Le régime de l'alcool en Belgique* (Rev. polit. et parlem., 1897, t. XII p. 419 et suiv.); CAUDERLIER, *L'alcoolisme en Belgique*.

bouilleurs de cru qui travaillent chez nous plus que partout ailleurs. En tout cas, déclare le Dr Legrain, « si la France ne tient pas la tête d'une façon absolument certaine pour l'alcool seul, à coup sûr elle arrive au premier rang si l'on additionne avec ce dernier l'alcool contenu dans les boissons fermentées » ; et il estime, comme nous l'avons fait, cette consommation totale à 14 litres à 100° par tête d'habitant. Ce chiffre, serait-il même un peu exagéré, n'y a-t-il pas lieu de s'effrayer, quand on songe surtout que le mal ne date encore que d'hier puisqu'en 1855, la France venait au dernier rang avec l'Italie? que nous réserve l'avenir si l'on n'enraie pas le fléau (1)?

Dans cette progression de la consommation de l'alcool en France, il faut faire une place toute particulière aux liqueurs et surtout aux apéritifs. Les liqueurs sont théoriquement des liquides alcooliques édulcorés avec du sirop de sucre et aromatisés par une macération de feuilles, fleurs, grains ou fruits odoriférants. Les apéritifs sont, théoriquement aussi, des macérations à froid ou à chaud de diverses substances aromatiques végétales dans l'alcool con-

(1) En 1893, la consommation par tête, de la France, était de quatre litres, celle de la Belgique de six litres et demi, celle de la Hollande et de l'Allemagne de quatre litres, celle des Etats-Unis de trois litres, celle de la Suisse de deux litres et demi, celle de la Suède de quatre litres, celle de la Norwège de moins de deux litres (M. VANLAER, *op. cit.*, p. 48).

centré ou dans un liquide alcoolique, tels l'absinthe, les vermouths, les amers et les bitters. Nous disons, théoriquement, car l'industrie, comme nous le verrons, a substitué à ces préparations, des manipulations très dangereuses pour la santé publique. La consommation des apéritifs, spécialement de l'absinthe, fait néanmoins chez nous des progrès alarmants; ces progrès, que l'on pourra constater en consultant le tableau ci-dessous, sont d'autant plus significatifs que l'absinthisme est un mal presque exclusivement français (1).

1873.....	6,713 hectolitres	
1878.....	10,150	—
1883.....	38,497	—
1888.....	81,342	—
1893.....	125,079	—
1896.....	182,565	—

II

Les hygiénistes posent en principe que tout alcool est nocif. L'intensité de l'action toxique dépend de la constitution atomique des alcools et de leur origine (2), des décompositions qu'ils peuvent subir soit à l'air libre, soit dans l'économie, des différents

(1) Voir le rapport de M. DE VERNINAC au Sénat (*J. Offic.*, doc. parl. de mai 1896, p. 100.)

(2) La toxicité d'un alcool est d'autant plus grande que sa for-

modes d'administration, de leur solubilité, de leur degré d'ébullition et de leur rectification (1).

Un alcool est d'autant plus toxique qu'il est plus soluble, aussi l'alcool éthylique, étant insoluble, est-il le moins nocif de tous. Nous disons le moins nocif, car, selon le Dr Lannelongue, l'alcool éthylique absolument pur « tel que Pasteur l'a décrit, tel que les chimistes l'admettent, n'est pas un produit innocent; c'est un poison, et c'est pour cela que c'est un médicament (2). » Mais on n'a pas encore pu isoler ce poison.

Plus le degré d'ébullition d'un alcool est élevé, plus il est nocif, d'où le nom d'alcools supérieurs donné, non pas aux alcools de qualité supérieure, mais au contraire, à ceux qui sont les plus nocifs parce que leur degré d'ébullition est plus élevé. L'alcool éthylique bout à 79°, les alcools supérieurs, en effet, n'entrent en ébullition qu'à 97,112 et même 130 degrés.

Pour obtenir l'alcool éthylique, il ne suffit pas de

mule chimique est plus complexe. Ainsi l'alcool amylique qui, lorsqu'il est administré à l'état pur n'est que cinq fois plus toxique que l'alcool éthylique, le devient trente fois plus lorsque, dilué dans ce même alcool éthylique, son absorption dans l'organisme peut être plus complète.

(1) Consulter DUJARDIN-BEAUMETZ, *Puissance toxique des alcools*; RABUTEAU, *Nocivité graduée des diverses sortes d'alcool*.

(2) Discours du docteur LANNELONGUE à la Chambre des députés. (Séance du 6 juin 1895. — *J. Offic.*, déb. parlem., p. 1603 et suiv.).

procéder à une seule distillation, il faut recourir à des opérations successives qui constituent ce qu'on appelle la rectification. Poussée plus ou moins loin, celle-ci livre des alcools contenant des impuretés dont le nombre et la toxicité sont des plus variables.

D'ailleurs, pour se faire une idée exacte de la nocivité de l'alcool, et, tout au moins, de la nécessité de son épuration, quelques notions préalables de rectification sont indispensables (1).

L'alcool est dilué dans le moût fermenté. La distillation a pour but d'amener le moût à la température d'ébullition et d'en concentrer les vapeurs. Les flegmes qui résultent de l'opération ont besoin d'être épurés, d'où la rectification qui consiste en une nouvelle distillation qui séparera l'alcool éthylique des impuretés qui s'y trouvent mélangées, du fusel, selon le terme employé.

Parmi ces impuretés, les unes dérivent de la matière première mise en œuvre, les autres proviennent de la fermentation elle-même. Des distillations répétées parviennent à les éliminer successivement.

Les impuretés plus volatiles que l'alcool éthylique passent dans la première partie de la rectification; elles constituent ce qu'on appelle les mauvais goûts de tête. Parmi ces impuretés, citons spécialement l'aldéhyde éthylique, l'alcool propylique, les éthers acides.

(1) Nous empruntons principalement ces notions à l'ouvrage de MM. SERIEUX et MATHIEU, *L'alcool*, p. 20-21.

D'autres impuretés ne passent qu'à la fin de la rectification; elles constituent les mauvais goûts de queue. Parmi ces mauvais goûts, il faut relever les alcools propylique, butylique, amylique et surtout l'aldéhyde pyromucique ou furfurool qui se trouve principalement dans les alcools de grains. Le résidu ultime de la distillation consiste en des liquides d'odeur repoussante, les huiles essentielles.

Les mauvais goûts de tête et de queue éliminés, il ne doit rester qu'un liquide débarrassé de corps étrangers, c'est ce qu'on désigne sous le nom de produit de cœur ou bon goût. Sa pureté est d'autant plus grande que les distillations ont été plus nombreuses, et le liquide ainsi obtenu, l'alcool neutre n'est autre que l'alcool éthylique.

De curieuses expériences ont été faites par MM. Dujardin-Beaumetz et Audigé, dont les travaux font autorité en la matière, sur la toxicité des alcools qui accompagnent la production de l'alcool éthylique. Pour tuer un chien de trente livres, il faut environ 90 grammes d'alcool éthylique, tandis qu'il suffit de 45 grammes d'alcool propylique, de 27 grammes d'alcool butylique et de 23 grammes d'alcool amylique. Le furfurool tue rapidement un chien de six kilogrammes à la dose de trois ou quatre grammes.

On a, il est vrai, fait deux objections à ces expériences, d'abord qu'elles avaient lieu par voie hypodermique, alors que l'alcool est consommé par ingestion, ensuite que l'intoxication déterminée chez le

chien n'avait rien de comparable à l'empoisonnement lent que l'on désigne sous le nom d'alcoolisme chronique; que, par conséquent, les résultats établis se trouveraient modifiés si les alcools étaient administrés journellement et à petites doses. Mais il a été répondu à la première objection que le résultat est toujours le même, attendu que, pour agir, l'alcool doit nécessairement pénétrer dans le sang et que la voie hypodermique a le double avantage de produire des effets plus rapides et d'empêcher les accidents intercurrents tels que le vomissement. D'ailleurs, pour répondre plus complètement à cette objection et écarter en même temps la seconde, MM. Dujardin-Beaumetz et Audigé ont entrepris une seconde série d'expériences, mais cette fois sur le cochon, dont l'appareil digestif s'éloigne assez peu de celui de l'homme. Les animaux absorbaient chaque jour une dose déterminée de l'alcool auquel ils étaient destinés; or, ceux qui étaient soumis aux alcools déclarés, d'après les premières expériences, être les plus toxiques, succombèrent, les uns dès la fin de la seconde année, les autres dans le cours de la troisième; tandis qu'au bout de quatre ans ceux auxquels on administrait les alcools les moins toxiques, étaient encore vivants. La confirmation des expériences primitives a donc été complète (1).

(1) V. la note de M. AUDIGÉ qui constitue l'annexe n° 5 du rapport de M. GUILLEMET. — V. aussi les expériences du D^r LABORDE décrites dans le même rapport.

A la suite des expériences qui précèdent, l'échelle de toxicité des alcools a pu être ainsi établie : alcool éthylique, alcool propylique, alcool butylique, alcool amylique. Malgré certaines divergences, on paraît s'entendre à peu près sur les résultats ainsi obtenus; quoique, nous devons le constater, le degré de toxicité à accorder aux diverses impuretés alcooliques soit toujours controversé.

Les alcools d'alimentation sont un mélange des quatre alcools dont nous venons de parler. Mais dans quelle mesure entrent-ils chacun dans la composition des alcools livrés à la consommation? Tiennent-ils une plus grande place dans les alcools d'industrie que dans les alcools naturels? La réponse à cette question est délicate. Les alcools contiennent, en effet, beaucoup d'impuretés qui n'ont pas toutes été isolées, et il ne paraît pas actuellement exister de moyen d'analyse pratique fournissant des résultats comparables, quel que soit le type de l'alcool examiné; le dosage des aldéhydes et du furfurol semble seul exactement déterminable (1). Quoi qu'il en soit, l'opinion qui l'emporte encore aujourd'hui regarde les alcools d'industrie comme possédant un degré de nocivité supérieur à celui des alcools naturels, d'abord parce que les impuretés qu'ils renferment sont plus

(1) Les Chambres ont voté, en 1887, une loi instituant un prix de 50,000 fr. au profit de l'auteur d'un procédé permettant la détermination simple et rapide des impuretés contenues dans les alcools et les boissons alcooliques.

nombreuses et plus caractérisées, ensuite parce que la rectification opérée n'est jamais faite assez sévèrement pour les éliminer d'une façon satisfaisante, comme nous aurons d'ailleurs l'occasion de le constater en parlant plus loin de l'épuration nécessaire de l'alcool.

Des protestations se sont cependant élevées contre la doctrine courante, et l'on a prétendu que les véritables eaux-de-vie naturelles sont plus toxiques que les alcools d'industrie (1). Nous n'avons aucune compétence pour éclairer le débat, mais nous pouvons néanmoins, sans trop de témérité, exposer les conclusions auxquelles il paraît devoir conduire et qui rallient la majorité des suffrages. Les alcools de comparaison ne semblent pas avoir été choisis comme ils devraient l'être; en effet, on expérimente, d'une part, sur des alcools d'industrie parfaitement rectifiés, alors que ceux de consommation courante ne sont pas d'aussi bonne qualité, quoique, nous ne faisons aucune difficulté pour le reconnaître, les alcools d'industrie se présentent en France sous des conditions généralement assez satisfaisantes (2); d'autre

(1) V. les articles du D^r DAREMBERG dans le *J. des Débats* (édit. rose) des 28 août, 4, 11, 18 septembre 1893. — V. aussi le discours de M. LE GAVRIAN à la Chambre dans la séance du 8 juin 1893 (*J. Offic.*, déb. parlem., p. 1619). — MARTIN, *Le monopole de l'alcool*, p. 2 et suiv.

(2) Il faut néanmoins faire exception pour les alcools dits « alcools de Bourse », parce qu'ils viennent alimenter les Bourses de commerce, et dont la nocivité est incontestable. Il est vrai

part, on oppose ces alcools à des eaux-de-vie qui, pour diverses raisons, notamment pour conserver l'arome qui en fait la valeur, n'ont pas subi une distillation absolument parfaite (1). Mais si l'on prend la qualité moyenne des alcools naturels et d'industrie, nous estimons que la toxicité de ceux-ci est supérieure à la nocivité de ceux-là; qu'à préparation égale, la toxicité des eaux-de-vie naturelles est moindre que celle des eaux-de-vie industrielles (2). Sans doute, dans certaines conditions de fabrication, l'alcool de vin peut être aussi dangereux que les alcools commerciaux, et les alcools d'industrie fournir des alcools aussi purs que les alcools naturels (3); mais il ne faut pas se placer au point de vue purement

que, pour entrer dans la circulation, ces alcools doivent être admis par la Commission d'arbitrage de la Chambre syndicale du commerce des alcools; mais cette Commission ne se montre pas, loin de là, assez exigeante au point de vue hygiénique. D'ailleurs, les alcools refusés par la Commission viennent cependant alimenter la consommation; l'expéditeur les cède sur place moyennant une réfaction de prix, et ce sont ces alcools qui servent surtout à la fabrication des absinthes, bitters, etc.

(1) Selon M. BARDY, directeur des laboratoires de l'administration des contributions indirectes, « il convient de distinguer impureté et toxicité. Un cognac de la Charente peut être beaucoup plus impur qu'une eau-de-vie d'imitation vendue à bas prix, et cependant être infiniment moins mauvais pour la santé que cette dernière ». (Déposition annexée au rapport de M. GUILLEMET.) — Au reste, la qualité des eaux-de-vie de vin varie à l'infini suivant la qualité de la matière première brûlée.

(2) MAURICE VANLAER, *op. cit.*, p. 13.

(3) Déposition de M. DUJARDIN-BEAUMETZ annexée au rapport de M. GUILLEMET.

théorique, il faut envisager la réalité des faits (1). Sur ce terrain, MM. Dujardin-Beaumetz et Audigé ont ainsi déterminé l'échelle de toxicité des alcools de diverses provenances :

Eau-de-vie de vin.

- poiré.
- marcs de raisin et de cidre.
- grains.
- betteraves et mélasses.
- pommes de terre.

Du reste, les industriels, comme nous le verrons en nous occupant de la rectification, ne s'attachent pas à éliminer toutes les impuretés, d'abord parce cela nécessiterait des opérations coûteuses, ensuite parce que ces impuretés peuvent donner aux alcools la saveur qui les fait précisément rechercher.

Aux impuretés naturelles, il faut joindre les sophistications auxquelles se livrent les fabricants. On en voit qui ajoutent du méthylène à leurs alcools pour les dénaturer et bénéficier ainsi d'une modération d'impôt, et cependant faire passer le produit obtenu dans la consommation de bouche (2). D'autres

(1) Selon MM. DUJARDIN-BEAUMETZ, AUDIGÉ, RABUTEAU, LEGRAIN, MAGNAN, LABORDE, BERGERON, LANCERAUX, ROCHARD, d'après l'Académie des sciences elle-même, l'alcoolisme provient surtout de la consommation des eaux-de-vie d'industrie qui ont subi insuffisamment l'opération de la rectification.

(2) Le méthylène, à cause de son odeur et de son goût repoussants, a été prescrit pour la dénaturation des alcools, mais les progrès de la science ont permis de faire disparaître ces défauts

emploient des alcools inférieurs mais leur font subir des préparations spéciales ; nous voyons par exemple, dans le rapport de M. Guillemet, qu'on donne facilement le bouquet du cognac à n'importe quelle eau-de-vie d'industrie ; il suffit de prendre un mélange d'huile de ricin, de beurre, d'huile de coco et autres matières grasses et de l'attaquer par l'acide azotique ; ces matières sont alors transformées en acides propylique, butylique, amylique, pélargonique, acétique, caprylique, œnanthylique, capronique et valérianique. 100 à 150 grammes de ce produit monstrueux suffisent à parfumer une pipe de 100 hectolitres. Or, une injection hypodermique d'un centigramme de cette substance tue un chien de terre-neuve en onze minutes. L'analyse des eaux-de-vie à laquelle a fait procéder la commission chargée d'examiner la proposition de M. Guillemet sur le monopole de la rectification de l'alcool, a porté sur les principaux cafés et débits de Paris, depuis le bouge des barrières jusqu'au café le plus luxueux des boulevards. Il est résulté de cette analyse que la fine champagne prise dans un café-restaurant des plus connus et vendue à raison d'un franc le petit verre a été reconnue « à la limite des alcools impropres à la consommation » ; que les breuvages à saveur âcre et caustique des débits les plus mal famés ne sont pas,

et ont ainsi favorisé la fraude ; aussi la loi du 16 décembre 1897, art. 11, a-t-elle cherché à l'entraver.

chimiquement parlant, plus nuisibles que certains cognacs vendus dans quelques grands établissements (1).

Nous disions précédemment qu'il fallait tenir compte, dans le calcul de l'alcool consommé, de celui qui était renfermé dans les boissons fermentées, vin, cidre et bière. L'alcool étant nuisible par lui-même ne doit pas perdre sa toxicité du fait de son mélange avec d'autres matières. Il est donc exagéré de prétendre que ces boissons ne contiennent que des principes inoffensifs et même salutaires comme le laisse supposer leur nom vulgaire de « boissons hygiéniques ». Il n'est pas exact de dire que les boissons fermentées n'alcoolisent pas au même titre que l'alcool distillé. Il y a différence de concentration, nocivité différente dans un même volume, mais la toxicité ne change pas pour cela de caractère. C'est comme si l'on négligeait l'absinthe sous prétexte qu'elle est presque toujours abondamment délayée dans l'eau. Le Dr Daremberg a même pu prétendre que le vin, et surtout le vin rouge, était plus toxique que l'alcool (2). Cette opinion n'a pas prévalu,

(1) Rapport du Dr HERET, pharmacien en chef de l'hôpital Trousseau, annexé au rapport de M. GUILLEMET.

(2) *J. des Débats* du 18 septembre 1895 (édit. rose). « Aussi les adversaires irréductibles de l'alcool le poursuivent-ils même sous forme de boissons hygiéniques, et certaines sociétés de tempérance, en France et à l'étranger, s'abstiennent de toute boisson alcoolique; nous citerons notamment la société française « La Prospérité », dont le siège social est à Paris, 15, boulevard du

il est vrai, chez les spécialistes. En tout cas, la vertu des boissons hygiéniques n'est que relative : elle consiste seulement à éloigner le consommateur de l'absorption directe de l'eau-de-vie en le satisfaisant par une quantité d'alcool assez restreinte pour être à peu près inoffensive.

Ce qui a pu attirer aux boissons hygiéniques le reproche de favoriser dans une certaine mesure l'alcoolisme, ce sont surtout, il faut le reconnaître, les sophistications dont elles sont trop souvent l'objet. La plupart des vins, principalement dans les grandes villes, ne sont pas naturels, mais vinés avec des alcools d'industrie, c'est-à-dire qu'on relève leur richesse alcoolique par une addition d'alcool. Or, ces vins vinés sont très toxiques et produisent au bout d'un certain temps tous les symptômes de l'alcoolisme. Mentionnons aussi ce qu'on appelle les vins-liqueurs qui ont pour types les vins de Sicile, de Madère, de Porto et de Malaga ; la plupart de ces vins, qui titrent tous plus de 15° d'alcool, ne sont pas authentiques, mais fabriqués avec de mauvais alcools additionnés d'eau et de glucose, puis chimiquement colorés et aromatisés.

Pour en terminer, nous signalerons avec tous les hygiénistes sans distinction, la toxicité éminente des liqueurs et surtout des apéritifs (1). Ces liquides

Temple. Un « banquet à l'eau » a été organisé par ses soins le 15 janvier 1899 (journal *l'Eclair*, 19 janvier 1899).

(1) D^r LANCERAUX, *Bull. de l'Acad. de Médecine*, 1895, p. 219 et

contiennent des bouquets ou des essences végétales nuisibles au plus haut degré. Les substances aromatiques qui doivent entrer dans leur composition y sont remplacées le plus souvent par des bouquets qui servent à masquer le mauvais goût des alcools employés, si bien que les liqueurs les plus parfumées sont habituellement fabriquées avec les alcools les plus inférieurs (4). Si les bouquets artificiels sont de purs poisons, les essences végétales qui servent à la préparation des apéritifs ne leur cèdent en rien, bien au contraire. L'absinthe a des effets toxiques que l'on ne songe pas à contester. Le Dr Magnan a déterminé sur un cheval une attaque convulsive formidable, en lui injectant une dose d'essence d'absinthe qui n'a pas dépassé un gramme. Grâce aux bouquets artificiels, certains distillateurs obtiennent du cognac sans vin, du kirsch sans cerises, du gin sans genièvre, etc., comme ils créent de toutes pièces dans leurs laboratoires avec des essences végétales ou chimiques, l'absinthe, le vermouth, la chartreuse, le noyau, le kummel, etc. Au reste, il suffira de se reporter aux expériences concluantes

suiv. — V. aussi la séance de la Chambre des députés du 4 juillet 1895 (*J. Offic.*, déb. parlam., p. 1982).

(1) Nous citerons comme exemple la liqueur de noyau qui passe dans le public pour inoffensive. Un litre de cette liqueur contient 5 grammes d'essence; or, 5 centimètres cubes de cette dernière injectés à un chien de 7 kilogrammes déterminent des attaques tétaniques suivies de mort en un quart d'heure.

du Dr Laborde sur les essences et les bouquets. On achèvera de se faire une idée de la toxicité de ces matières en rappelant que le savant expérimentateur a failli perdre la vie par suite des seules vapeurs qui l'avaient intoxiqué.

III

L'alcoolisme fait en France des ravages de plus en plus inquiétants, et cependant, ils ne datent que de la seconde moitié de ce siècle. Ce sont eux qui ont motivé la grande enquête de 1887 faite sous la direction de M. le sénateur Claude (des Vosges) et dont les résultats suggestifs ont été insérés dans un rapport magistral, toujours et utilement consulté (1).

Avant de présenter le tableau résumé des effets pernicieux de l'alcool sur l'organisme, nous croyons

(1) *J. Offic.*, juillet 1887, doc. parl., p. 34 et suiv. — Août 1887, p. 89 et suiv. — Décembre 1887, p. 109 et suiv. — V. spécialement l'atlas de statistique graphique de M. V. TURQUAN qui accompagne le rapport de M. CLAUDE. — V. enfin sur l'alcoolisme : LANCERAUX, *L'alcoolisme et ses conséquences au point de vue de l'état physique, intellectuel et moral des populations*, p. 102 et suiv. — LANCERAUX, *Etude sur les altérations produites par l'abus des boissons alcooliques* (*Gazette médicale de Paris*, 1865, p. 419.) — LUNIER, *De l'influence des excès alcooliques sur la santé physique et intellectuelle des populations*, p. 134 et suiv. — BAER, *Influence qu'exerce l'ivrognerie sur la fréquence et la propagation de l'aliénation mentale et de la criminalité*, p. 169 et suiv. — Dr LEGRAIN, *Dégénérescence sociale et alcoolisme*. — LAFONT, *Les dangers de l'alcoolisme*.

devoir justifier ici cette proposition, bien qu'elle nous paraisse déjà résulter des développements qui précèdent, que l'alcoolisme est la conséquence de la quantité croissante de l'alcool absorbé plus encore que de la qualité de cet alcool. Cette opinion n'est pas sans rencontrer des contradicteurs. Dans la pensée d'un certain nombre de publicistes et d'hommes politiques, auteurs de projets de réforme, le défaut de pureté des alcools est la cause principale du développement de l'alcoolisme (1). Les travaux des hygiénistes, qui s'accordent tous à déclarer l'alcool nocif par lui-même, mais se divisent lorsqu'il s'agit de déterminer la toxicité relative de chaque alcool, ne paraissent pas, à notre avis, prêter leur appui à cette théorie. On a remarqué, sans doute, que l'alcoolisme a fait de considérables progrès depuis l'apparition des alcools d'industrie, cela est vrai, mais y a-t-il là une simple coïncidence ou une relation de cause à effet? Ceux qui estiment que les alcools naturels ont une toxicité bien moindre que les alcools industriels, ne sont pas éloignés d'affirmer que c'est à l'apparition de ces derniers alcools que sont dus les ravages de l'alcoolisme, mais nous avons dit ce qu'il faut penser de la toxicité relative des deux espèces d'alcool. D'ailleurs, les impuretés qui peuvent se trouver dans l'une ou l'autre de ces eaux-de-vie ne sauraient

(1) C'est à cette opinion qu'il faut rattacher la proposition de M. GUILLEMET sur le monopole de la rectification de l'alcool.

apporter qu'une légère augmentation à la seule toxicité de l'alcool pur. La vérité est que les alcools d'industrie ont développé l'alcoolisme en répandant plus largement l'alcool dans la consommation. Le vin, le cidre et les fruits ne pouvaient, en effet, suffire, à eux seuls, à une grande production d'alcool et ne donnaient, en outre, que des produits d'un prix de revient relativement élevé. Les alcools d'industrie, au contraire, qui se tirent d'une foule de matières et à des prix de plus en plus réduits, tendent naturellement à favoriser toujours davantage l'alcoolisme en mettant l'eau-de-vie à la portée de tous (1).

Quoi qu'il en soit, la quantité et la qualité de l'alcool sont les facteurs nécessaires de l'alcoolisme ; or il est indéniable qu'ils acquièrent une importance tous les jours plus considérable. La consommation de l'alcool, autrefois localisée chez le débitant, s'est répandue dans la famille et on a pu dire, en ce sens, qu'à l'alcoolisme de cabaret avait succédé l'alcoolisme familial (2). La ruine de notre viticulture a amené une telle dégénérescence du goût et une accoutumance si prononcée pour l'alcool, que la reconstitution de nos vignobles a fait à peine fléchir le niveau de l'alcoolisme. Comme si cette absorption grandissante ne suffisait point, les impuretés des alcools consommés se sont multipliées, et le consommateur

(1) En ce sens, MAURICE VANLAER, *op. cit.*, p. 7.

(2) D^r DAREMBERG (*J. des Débats*, 11 septembre 1895, édit. rose).

au palais blasé a lui-même surenchéri sur les sophistications de l'industriel ; n'assure-t-on pas qu'en Belgique l'ouvrier terrassier ajoute à son genièvre quelques gouttes d'acide sulfurique ! Sans faire des mélanges identiques, nos ouvriers en font d'analogues, et il faut reconnaître que ce n'est pas seulement dans les classes laborieuses que l'on recourt à des excitants aussi malsains, mais même dans les classes les plus éclairées de la population (1).

Nous n'avons pas à rechercher les causes multiples de la progression de l'alcoolisme en France ; nous n'en signalerons qu'une au passage, non que nous lui accordions une importance capitale à cet égard, mais seulement parce que nous aurons à nous en occuper dans la suite de cette étude : c'est le privilège des bouilleurs de cru.

Laissant de côté les causes de l'alcoolisme, nous devons du moins en signaler les effets pour légitimer les réformes nécessaires de notre législation et permettre d'en déterminer la nature.

Relevons d'abord un hardi paradoxe. On a prétendu que l'usage de l'alcool, loin de nuire à la santé, augmente l'activité des forces physiques et répare les forces épuisées ; à l'appui de cette thèse, on a fait

(1) Les buveurs d'éther sont la résultante de cette plaie envahissante ; ils ont été logiquement jusqu'à l'extrême en absorbant directement, au lieu de ces alcools où se rencontre l'alcool méthylique qui se rapproche des éthers et chloroformes, l'éther lui-même.

remarquer que c'est précisément dans les pays les plus instruits et les plus industriels que la consommation de l'alcool est la plus considérable, d'où la conclusion que les nations alcoolisées sont les plus fortes et les plus vivaces. En admettant, ce qui serait déjà sujet à quelques critiques, que les nations alcoolisées sont celles où la puissance industrielle et vitale atteint son maximum, il resterait à prouver que l'alcool est la cause de leur prospérité, ou, tout au moins, à démontrer que celle-ci, résultat de causes diverses, ne saurait jamais en rien se trouver menacée par les progrès constants de l'alcoolisme. Or, le long acte d'accusation dressé contre l'alcool, et dont nous devons présenter maintenant le résumé, tranche la question d'une façon très catégorique.

L'alcoolisme n'est pas, à proprement parler, l'ivrognerie, et encore moins l'ivresse. L'ivresse est un fait passager, et l'ivrognerie suppose la répétition de faits d'ivresse. Toutefois, on donne souvent à ces états le nom d'alcoolisme aigu. Mais le véritable alcoolisme, l'alcoolisme chronique, n'implique pas de défaillances publiques, c'est celui que l'on vise généralement par le mot *alcoolisme* (d'origine d'ailleurs assez récente), attendu qu'il désigne la forme d'intoxication la plus dangereuse. On peut être alcoolique sans être ivrogne; la constitution et l'habitude pouvant en effet permettre à des individus de supporter impunément de très fortes doses alcooliques. Évidemment, en cette matière comme en beaucoup

d'autres, tout se résume en une question de plus ou de moins, et l'on ne saurait appeler alcoolique toute personne qui boit de l'alcool; mais encore faut-il n'en boire que modérément ou d'une façon accidentelle. Quoi qu'il en soit, on peut affirmer que si l'abus peut seul causer de graves désordres dans l'organisme, l'usage ne saurait jamais produire de résultat bien-faisant; cela seul suffit à condamner l'alcool.

Les effets physiologiques et anatomiques de l'alcool ont été décrits d'une façon saisissante par le Dr Lannelongue, à la tribune de la Chambre des députés; par le Dr Legrain, dans divers ouvrages ou brochures (1), et surtout par le Dr Lancéraux, qui s'est spécialement occupé de la question.

L'alcool se comporte dans l'organisme humain à la façon d'un poison; il y produit des désordres fonctionnels et des lésions matérielles.

D'une façon générale, l'alcool s'attaque au système nerveux, c'est ainsi qu'il donne naissance à des désordres de la sensibilité physique, qui se traduisent notamment par un affaiblissement ou une perversion des sens; à des désordres de la sensibilité morale, qui amènent spécialement une modification dans le caractère de l'alcoolique; à des désordres de la motilité, qui se manifestent par un tremblement et une certaine difficulté dans les mouvements; enfin à des

(1) V. spécialement : *Un fléau social*, par le Dr LEGRAIN, médecin en chef à l'asile de Ville-Evrard.

désordres des facultés mentales (1). A ce dernier point de vue, il importe d'attirer l'attention sur les progrès inquiétants de la folie alcoolique (2); la proportion des cas de folie dus à l'alcoolisme a passé de 8 % en 1860 à 16 % à l'heure actuelle; et certains départements à forte consommation alcoolique (3), atteignent le double de cette moyenne (4). Il a fallu penser à créer, à l'exemple de certains pays étrangers, des asiles spéciaux pour alcooliques, le régime des asiles ordinaires ne convenant point aux alcoolisés.

(1) « Ces accidents, — dit le D^r LANCERAUX, — sont rarement isolés et indépendants les uns des autres. Le plus souvent ils se succèdent, se combinent ou s'associent; quelquefois enfin, ils prennent tout à coup une intensité et une acuité dangereuses; mais le délire et le tremblement sont les phénomènes qui prédominent, d'où la dénomination de *delirium tremens* donnée à ces crises. »

(2) L'influence de l'alcoolisme sur la folie a été signalée à l'étranger. Lors du Congrès international pour l'étude des questions relatives à l'alcoolisme, tenu à Paris du 13 au 16 août 1878, le D^r BAER (de Berlin) déclarait qu'en Prusse « le nombre des aliénés est en proportion presque directe du nombre des cabarets ou des débits d'eau-de-vie au détail » (*Actes du Congrès*, p. 169). Par contre, lors du Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques tenu à Christiania en 1894, le service médical a constaté pour la Norwège une diminution dans le nombre des aliénés correspondant précisément à une baisse dans la consommation de l'alcool. V. aussi ET. MARTIN, *Le monopole de l'alcool et les réformes fiscales*, p. XII.

(3) V. la thèse du D^r TOURDOT sur l'alcoolisme dans la Seine-Inférieure.

(4) Des observations faites au bureau d'admission de Sainte-Anne il résulte que sur le nombre de maladies mentales, la pro-

Le suicide est une variété de la démence (1), aussi les suicides dus à l'alcoolisme ont-ils passé de 5 % en 1850 au chiffre de 12 % dans le montant total des suicides (2), et les statistiques établissent encore

portion de celles occasionnées ou compliquées par l'alcoolisme a été :

En 1887 :	37.98 %	pour les hommes et	10.81 %	pour les femmes
1888 :	35.28 %	—	12.33 %	—
1889 :	33.17 %	—	11.95 %	—
1890 :	35.51 %	—	11.61 %	—

V. à cet égard D^r LEGRAIN, *Dégénérescence sociale et alcoolisme*, p. 96 et 97. On pourra d'ailleurs consulter sur ce sujet les tableaux statistiques très complets annexés aux rapports de MM. CLAUDE en 1887, et GUILLEMET en 1897.

(1) V. LAFONT, *Dangers de l'alcoolisme*, p. 16. — Prinzing, *Trunksucht und Selbstmord*, Leipzig 1895, p. 47 et suiv.

(2) Nous croyons devoir reproduire le tableau des suicides causés notoirement par l'alcoolisme, tableau emprunté à l'annexe X du rapport de M. GUILLEMET :

ANNÉES	Nombre de suicides par alcoolisme	Proportion pour cent sur l'ensemble des suicides
1836 à 1840.....	137	5.3
1841 » 1845.....	196	6.5
1846 » 1850.....	211	6.1
1851 » 1855.....	216	6.0
1856 » 1860.....	302	7.5
1861 » 1865.....	439	9.5
1866 » 1870.....	646	14.5
1871 » 1875.....	564	11.0
1876 » 1880.....	799	12.6
1884.....	809	11.0
1885.....	868	11.0
1887.....	934	11.0
1888.....	883	10.0
1889.....	848	10.0
1890.....	904	10.7
1891.....	954	10.7
1892.....	927	10.0
1893.....	1.053	11.6

que les départements les plus intoxiqués dépassent de beaucoup la moyenne indiquée.

Les lésions matérielles dues à l'excès des boissons alcooliques sont nombreuses et variées ; elles portent principalement sur l'estomac, les poumons et les reins. Un certain nombre d'entre elles ressemblent à celles qu'entraîne le progrès des années, ce qui a fait dire que l'alcoolisme n'était qu'une « vieillesse anticipée » ; aussi l'alcoolique comme le vieillard perd-il devant la maladie toute force de résistance (1).

Les effets funestes de l'alcool ne se restreignent malheureusement pas à la personne de l'alcoolique, ils s'étendent à sa postérité, d'où l'alcoolisme héréditaire opposé à l'alcoolisme acquis. Les tares physiques et intellectuelles s'abattent sur la descendance du buveur ; parmi les sujets qui la composent, beaucoup sont atteints d'hystérie et surtout d'épilepsie. Les observations faites par le D^r Legrain sur 215 familles d'alcooliques sont à cet égard des plus concluantes. Loin d'aller en s'atténuant, le mal ne fait que s'aggraver avec les générations qui se succèdent, car non-seulement l'hérédo-alcoolique boit comme son père, mais il boit plus jeune que lui.

L'alcoolisme est un fléau social. Il a une large part

(1) D^r LEGRAIN. Rapport au Congrès de la Ligue française de la moralité publique, tenu à Lyon les 26, 27 et 28 septembre 1894. V. aussi *Dégénérescence sociale et alcoolisme*. — D^r LANNELONGUE, discours à la Chambre des députés, 6 juin 1895 (*J. Offic.*, déb. parl., p. 1604 et 1605).

dans les causes de notre dépopulation ; il agit à ce point de vue de diverses manières. D'abord par la diminution de la natalité provenant de l'affaiblissement des fonctions génésiques chez les hérédooliques. Ensuite par l'excessive mortalité qui en est la conséquence. Nous venons de voir que l'alcoolisme multiplie les suicides ; il influe même sur les morts accidentelles qui sont plus nombreuses dans les départements où la consommation de l'alcool est la plus considérable (1). D'autre part, en enlevant aux buveurs toute résistance devant les maladies, l'alcoolisme accroit le nombre de leurs victimes ; il a contribué largement aux progrès effrayants de la tuberculose dans notre pays ; il doit être rendu responsable de la mortalité excessive des nouveau-nés. L'hérédité enfin est là pour perpétuer le mal. « Poussé à ses extrêmes limites, l'alcoolisme crée en quelque sorte une race spéciale qui peut bien se continuer pendant un certain temps avec ses infirmités physiques et ses tendances vicieuses, mais qui, heureusement, manque d'élément pour se perpétuer : exposée à toutes sortes d'accidents et de maladies, vouée à l'impuissance et à la stérilité, elle ne tarde pas à disparaître » (2). Ainsi s'explique, au moins

(1) V. l'annexe X du rapport de MM. GUILLEMET et ET. MARTIN, *op., cit.*, p. XII.

(2) D^r LANCERAUX, *Etude sur les altérations produites par l'abus des boissons alcooliques*. Cette mortalité anormale, conséquence de l'alcoolisme, explique ce fait que les compagnies d'as-

en partie, la décroissance de la population dans une des provinces les plus favorisées de la France, la Normandie (1). Ce n'est pas tout, les alcooliques qui résistent forment, intellectuellement et physiquement, une classe de dégénérés. Pour ne prendre que le côté physique, nous rappellerons que, d'après un préjugé trop répandu, l'alcool donne des forces au buveur ; c'est ainsi qu'on voit dans certaines contrées, spécialement en Normandie, administrer aux enfants, sous prétexte de les fortifier, non-seulement du vin mais encore de l'eau-de-vie ; or, la vérité est que l'alcoolisme entraîne la diminution des forces physiques. On a constaté que le travail d'ouvriers adonnés aux liqueurs fortes est moindre que celui d'ouvriers bien nourris ; l'alcoolique, en effet, perd son énergie et devient insensiblement paresseux. En Suède, le célèbre Magnus Huss a notamment relevé, parmi les effets de l'alcoolisme, l'affaiblissement des forces physiques et la diminution de la stature. A ce dernier point de vue, il convient de remarquer que les

surances anglaises accordent des tarifs plus avantageux à ceux qui s'abstiennent d'une façon absolue de toute boisson alcoolique. En compulsant les registres de ces compagnies, on a constaté que sur 1.000 abstinents, 590 avaient atteint l'âge de 65 ans, tandis que 433 seulement pour 1.000 assurés ordinaires étaient parvenus à cet âge (M. VANLAER, *op. cit.*, p. 29 et 30. — ETIENNE MARTIN, *op. cit.*, p. 15).

(1) N'est-ce pas non plus à l'abus de l'alcool qu'est due la disparition des indigènes de l'Amérique et d'un grand nombre d'îles de l'Océanie ?

exemptions du service militaire pour inaptitude physique vont se multipliant (1), et qu'elles sont très nombreuses dans les départements alcoolisés, spécialement en Normandie (2). Dans la Seine-Inférieure, la moyenne de réformés en 1873 était 6 % sur le nombre total des inscrits; elle est aujourd'hui de plus de 25 % (3).

(1) En 1831 il y avait 63.466 exemptions, soit 21 % du contingent.

1840	—	67.931	—	22 %	—
1850	—	58.689	—	19 %	—
1860	—	66.325	—	21 %	—
1868	—	88.705	—	28 %	—
1875	—	74.441	—	25 %	—
1880	—	80.495	—	26 %	—
1885	—	96.017	—	31 %	—
1890	—	93.718	—	31 %	—
1891	—	92.718	—	33 %	—
1892	—	108.349	—	32 %	—

(2) « L'arrondissement de Domfront, — dit le docteur ROTUREAU, — est celui du département de l'Orne où les excès alcooliques sont le plus habituels. De tous les cantons de cet arrondissement, c'est celui de Passais qui tient le premier rang, et la commune de Montilly se distingue par les abus alcooliques de ses habitants. La statistique du ministère de la guerre nous apprend que le recrutement était à peu près toujours insuffisant dans le canton de Passais avant la loi sur le service obligatoire. L'usage de l'eau-de-vie, et particulièrement de l'eau-de-vie de poiré, est la cause non douteuse pour tous les médecins du pays de l'infirmité physique des jeunes conscrits qui commencent l'usage immodéré des liqueurs fortes dès qu'ils ont fait leur première communion, c'est-à-dire vers treize ou quatorze ans. Outre beaucoup d'autres raisons, ces médecins attribuent le défaut du développement physique et la petite taille des conscrits du canton de Passais à l'usage immodéré de l'eau-de-vie, et ils en ont eu maintes fois la preuve, puisque tous ceux qui sont sobres échappent à la déchéance physique des jeunes ivrognes. »

(3) Voir les tableaux statistiques annexés au rapport de MM. CLAUDE et GUILLEMET.

L'alcoolisme est en corrélation avec la criminalité (1). L'Eure, le Calvados, la Seine-Inférieure arrivent en tête des départements qui fournissent à la criminalité le contingent le plus considérable avec 80 condamnés pour 1.000 habitants. L'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher et le Loiret, où la consommation alcoolique se rapproche de la moyenne, ont un peu moins de 50 condamnés pour 1.000 habitants. La Creuse, la Corrèze et la Haute-Vienne, où l'alcool est peu répandu, n'ont que 35 condamnés sur 1.000 habitants (2). De l'intempérance à la débauche il n'y a qu'un pas ; de là ces cabarets où l'on trouve toutes les ressources de la prostitution. La famille enfin, sous l'influence délétère de l'alcoolisme, se corrompt et se désagrège.

Nous en aurons terminé en faisant observer que l'alcoolisme est un des éléments les plus actifs de la

(1) Sur 500 détenus observés par le D^r LEGRAIN, 323, soit les deux tiers, sont alcooliques (*Dégénérescence et alcoolisme*, p. 103 et suiv.). D'une statistique faite par le greffier en chef de Sainte-Pélagie, il résulte que sur 2.922 condamnés, 2.109 étaient alcooliques (voir le détail reproduit dans un tableau inséré dans le rapport de M. GUILLEMET). V. aussi D^r SERRÉ, *Des crimes et délits dans le délire alcoolique*, 1896. — BAER, *loc. cit.*, p. 170 et 171. — D^r MASOIR, *Alcoolisme et criminalité* (*Bull. de l'Acad. de Méd. de Belgique*). En Norvège, on a constaté que la criminalité diminuait avec la consommation de l'alcool. — BERNER, *Le régime de l'alcool en Norvège* (*Rev. polit. et parl.*, 1896, t. X, p. 403).

(2) M. VANLAER, *op. cit.*, p. 32 et 33. — V. aussi les tableaux statistiques très complets annexés aux rapports de MM. CLAUDE et GUILLEMET.

misère. On a calculé que le budget de l'alcoolisme comprenant, outre la dépense même de l'alcool, les frais occasionnés par les aliénés, la répression des délits, les œuvres d'assistance, les pertes résultant de suicides, les salaires perdus par maladies et chômages (1), s'élève à un milliard et demi environ (2). N'y a-t-il pas là une des causes de l'aggravation du paupérisme ?

Inutile d'insister davantage. Comme le disait M. Gladstone, en 1880 : « L'alcool fait, de nos jours, plus de ravages que ces trois fléaux historiques : la famine, la peste et la guerre. Plus que la famine et la peste, il décime ; plus que la guerre, il tue. Il fait pis que tuer, il déshonore » (3) !

(1) Dans un discours à la Chambre, le D^r LANNELONGUE a cité l'opinion des statisticiens anglais d'après lesquels, sur 10 milliards de salaires annuels distribués aux ouvriers anglais, près de trois milliards passent au cabaret (juin 1893, doc. parl., p. 1609). — V. CAUWES, *Traité d'économie politique*, t. III, n° 826.

(2) LEGRAIN, *Dégénérescence et alcoolisme*, p. 96 ; — ROCHARD, *L'alcool, son rôle dans les sociétés modernes* ; CAUWES, *op. et loc. cit.*

(3) Cit. par M. DRUHEN, *De l'alcoolisme au point de vue social*. (*Bull. de l'Assoc. française pour l'avancement des sciences*, 1893, p. 1069.)

CHAPITRE II

La lutte contre l'alcoolisme

Si le péril que nous avons dénoncé n'est pas imaginaire; s'il existe véritablement, alors même que nous nous en serions exagéré l'importance, ce que nous ne croyons pas, bien au contraire, il faut songer, au plus tôt, à nous en défendre. Mais quels remèdes proposer au mal qui nous envahit? le problème est, en vérité, des plus difficiles à résoudre. La lutte contre l'alcoolisme rencontre, en effet, trois sortes d'adversaires : les producteurs, les débitants, les consommateurs, c'est-à-dire qu'elle se heurte à la fois à des intérêts industriels, commerciaux et politiques. Pourtant il ne faut pas désespérer; l'œuvre à accomplir n'est point chimérique : l'exemple de pays étrangers suffit à l'attester.

Le premier moyen d'action qui vient à l'esprit est de faire appel au législateur pour l'inciter à prendre des mesures propres à combattre les ravages de l'alcoolisme. On a sans doute fait souvent observer que les mœurs sont plus puissantes que les lois; le *quid leges sine moribus?* d'Horace est passé à l'état d'axiome. Il y aurait cependant exagération manifeste à prétendre que les lois ne sauraient avoir aucune

influence sur les mœurs; la démonstration en a été souvent faite et nous croyons pouvoir la considérer comme établie. Nous estimons, en conséquence, qu'il faut appeler la sollicitude du législateur sur l'alcoolisme grandissant et que, dans cette sphère, son action peut s'exercer d'une façon tout à fait efficace. Les dispositions qu'il peut prendre à cet égard peuvent d'ailleurs, comme nous allons le voir, revêtir des caractères très différents; néanmoins, d'une façon générale, c'est aux mesures fiscales atteignant directement ou indirectement l'alcool que l'on paraît vouloir accorder la préférence.

Le plus radical de tous les remèdes législatifs consiste dans l'interdiction complète de l'alcool. L'idée a pris naissance et s'est développée parmi les races anglo-saxonnes. Aux États-Unis, en particulier, un grand courant (abstinence movement), qui a revêtu un caractère politique, s'est formé contre la consommation de l'alcool : c'est le parti des prohibitionnistes (1). Quatre États prohibent absolument la fabrication et la vente de tous spiritueux; deux autres prohibent la vente, mais non la fabrication des liqueurs (2). En Angleterre, dans la Nouvelle-Galles du Sud, en Finlande, on a fait également des applications

(1) VAN DEN HEUVEL, *La lutte contre l'alcoolisme aux Etats-Unis* (*Réforme sociale* du 16 mai 1895). V. aussi *infra*, p. 55 (note), *Le mouvement teetotaliste en Norvège*.

(2) JOHN KOREN, *Le régime de l'alcool aux Etats-Unis*, *Rev. polit. et parl.*, 1898, t. XVI, p. 633.

plus ou moins larges de ce système. Cette solution nous paraît difficilement acceptable, car elle causerait une brusque perturbation dans le commerce et l'industrie, et ne laisserait derrière elle que des ruines; le législateur, qui a pour mission d'assurer la sécurité sociale et économique, faillirait à son rôle en y souscrivant. Au lieu d'interdire l'alcool, il est préférable d'en préparer la disparition progressive; le résultat est plus certain et moins injuste. La prohibition n'aurait, d'ailleurs, aucune chance de succès dans un pays de vignobles comme le nôtre. Aux États-Unis même, elle n'a obtenu qu'un succès relatif (1), alors, cependant, que les États qui l'ont édictée sont soutenus par le sentiment public. — Comme antithèse à cette proposition, nous signalerons une expérience curieuse, faite en Russie, vers 1860. On crut, à cette époque, que le remède le plus naturel contre l'alcoolisme consistait à donner toute liberté au commerce de l'alcool! le bon marché et la bonne qualité des alcools devaient, assurait-on, être la conséquence normale de la réforme; or, pouvoir se procurer facilement et à bon compte l'eau-de-vie, n'était-ce pas le plus ingénieux moyen de faire perdre l'habitude d'en consommer? L'expérience échoua, on consumma plus d'alcool, d'ailleurs toujours d'aussi mauvaise

(1) Il convient, à cet égard, de faire remarquer que tout citoyen d'un Etat prohibitionniste a le droit de se fournir de boissons alcooliques dans un autre Etat. (M. VANLAER, *op. cit.*, p. 43.)

qualité, et c'est alors que, contraste piquant, le gouvernement russe, après avoir cherché à convertir les populations à la tempérance par le bon marché, essaya de les y contraindre par la cherté, d'où un système de taxes (1).

A la prohibition complète, on a proposé de substituer une prohibition partielle, consistant dans l'interdiction absolue des boissons connues sous le nom d'apéritifs, amers, etc. Le Dr Lanceraux s'est fait le promoteur de cette idée qui, depuis, a recruté de nombreux partisans. Nous ne sommes pas éloigné de nous y rallier. D'abord les reproches que l'on peut adresser au principe de la prohibition générale disparaissent s'il s'agit d'une interdiction spéciale. D'autre part, il faut considérer que l'alcoolisme est dû, en grande partie, à l'énorme consommation de ces boissons qui contiennent, en effet, des huiles essentielles qui les rendent éminemment toxiques. Or, il est douteux que les moyens proposés pour en restreindre l'usage puissent avoir quelque efficacité. Nous le dirons plus loin, en présence d'une surtaxe élevée, les débitants, pour échapper aux droits, achèteront de l'alcool et feront eux-mêmes leurs produits en se procurant ces essences et ces bouquets dont nous avons signalé les dangers. On dit, sans doute, que l'on devrait organiser une surveillance: mais

(1) B. R. S., *Le régime de l'alcool en Russie*, Rev. polit. et parlem., 1897, t. XI, p. 127 et 128.

peut-elle porter utilement sur tous les fabricants d'essences et de produits chimiques? Est-il logique enfin, à l'heure où l'on s'élève contre l'exercice, d'en étendre l'application? A notre avis, on peut penser que pour les liqueurs, absinthes et similaires, les sophistications étant plus aisées et plus nuisibles, la surtaxe ne produirait pas d'effets sérieux, et qu'il convient, dans ces conditions, de recourir à des moyens plus énergiques.

Les deux propositions que nous venons d'examiner aboutissent, la première, à la suppression de l'impôt sur l'alcool, du moins sur l'alcool de bouche; la seconde, à la restriction de cet impôt. De ce fait, elles rencontrent une opposition très naturelle de la part de ceux qui ont le soin de l'équilibre de nos budgets; aussi d'autres propositions visent-elles à entraver l'alcoolisme tout en évitant le reproche de créer un déficit dans nos finances, et en escomptant même une sérieuse augmentation de nos recettes : tel est le but que l'on espère atteindre, grâce à la surtaxe et à la rectification de l'alcool, propositions qui s'attaquent, la première, à la quantité de l'alcool consommé, la seconde, à la qualité. Nous devons étudier, dans le cours de ce travail, si la surtaxe et la rectification offrent bien, au point de vue moralisateur, les avantages qu'on leur attribue, et si ces avantages peuvent se concilier avec des préoccupations fiscales qu'on ne saurait évidemment tenir pour négligeables.

A côté des mesures pour combattre l'alcoolisme

que nous venons d'indiquer, il en existe d'autres qui ne touchent pas, il est vrai, d'une façon directe au régime fiscal de l'alcool, mais du moins, qui s'y rapportent indirectement.

En effet, non content de s'en prendre directement au consommateur, on a encore songé à l'atteindre par ricochet en s'adressant au cabaretier. Le nombre des cabarets s'est élevé rapidement dans la seconde moitié du siècle. En 1850, on comptait en France, 350.000 débits; il en existe aujourd'hui 450.000 environ (Paris excepté), soit un débit pour 80 habitants, et cette moyenne est supérieure à celle de certains départements. Sans doute, la multiplicité des cabarets est avant tout un effet du développement de l'alcoolisme; néanmoins, on a pu voir aussi, dans l'élévation constante du chiffre des débits, une cause de l'alcoolisme, en ce que les cabarets contribuent à maintenir le niveau de celui-ci par les tentations répétées qu'ils offrent aux consommateurs. On a donc proposé de limiter le nombre des débits (1). Mais la

(1) Les législations anglaise et hollandaise ont spécialement dirigé leurs efforts en ce sens. Le résultat obtenu n'a pas répondu absolument à ce qu'on en attendait. La Commission chargée, en 1878, par la Chambre des lords, d'étudier la question de l'alcoolisme, a déclaré que « réduire le nombre des cabarets, n'est pas résoudre le problème de l'alcoolisme. A mesure que le nombre des cabarets diminue, ces établissements prennent plus d'extension. » De là ces *Gin-Palaces* du Royaume-Uni qui concentrent le débit d'une centaine de cabarets. (Voir le discours de M. LE JEUNE à la Société des prisons.) D'autre part, M. de Witte, ministre russe des finances, dans l'exposé des motifs de son projet de mo-

limitation directe présente de grandes difficultés (1), aussi a-t-on pensé pouvoir plus facilement arriver au même résultat en prenant une voie détournée qui consiste dans le relèvement des licences, relèvement dont l'effet serait, sans aucun doute, de faire disparaître les petits débits (2) qui sont précisément les plus nuisibles au point de vue de l'hygiène et des mœurs (3). Il convient, d'ailleurs, de remarquer que les pays étrangers ont des licences beaucoup plus élevées que les nôtres (4). Le rapport de M. Claude

napole en 1893, a pensé que la restriction du nombre des débits ne ferait que développer la vente clandestine (annexe au rapport de M. GUILLEMET). — MM. J. SIEGFRIED et BÉRENGER viennent cependant de présenter, en mars 1899, au Sénat, une proposition de loi tendant à la réduction du nombre des cabarets, et, d'une façon générale, à leur réglementation.

(1) Dire qu'on ne pourra plus ouvrir de nouveaux débits, c'est créer un monopole pour les débits actuellement existants, et, en conséquence, perpétuer le nombre des débits tel qu'il est. D'autre part, il est difficile de décider qu'on procédera par voie d'extinction; au cas de décès, il faudrait en effet indemniser les héritiers; au cas de faillite, que ferait-on des créanciers?

(2) L'expérience l'a prouvé pour la Belgique (*Monde économique*, p. 234), mais on reproche précisément à ce système de favoriser la concentration au profit des grands établissements. (LE JEUNE, discours à la Société des prisons.)

(3) FLEURY-RAVARIN, séance de la Chambre du 11 juin 1895 (déb. parlem., p. 1676). — VAN DEN HEUVEL, *op. cit.*

(4) Spécialement aux Etats-Unis, le taux des licences va de 500 à 1.000 dollars. Il n'est en France que de 15 à 50 fr. — Voir STOURM, *Impôt sur l'alcool*, p. 56 et 116. Le système des hautes licences (*high license*) paraît avoir donné aux Etats-Unis quelques résultats. JOHN KOREN, *op. et loc. cit.*, p. 636 et suiv. — V. aussi LE JEUNE, discours à la Société des prisons.

concluait au quadruplement du taux des licences ; cette opinion, bien qu'ayant rallié depuis de nombreux partisans, n'a pas triomphé devant les Chambres, et l'on peut croire que l'échec est dû plus à des raisons politiques (1) qu'à des raisons de principe (2). Sans s'exagérer l'efficacité de cette surimposition, nous estimons qu'elle peut produire de bons effets capables de concourir au résultat final que nous cherchons (3). Les pays étrangers se sont attaqués au cabaret en prenant encore d'autres mesures dont quelques-unes paraissent difficilement conciliables avec nos mœurs (4) ; nous citerons : la réglementation

(1) MICHEL, *Une nouvelle campagne contre l'alcoolisme* (*Economiste français* du 27 juillet 1895).

(2) V. cep. l'art. 4-2°, de la loi du 29 déc. 1897, qui est un acheminement dans cette voie. Le défaut des licences est leur caractère improportionnel. Mais ne pourrait-on pas substituer au droit fixe un droit proportionnel sur la valeur locative, au lieu de majorer simplement les licences ? D'autre part, ne pourrait-on point faire payer patente pleine pour tout débit annexé à un commerce quelconque payant lui-même sa patente ? V. encore à cet égard l'art. 4-2° de la loi du 29 déc. 1897.

(3) V. LEGRAIN, *Dégénérescence sociale*, p. 226. (*Économiste français* du 3 mars 1894). — J. COCKSHOT, *Compensation and the licencing question* (*Economic Review*, 1894, p. 464 et s.). M. P. LEROY-BEAULIEU, *La mystification financière du monopole de l'alcool* (*Economiste français*, 6 juillet 1875), estime qu'une élévation modérée des licences pourrait donner une quinzaine de millions au Trésor.

(4) En Norvège, la consommation de l'alcool a baissé de 43 % grâce à toute une organisation de la vente des spiritueux que la loi du 24 juillet 1894 est venue compléter et modifier sur certains points. Les conseils municipaux délivrent les licences,

des jours et heures d'ouverture des débits (1), la défense d'en ouvrir dans certains endroits (2), la réglementation de l'aménagement intérieur dans le but d'y éviter tout séjour prolongé (3), etc. Peut-être

non à des personnes privées, mais à des sociétés de tempérance appelées « samlag » qui s'engagent à combattre l'abus de l'alcool. Ces sociétés ne retirent qu'un intérêt de 5 % de leur capital et doivent consacrer l'excédent de leurs revenus à favoriser la cause de la tempérance. Les samlag se sont multipliés très vite, et en 1880, ils possédaient, en fait, le monopole de l'alcool. Aujourd'hui les Norvégiens ont été plus loin et tendent à la suppression des samlag, suppression décidée par un vote des habitants de la commune, y compris les femmes. Ce mouvement vers l'abstinence complète est qualifié de *teetotalisme* (BERNER, *op. et loc. cit.*). L'Angleterre fait aujourd'hui une vive campagne en faveur de l'adoption du système des pays scandinaves appelé quelquefois système de Gottenbourg et de Bergen.

(1) Aux États-Unis, il est interdit de vendre de l'alcool les jours fériés et les jours d'élections (JOHN KOREN, *op. et loc. cit.*, p. 638) ; les heures de vente sont restreintes les autres jours. En Angleterre, la loi de 1874 règle les heures de fermeture des cabarets ; dans le pays de Galles, la vente des alcools au détail est interdite le dimanche (REGINALD MAC KENNA, *op. et loc. cit.*, p. 610). En Norvège, toute vente est interdite du samedi à partir de 5 heures du soir jusqu'au lundi matin (BERNER, *op. et loc. cit.*, p. 398) ; même interdiction pour les jours fériés. — L'Écosse a limité pour les jours ouvrés la durée d'ouverture des débits et se félicite de cette réglementation, etc.

(2) En Russie, on a prohibé l'installation de cabarets dans les marchés et on l'a restreint autour des écoles, casernes et prisons (B. R. S., *op. et loc. cit.*, p. 129). — Aux États-Unis, il est défendu de vendre de l'alcool dans les lieux de plaisir et maisons de jeu (JOHN KOREN, *op. et loc. cit.*, p. 638).

(3) Dans les samlag norvégiens, on n'y trouve pour ainsi dire aucun siège ; il y est défendu de fumer et d'avoir le verbe trop bruyant (BERNER, *op. et loc. cit.*, p. 400). — La loi russe de 1883

pourrait-on emprunter à ces législations au moins quelques-unes de leurs dispositions (1).

Dans l'enquête faite en 1872 sur les conditions du travail en France, on lit que « le cabaret restera pour l'ouvrier une distraction fatale, aussi longtemps que le logement réformé ne lui donnera pas le goût de son intérieur ». Il est certain que si son logement devenait plus agréable et plus sain, l'ouvrier ne passerait pas autant d'heures au cabaret. En favorisant les habitations à bon marché, le législateur peut donc faire œuvre utile (2). La loi du 30 novembre 1894 n'a encore fait qu'un pas timide dans cette voie.

On a proposé enfin de redoubler de sévérité dans la répression de l'ivresse. Nous doutons de l'efficacité de ce remède qui a été vainement expérimenté à l'étranger (3). L'ivresse en effet n'est pas l'alcoolisme,

a adopté un système analogue (B. R. S, *op. et loc. cit.*, p. 131).

— Aux États-Unis, tout ce qui peut empêcher les passants de voir dans l'intérieur du cabaret est interdit, et le service doit être exclusivement fait par des hommes (JOHN KOREN, *op. et loc. cit.*, p. 638).

(1) Mentionnons aussi la non-reconnaissance des dettes de cabaret, disposition anti-juridique que l'on rencontre dans les lois suédoise et belge (G. VIDAL, Rapport à la Société des Prisons).

(2) V. le discours de M. GEORGES PICOT lors de la première réunion de la Société des habitations à bon marché (*Bulletin de 1890*, p. 18 et 19).

(3) La Belgique est l'un des pays où l'on a le plus multiplié les lois contre l'ivrognerie, d'ailleurs sans succès. D'après une loi de 1891, l'individu que son ivrognerie a ruiné et rendu vagabond est interné pour deux ans au moins et peut y être retenu

et frapper l'une n'est pas atteindre l'autre. Au reste, la répression paraît présenter plus d'inconvénients que de profit, l'amende grevant de nouvelles dettes le budget du buveur, et l'emprisonnement en faisant un déclassé. C'est peut-être ce qui explique le relâchement dans l'application de la loi du 23 janvier 1873. L'ivrogne, à vrai dire, est moins un coupable qu'un malade, et il faut moins le punir que le soigner (1).

Résumant tout ce qui précède, nous dirons que l'intervention du législateur peut se faire sentir d'une façon éminemment bienfaisante par la surélévation de l'impôt, par la rectification sévère des alcools, par le rehaussement des licences, par la prohibition des apéritifs, toutes mesures ayant ce trait commun d'avoir une répercussion directe sur nos finances. Si on y joignait des dispositions législatives d'un tout autre ordre et ayant pour but d'améliorer la condition matérielle des ouvriers, on peut affirmer que l'intervention ainsi comprise du législateur ne pourrait produire que d'heureux effets.

Nous avouerons cependant que, tout en croyant

pendant sept ans (LE JEUNE, Discours à la Société des Prisons). — D'après certaines législations, notamment celles de plusieurs cantons de la Suisse, l'accès des débits de boissons est interdit pour une durée de un à cinq ans aux individus convaincus d'avoir fait un usage immodéré de l'alcool (M. VANLAER, *op. cit.*, p. 99).

(1) G. VIDAL, Rapport à la Société des Prisons.

fermement à l'efficacité des mesures dont il vient d'être parlé, il y a lieu de ne pas s'en rapporter à elles seules pour nous guérir de l'alcoolisme dont nous mourons. Il faut combiner les remèdes législatifs avec les remèdes moraux, les seuls de nature à enrayer définitivement le mal. La contrainte est, sans doute quelque chose, mais l'abstinence volontaire lui est certainement préférable. Il faut donc faire pénétrer dans les masses cette idée que l'alcool est une cause de ruine morale et physique, et dans cette voie, les procédés d'action, que nous n'avons d'ailleurs pas à exposer ici, sont très nombreux. Celui qui paraît appelé à fournir le plus de résultats consiste dans l'éducation de la jeunesse (1); il n'a encore donné matière qu'à quelques applications intéressantes, mais trop rares (2). A côté, il faut

(1) Aussi la Société contre l'usage des boissons spiritueuses du D^r LEGRAIN a-t-elle fait rentrer dans son programme l'éducation de l'enfant. V. aussi M. VANLAER, *op. cit.*, p. 153 et s., et le discours de M. LE JEUNE, ministre d'État belge, à la Société des prisons.

(2) En 1895, le Ministère de l'Instruction publique a chargé une commission de rechercher les moyens de nature à permettre à l'Université de prendre part à la lutte contre l'alcoolisme. Cette commission a adopté, le 16 juillet 1895, le rapport de M. STEEG où il est dit que les programmes actuels fournissent en ce sens des armes suffisamment efficaces. Cela peut être vrai, mais il s'agirait alors de mettre à profit la latitude qu'autorisent ces programmes, ce qu'on ne paraît pas avoir fait, au moins en ce qui concerne l'enseignement secondaire. V. l'arrêté ministériel du 17 mars 1897 qui rend obligatoire l'enseignement anti-alcoolique dans tous les établissements d'enseignement public.

placer l'influence bienfaisante que pourrait avoir la constitution de nombreuses sociétés de tempérance ; il est malheureusement fâcheux que celles-ci n'existent en France que d'une façon très restreinte (1), alors qu'à l'étranger elles ont reçu une extension considérable (2). Si l'on joint à ces moyens d'action une

Quant à l'enseignement primaire, nous signalerons la formation de toute une bibliothèque scolaire de l'anti-alcoolisme où nous trouvons spécialement des ouvrages de M. J. STEEG : *Les dangers de l'alcoolisme*, du D^r GALTIER-BOISSIÈRE : *Licret d'anti-alcoolisme*, etc. — Cette éducation pourrait être poursuivie chez l'adulte. Signalons dans cette voie l'initiative prise par le Gouverneur militaire de Paris qui vient de prescrire de faire placer, dans toutes les casernes de la garnison de Paris, des placards illustrés destinés à exposer aux regards des soldats les ravages produits par l'alcool sur l'organisme (J. *Le Gaulois*, 20 février 1899).

(1) La première société de tempérance a été créée en 1871 et reconnue d'utilité publique en 1880. Le D^r LEGRAIN a fondé, en 1895, la « Société contre l'usage des boissons spiritueuses » qui publie un bulletin mensuel. Les adhérents, au nombre de plus de deux mille, s'interdisent la consommation de l'alcool et ne se permettent que d'une façon modérée l'usage des boissons fermentées.

(2) Les sociétés de tempérance sont surtout très répandues en Angleterre et aux Etats-Unis où elles présentent souvent un caractère confessionnel. Les Etats-Unis ont devancé les autres pays dans la guerre à l'alcoolisme ; la première société de tempérance y date de 1813 ; depuis, on a été plus loin, et l'*abstinence movement* a succédé au *temperance movement*. Aujourd'hui, le Royaume-Uni compte près de cinq millions d'abstinents (M. VAN LAER, *op. cit.*, p. 144). C'est en partie à ces sociétés de tempérance que la Norvège est redevable de ce que ses habitants ont volontairement renoncé à l'usage de l'alcool. La plus importante des sociétés d'abstinence norvégiennes, *Det Norske Totalafholdsskab*, compte près de 130.000 membres ; elle a tenu, en 1895, 12.631 réunions publiques et dépensé des sommes considérables

active propagande contre l'alcoolisme, patiemment faite dans les journaux, livres, brochures, réunions, congrès (1), on finirait, sans aucun doute, par créer une agitation salubre qui frapperait, par sa persistance, l'esprit des foules et qui produirait alors les effets qu'on en doit attendre.

en publications et brochures (BERNER, *op. et loc. cit.*, p. 104). Consulter LEGRAIN, *Dégénérescence sociale et alcoolisme*, p. 121 et suiv., 233 et suiv. — G. MICHEL, *L'alcoolisme et les moyens de le combattre, résultats obtenus en Suède, en Norvège et en Suisse* (*Economiste français* du 1^{er} septembre 1894).

(1) Signalons spécialement le Congrès international contre l'alcoolisme tenu à Paris en avril 1899, sous la présidence du docteur LEGRAIN.

CHAPITRE III

La réforme fiscale de l'alcool

SECTION I

L'impôt des boissons et l'alcool

Le régime fiscal de l'alcool se prête à deux ordres de réforme qui offrent tous deux ce caractère commun de lui faire produire un excédent de recettes comparativement à l'état actuel des choses, d'où la faveur très marquée dont ils jouissent dans les milieux parlementaires.

La première série de ces réformes comprend les mesures propres à tirer de l'impôt sur l'alcool des bénéfices plus considérables pour le Trésor, grâce à une meilleure organisation financière du régime de l'alcool, et cela sans surcharger nécessairement la matière imposable. Nous disons nécessairement, car la plupart, sinon tous les projets en ce sens, réclament en même temps une surélévation des droits sur l'alcool. Mais, nous le répétons, le système qui leur sert de base n'exige nullement cette surélévation pour atteindre le but, et, sans elle, des bénéfices très appréciables pourraient encore en résulter pour nos finances publiques. Dans la catégorie de ces projets

nous ferons rentrer ceux relatifs à la répression de la fraude, au contrôle hygiénique et au monopole. Ces projets ne poursuivent en aucune façon la diminution de la consommation de l'alcool. Néanmoins, il ne faudrait pas croire qu'ils ne se proposent qu'un but purement financier. Ils se réclament également de la nécessité de combattre l'alcoolisme en surveillant la qualité des produits consommés. A ce titre, ils méritent une place dans cette étude, mais une place secondaire, puisque l'alcoolisme, nous l'avons dit, est avant tout la conséquence de la quantité d'alcool absorbé.

C'est aux mesures ayant pour but de diminuer la consommation par le relèvement des droits sur l'alcool que nous devons accorder le premier rang tout en reconnaissant, comme nous le verrons, l'utilité de les combiner avec celles que nous avons signalées plus haut.

La surtaxe nous fait entrer dans un ordre d'idées bien différent du précédent. L'impôt devient ici une arme contre l'alcoolisme; son but est plus moral que financier. Le principe qui permet d'attribuer cette vertu à la surtaxe, réside dans ce fait d'expérience que l'accroissement de l'impôt diminue nécessairement la consommation de la matière imposée. Mais, s'il en est ainsi, n'avons-nous pas eu tort de reconnaître à la surtaxe le pouvoir de procurer au Trésor un excédent de recettes? L'objection n'a qu'une apparence de vérité dans l'état présent des choses.

L'alcool, en effet, comme nous aurons à le constater, ne supporte pas l'impôt qu'on en peut et qu'on en doit tirer; sa taxation peut être relevée sans diminution sensible de la consommation; encore convient-il d'ajouter que cette diminution serait tout à fait temporaire et que le niveau ancien ne tarderait pas à être atteint et ensuite dépassé. Pour faire opérer à la consommation une marche en arrière, il faut une majoration énorme; mais arrivé à ce point, on regagne par le tarif ce que l'on perd sur la quantité. Il est certain que, logiquement, si on admet que l'impôt doit se proposer pour but de restreindre au *minimum* la consommation de l'alcool, on doit concevoir l'époque où l'alcool ne donnera plus les magnifiques recettes qu'on en tire aujourd'hui; mais des observations que nous venons de présenter il faut conclure que, dans l'état actuel, la surtaxe donnerait pendant longtemps encore de très sérieux bénéfices. Au reste, tout le monde est d'accord à cet égard; les opinions ne diffèrent que sur l'évaluation des plus-values.

Réduite à ces termes, la question fiscale du régime de l'alcool dans le système de la surtaxe serait relativement assez simple puisque, pendant de longues années, on n'aurait qu'à encaisser des bénéfices et que ce ne serait qu'à une époque assez éloignée que le rendement actuel serait à nouveau atteint pour descendre enfin au-dessous de ce qu'il est aujourd'hui et causer un déficit dans nos finances. Remarquons

d'ailleurs que cette époque pourrait se trouver reculée par d'autres mesures financières dont l'alcool ferait encore les frais : suppression du privilège des bouilleurs de cru, répression de la fraude, contrôle hygiénique de l'alcool, rehaussement des licences, toutes mesures pouvant réaliser d'assez importantes recettes. Sans doute un jour arriverait où les ressources de l'impôt sur l'alcool manqueraient à l'équilibre de notre budget, mais son échéance étant prévue, on peut penser qu'il serait plus facile d'en prévenir les conséquences fâcheuses. N'aurait-on pas eu la possibilité de remanier au moins en partie notre système financier ? et le développement économique lui-même ne faciliterait-il pas chaque jour la réalisation de réformes désirables ? En résumé, d'un côté la nécessité immédiate d'enrayer la consommation de l'alcool s'impose ; de l'autre, on ne peut objecter au système proposé pour atteindre le but qu'une difficulté financière à longue échéance et en réalité très surmontable. Le bon sens dit qu'il faut commencer par remédier au mal présent, tout en préparant les moyens de nature à prévenir les conséquences futures d'un remède peut-être trop énergique, mais dont l'énergie doit cependant être proportionnée à la gravité du mal. D'ailleurs, nous aurons à voir si, dans la façon d'établir la surtaxe on ne peut arriver à diminuer très sensiblement la consommation de l'alcool sans mettre en péril l'intérêt de nos finances.

Ce qui complique et rend très périlleuse la réforme fiscale de l'alcool, c'est qu'elle n'est pas ordinairement envisagée en elle-même, mais qu'elle marche concurremment avec une autre réforme, ou plutôt qu'elle se trouve englobée dans une réforme plus vaste, celle des boissons. Cette conception est aujourd'hui courante, pour ainsi dire incontestée. Nous verrons cependant si elle est pleinement justifiée. Néanmoins, comme il faut prendre les choses telles qu'elles se présentent en pratique, nous devons brièvement exposer ici la question des boissons, puisque la façon dont elle sera résolue aura son contre-coup sur la taxation de l'alcool.

Un reproche, d'une portée très générale, adressé à l'impôt des boissons, c'est de participer du vice inhérent à toutes les taxes indirectes, notamment aux taxes de consommation qui frappent le contribuable plutôt en proportion de ses besoins que de ses facultés contributives, et qui résistent le plus souvent à une taxation *ad valorem*. L'improportionnalité se trouve ici aggravée par une diversité de régime résultant des dispositions compliquées de notre législation qui aboutit, en définitive, à faire varier l'impôt de département à département, de ville à ville, de contribuable à contribuable (1).

(1) V. l'exposé des motifs du projet de loi relatif au régime des boissons présenté en 1894 par M. Burdeau, ministre des finances. — V. aussi G. DESBATS, *La réforme de l'impôt des boissons*, Rev. polit. et parlam., 1897, t. XII, p. 593.

S'il est difficile, sinon impossible, pour les finances modernes de se passer du concours de taxes indirectes et spécialement des ressources de l'impôt des boissons, du moins cet impôt doit-il être maintenu tel qu'il est organisé actuellement? on s'accorde à peu près pour répondre par la négative, si la confusion la plus grande règne, il est vrai, quant à la manière d'opérer la réforme. Néanmoins, une idée est commune à tous les projets, et elle consacre à nouveau, en la soulignant encore davantage, la distinction entre les boissons hygiéniques (vin, cidre, bière, poiré, hydromel) et l'alcool sous ses diverses formes.

A l'heure actuelle, dit-on, les boissons hygiéniques sont surchargées d'impôts. A l'exception de la bière, qui est soumise à un simple droit de fabrication perçu à la sortie de la brasserie, elles sont assujetties à un droit de circulation, à un droit de détail et à un droit d'entrée. Le droit de circulation, sauf exemptions, est perçu à chaque enlèvement ou déplacement de vin, cidre, poiré, hydromel; il nécessite un titre de mouvement qui accompagne toute expédition. Le droit de détail, qui est proportionnel à la valeur du liquide consommé, se perçoit au fur et à mesure de la consommation chez le débitant; il nécessite pour son recouvrement l'exercice, c'est-à-dire le droit pour les employés de la Régie de pénétrer dans le domicile du marchand de vin pour constater le mouvement de la consommation et

l'exigibilité des droits. Le droit d'entrée est perçu à l'entrée de toutes les villes d'une population agglomérée supérieure à 4.000 habitants suivant un tarif progressif en raison de la classe des départements et de l'importance de l'agglomération. A Paris et à Lyon, ces trois taxes sont d'ailleurs réunies en une seule sous le nom de taxe de remplacement. Les droits que nous venons d'énumérer grèvent lourdement les boissons hygiéniques. Le droit de circulation est, à la vérité, d'un taux modéré, mais il en est autrement du droit de détail et surtout du droit d'entrée qui, dans certaines villes (Amiens, Rouen, Le Havre, Paris, Lille) s'élève à 15, 16, 18 et 22 francs, soit au prix même de revient par hectolitre de certains vins (1) ! D'autres critiques sont encore adressées à ces taxes : le droit de circulation enlise le commerçant dans un réseau de formalités gênantes et dangereuses ; le droit de détail entraîne l'exercice, procédé inquisitorial et vexatoire ; le droit d'entrée crée une inégalité manifeste entre les populations urbaines et rurales.

Si l'impôt qui grève les boissons hygiéniques est, d'une façon générale, beaucoup trop élevé, il faut, et c'est la conséquence naturelle, les dégrever dans une large mesure. En agissant ainsi, on ne mettra pas seulement plus de justice dans la répartition de l'impôt, on contribuera spécialement à combattre les progrès

(1) DESBATS, *op. et loc. cit.*, p. 601.

de l'alcoolisme. Les taxes élevées ont, en effet, pour résultat de ralentir la consommation des boissons hygiéniques, principalement dans la classe ouvrière qui se voit contrainte de remplacer un breuvage naturel et réconfortant par des vins artificiels et malsains. Or, la diminution de la consommation constitue un acheminement insensible vers l'alcoolisme, car c'est un fait d'expérience que le défaut de consommation du vin profite toujours à l'alcool. Lorsque le débitant ne peut fournir qu'une quantité insignifiante de vin pour dix ou quinze centimes, le consommateur préfère l'eau-de-vie, qui excite davantage son palais; la preuve en est qu'en pays vinicoles, on boit au comptoir plus volontiers le vin que l'eau-de-vie. En même temps que le développement de la consommation du vin constituerait le remède le plus efficace contre l'alcoolisme grandissant, il aiderait au relèvement de notre viticulture en lui ouvrant de plus larges débouchés.

Après une longue résistance, l'Administration a fini par céder et va jusqu'à proposer elle-même le dégrèvement des boissons hygiéniques. On rencontre ce dégrèvement à la base de tous les projets et propositions de lois de ces trente dernières années; il a été préconisé, notamment, par M. Pascal Duprat en 1880, par M. Peytral en 1888, par M. Jamais en 1889, par M. Rouvier en 1891, par M. Salis en 1893, par MM. Burdeau et Poincarré en 1894 par M. Ribot en 1895. La Chambre, par ses votes, s'est prononcée

en ce sens (1). Le mouvement en faveur du dégrèvement semble donc irrésistible, et c'est dans cette voie qu'une réforme paraît devoir s'accomplir.

Mais dans quelle mesure conviendrait-il d'opérer un dégrèvement ? Nous n'avons pas à étudier ici la question, bien qu'elle intéresse indirectement l'alcool qui doit, en dernière analyse, payer les frais de la guerre ; il suffira d'en exposer les termes. Le dégrèvement intégral n'a guère de partisans déterminés, et l'on se rallie plus volontiers au système de dégrèvement partiel. On allègue, en faveur de ce dernier, la nécessité de conserver dans notre régime fiscal un impôt qui a fait ses preuves, qui peut, aux heures de péril, comme en 1870, fournir de précieuses ressources au pays et que, d'ailleurs, on ne saurait actuellement supprimer en totalité, sans danger réel pour notre équilibre financier. On ajoute que les boissons hygiéniques sont le grand véhicule de l'alcool, et qu'à ce titre seul, la surveillance de leur circulation s'impose impérieusement. En résumé, on conclut à la suppression des droits d'entrée et de détail et au maintien du droit de circulation.

Intégral ou partiel, le dégrèvement creusera un déficit énorme dans le budget, et il faut songer à le combler. A cet égard, conformément au principe,

(1) V. spécialement les séances de la Chambre des 14-24 novembre 1892, 28 mai, 6 juillet 1895, et celles des 11 juin, 3 juillet, 5-12 novembre 1896 au Sénat.

que la réforme des boissons doit se suffire à elle-même, autrement dit qu'il faut trouver, dans les boissons, l'équivalent des taxes supprimées (1), on est, pour ainsi dire, unanime à chercher la compensation nécessaire dans le remaniement du régime de l'alcool. Selon la formule de Pascal Duprat, l'alcool doit payer la « rançon » des boissons hygiéniques.

On a bien quelque peu protesté sur cette façon d'envisager la réforme en faisant remarquer qu'il est injuste de demander la compensation, non pas à ceux qui profiteront du dégrèvement, c'est-à-dire aux viticulteurs, mais aux pays qui boivent de l'alcool, c'est-à-dire à ceux qui, précisément, n'ont pas les faveurs de la culture de la vigne (2); mais ce raisonnement n'est pas exact en réalité. Il suppose, en effet, que les viticulteurs recueilleraient tout le bénéfice de la détaxe, ce qui, à notre avis, est erroné; la plus grande partie allant aux intermédiaires qui sont disséminés sur tout le territoire; il suppose, en outre, que les pays vinicoles ne boivent pas d'alcool et que les pays non vinicoles ne consomment pas de vin.

Quoi qu'il en soit, nous devons constater ici que la taxation de l'alcool, dans une réforme ainsi conçue,

(1) Toutefois le projet de M. PEYTRAL, en 1888, qui proposait le dégrèvement total des boissons hygiéniques, demandait les ressources complémentaires, non pas seulement à l'alcool et aux vins alcoolisés, mais à un impôt sur le revenu.

(2) E. BOULANGER, *La réforme des boissons*, étude financière, Rev. polit. et parlem., 1897, t. XI, p. 271.

change absolument d'aspect. Tandis que précédemment on ne poursuivait qu'un but purement hygiénique et que le procédé employé pour l'atteindre, s'il pouvait donner, pendant un certain nombre d'années, des plus-values importantes pour le Trésor, du moins ne se proposait-on pas de les perpétuer indéfiniment; au contraire, l'imposition de l'alcool, dans la réforme telle que nous venons de l'exposer, nécessite un rendement certain et indéfini puisqu'elle est la conséquence d'un déficit qu'il faut, avant tout, songer à combler. Ainsi comprise, la surtaxe doit servir d'abord à produire des recettes indispensables. Sans doute on invoque toujours en même temps la nécessité de combattre l'alcoolisme, et les projets de réforme se donnent tous la double base de l'intérêt financier et moral, mais on peut croire que cette dernière raison n'est que subsidiaire et qu'elle est plutôt donnée pour légitimer le choix de la matière imposable qui doit, en définitive, supporter les conséquences du dégrèvement. Nous aurons caractérisé, d'un mot, le système proposé en disant que l'impôt sur l'alcool n'est plus alors un impôt de superposition, mais de remplacement. Dans cette voie, il faut convenir qu'on a été très loin. On ne s'est pas contenté de demander à l'alcool l'équivalent des recettes disparues par la suppression des droits sur les boissons hygiéniques, on a cherché à le substituer à une foule d'autres impôts; telle est surtout la caractéristique des diverses propositions de monopole de l'al-

cool (1), et spécialement de la proposition de M. Maujan (2). Les pays étrangers suivent, d'ailleurs, la même politique fiscale et cherchent, dans les droits sur l'alcool, leur équilibre financier. Dans ces conditions, il faut avouer que la qualification de « bête de somme fiscale », donnée quelquefois à l'alcool, n'a rien d'usurpé. Au reste, il y a bien de la témérité à escompter ainsi les résultats problématiques du rendement de l'alcool. Ne risque-t-on pas de sacrifier des recettes connues à des prévisions trompeuses ? Certes, nous reconnaissons que notre régime fiscal ne demande pas à l'alcool toutes les ressources qu'il est susceptible de nous procurer et que les droits d'entrée et de consommation qui le frappent aujourd'hui sont tout à fait insuffisants (3), mais il ne faut cependant pas se laisser éblouir par cette surprenante puissance fiscale. Nous n'avons pas à étudier ici les

(1) Ainsi, le projet de M. ALGLAVE aboutit non seulement à la suppression des impôts sur les vins, cidres et bières, mais à celle des octrois, de l'impôt sur les transports par chemin de fer, du principal de l'impôt foncier des terres.

(2) On sait que cette proposition, signée par 166 députés, constitue une réforme générale de nos impôts dont le tiers, soit un milliard, serait désormais demandé au monopole de la rectification de l'alcool.

(3) Nous laissons, il va sans dire, de côté, les droits accessoires qui, à divers titres, frappent directement ou indirectement l'alcool, tels que droit de dénaturation, droits de douanes et d'octroi, impôt des patentes, droit de licence, droit de timbre, etc. La plupart de ces taxes atteignent aussi les boissons hygiéniques.

projets qui sont partis de la surimposition de l'alcool pour opérer des dégrèvements ou des suppressions complètes de nos divers impôts, mais on peut affirmer, sans craindre de sérieuses contradictions, que la plupart ne sont arrivés à équilibrer théoriquement leur réforme qu'en faisant état d'évaluations dont la pratique se chargerait de démontrer l'exagération. Nous estimons, pour notre compte, qu'on ne saurait montrer trop de prudence en cette matière sous peine de compromettre les œuvres vives de notre budget.

Ce n'est pas tout. En donnant pour base à la réforme ainsi comprise l'intérêt financier et l'intérêt hygiénique, on se heurte à une évidente contradiction, car si la surtaxe produit les heureux effets moraux qu'on en attend, elle causera de sérieux mécomptes budgétaires. Il faut donc sacrifier un des deux points de vue ; or, on ne peut faire abstraction de l'intérêt financier puisque le dégrèvement des boissons hygiéniques creusera un déficit énorme dans le budget, et c'est ce qui nous autorisait à dire plus haut que l'intérêt hygiénique était, dans cette hypothèse, relégué au second plan. On ne peut adresser le même reproche de contradiction au système qui surimpose l'alcool sans opérer de dégrèvement correspondant, car il ne poursuit qu'un but moralisateur ; la question financière ne se posera pour lui que dans un avenir assez lointain et dans des conditions relativement favorables. Au contraire, dans le système que nous

venons de présenter, la question financière surgira très vite, d'autant plus vite qu'il faudra brusquement majorer fortement les droits sur l'alcool pour récupérer les recettes perdues sur les boissons hygiéniques, d'où un recul sensible de la consommation de l'alcool suivi d'une baisse importante dans le montant des sommes encaissées. Il y a même lieu de craindre, étant donné, comme nous le disions précédemment, l'équilibre fort incertain des projets présentés, qu'au lendemain de la réforme on se trouve déjà en présence d'un déficit considérable à combler. Faudra-t-il donc revenir en arrière? improviser de nouveaux impôts? En vérité, on ne saurait trop réfléchir avant de se lancer dans une semblable aventure. L'impôt sur l'alcool peut bien servir, dans une certaine mesure, à opérer des dégrèvements puisqu'il peut supporter sans inconvénient une charge supérieure à celle qu'il supporte actuellement, mais il ne faut pas que les dégrèvements aient une telle importance qu'il faille majorer trop fortement les droits, sous peine de s'exposer à d'amères déceptions financières. En un mot, on ne saurait compter sur des résultats au point de vue fiscal si on espère en même temps des résultats au point de vue hygiénique. La conciliation des deux intérêts est extrêmement difficile, sinon impossible. On a bien cru la trouver dans l'établissement d'un monopole qui, au dire de ses partisans, produirait des effets hygiéniques certains, tout en réalisant des bénéfices appréciables, alors même que la consommation

deviendrait normale (1), mais nous aurons à voir si on ne s'illusionne pas sur les mérites financiers du monopole.

A notre avis, si l'on parvient à réaliser la réforme simultanée des boissons hygiéniques et de l'alcool, ce qui peut paraître douteux en présence des tentatives aussi multiples que vaines dont elle a déjà été l'objet et des inextricables difficultés financières et politiques qu'elle rencontre (2), nous estimons qu'on aboutira à de très graves mécomptes budgétaires, sans profit sérieux pour la cause de l'anti-alcoolisme. En se plaçant au point de vue financier et hygiénique, il est infiniment préférable d'abandonner l'idée de l'impôt sur l'alcool comme taxe de remplacement ; aussi, quelque autorisée que soit l'opinion générale sur le dégrèvement des boissons hygiéniques, nous oserons

(1) Encore ne peut-on échapper complètement à l'antagonisme des deux intérêts en présence, et c'est ainsi que M. GUILLEMET, dans sa proposition de monopole, après les avoir mis tous deux en lumière, est obligé de donner à l'un des deux la priorité, et de souhaiter en ce sens que le monopole, en détournant les populations de la consommation de l'alcool, ne réserve dans l'avenir que des déceptions financières toujours plus accentuées.

(2) Pour ne citer qu'un exemple emprunté à notre matière des difficultés politiques rencontrées par la réforme générale des boissons, nous rappellerons la question des bouilleurs de cru. C'est ainsi que dans tel projet général de réforme élaboré par un député de l'Est, les bouilleurs de cru triompheront, tandis qu'ils seront sacrifiés aux bouilleurs de profession avec tel autre projet d'un député du Nord.

cependant y contredire (1). Nous ne le ferons néanmoins que très brièvement puisque cette matière ne rentre qu'indirectement dans notre sujet, mais il nous a paru indispensable de justifier, au moins en quelques mots, une proposition dont les conséquences rejaillissent sur le régime fiscal qu'il convient d'appliquer à l'alcool.

Nous écarterons d'abord, à cause de sa généralité, le reproche adressé à l'impôt des boissons tiré de son caractère de contribution indirecte, car il ne tendrait à rien moins qu'à la suppression de tous les impôts indirects; cette suppression aurait d'ailleurs pour objet de dispenser une partie de la nation de toute participation dans les dépenses communes, ce qui serait contraire aux principes d'une justice bien entendue. L'impôt des boissons n'est en réalité ni meilleur ni pire que les autres impôts existants, et il a l'avantage sur ceux qu'on voudrait créer d'exister déjà, d'être passé dans les habitudes du public. Les meilleurs impôts sont encore les plus anciens. Quelque téméraire que puisse paraître notre affirmation, nous maintenons que l'impôt des boissons n'a pas, dans le public des consommateurs, sinon des intermédiaires (2), une

(1) V. dans notre sens l'*Etude financière* déjà citée, de M. BOUTLANGER, sur la réforme des boissons. V. aussi M. VANLAER, *op. cit.*, p. 49 et suiv.

(2) En dehors des viticulteurs, ce sont principalement les débiteurs de vin, dont l'influence politique est considérable, qui réclament le plus ardemment la suppression des taxes.

impopularité aussi marquée qu'on l'affirme trop souvent. Le droit de consommation est surtout critiqué par le débitant parce qu'il espère recueillir les profits du dégrèvement, tandis qu'il laisse à peu près indifférent le consommateur qui paie l'impôt sans s'en apercevoir puisqu'il s'identifie avec le prix de vente sans le majorer sensiblement. Quant au droit de détail, nous convenons que l'exercice offre des inconvénients pour l'assujetti, mais nous rappellerons qu'il est loisible aux villes de s'en rédimer et aux débiteurs de s'en affranchir par l'abonnement. Du reste, ce n'est là qu'un mode de recouvrement qui ne saurait suffire à faire condamner l'impôt lui-même et l'on pourrait évidemment le percevoir à l'aide d'un procédé moins imparfait. L'argument principal en faveur du dégrèvement des boissons hygiéniques consiste à dire qu'il aura pour effet d'accroître la consommation populaire, ce que l'on ne saurait trop encourager puisque ce que gagne le vin, l'alcool le perd. Nous ne contestons pas cette dernière vérité, mais nous ferons remarquer deux choses. D'abord les boissons dites hygiéniques, nous l'avons vu, renferment encore assez d'alcool pour qu'on puisse penser qu'il n'en faille pas trop étendre le développement. Ensuite, et surtout, pour que l'alcool perde du terrain, il faudrait que le vin en gagnât ; or, nous estimons que la consommation populaire restera sensiblement la même après le dégrèvement. L'expérience paraît, en effet, avoir démontré que les dégrève-

ments pour se faire sentir aux consommateurs doivent être considérables. Or, nous l'avons dit, on ne peut guère songer sérieusement à un dégrèvement total qui tarirait la source du plus productif de nos impôts. D'autre part, un dégrèvement partiel ne profite qu'aux intermédiaires; tout au moins une bonne partie reste entre leurs mains sans passer aux consommateurs (1). Sans doute, on rappelle la loi de la concurrence, mais cette loi n'a pas, en pratique, la sensibilité qu'on lui reconnaît si libéralement en

(1) En 1830, on fit un dégrèvement de 40 millions qui ne profita nullement aux consommateurs pauvres, dégrèvement que M. Thiers a qualifié de « duperie » (E. BOULANGER, *La réforme des boissons*, Rev. polit. et parlem., 1897, t. II, p. 17 et 18). Plus près de nous, la loi du 19 juillet 1880 abaissa, à partir du 1^{er} janvier 1881, le droit de détail à 12 fr. 50 au lieu de 18 fr. 75. Au lieu de diminuer, le prix du litre de vin augmenta. En 1880, le prix moyen du litre était 0 fr. 7262; il passa à 0 fr. 7592 en 1882 (*Bull. de statistique*, 1882, p. 59). Le ministre des finances a lui-même constaté au Sénat, le 26 mai 1899, l'inutilité de la réforme de 1880 (*J. Offic.*, 27 mai, déb. parlem., p. 643). On a aussi rappelé, au conseil municipal de Paris, qu'en 1882 on avait réduit de cinq centimes les droits sur le vin, et que, cependant, ne bénéficièrent de la détaxe que ceux qui pouvaient acheter une pièce de vin, c'est-à-dire ceux qui précisément n'appartiennent pas à la population pauvre à laquelle on veut venir en aide (*Bulletin municipal officiel*, 21 octobre 1898, p. 2728). — Enfin, le dégrèvement qui, comme nous le verrons plus loin, a été voté en octobre 1898 par le conseil municipal de Paris, n'a produit aucun changement dans les tarifs, au moins dans les tarifs de détail. Pour ne citer qu'un exemple, nous constaterons que la plus grande épicerie de Paris, après avoir diminué ses vins de deux centimes et demi par litre, a rétabli, dès février 1899, ses anciens prix en alléguant une prétendue hausse des vins.

théorie (1). L'expérience journalière suffit à démontrer à chacun de nous, que les prix des objets de consommation, une fois établis, résistent à tout abaissement pour le plus grand profit des intermédiaires. Le phénomène tient d'ailleurs à des causes multiples. En ce qui concerne spécialement le vin, il faut songer que, pour arriver jusqu'au consommateur de détail, le dégrèvement doit pouvoir porter sur chaque litre vendu, pour cela, il faut qu'il soit considérable (2);

(1) Cela a été récemment exprimé au conseil municipal de Paris, à l'occasion des taxes de remplacement dont nous parlerons plus loin. V. notamment *Bulletin municipal officiel*, 9 juillet 1898, p. 2019. Le rapporteur lui-même du projet municipal, bien que se référant à la loi de la concurrence, ne semble pas bien convaincu de son infailibilité, et l'expérience paraît déjà démontrer que ses craintes étaient fondées. « La concurrence suffira, nous l'espérons, pour amener la réduction des prix. Mais si les marchands de vins s'obstinaient, nous nous souviendrions que la question de l'octroi n'est pas encore résolue, et je serais le premier à proposer de frapper les débitants de taxes plus fortes. Qu'ils fassent profiter leurs clients du dégrèvement et nous ne les surtaxerons pas. Mais nous tenons à conserver cette épée de Damoclès suspendue sur leur tête pour le cas où ils se refuseraient à nous suivre et continueraient à s'opposer à la mesure démocratique dont nous poursuivons l'application. » (*Bull. munic. offic.*, 22 octobre 1898, p. 2736.) V. aussi *Bull. munic. offic.*, 9 juillet 1898, p. 2023.

(2) Ce qui peut contribuer à mettre obstacle au fléchissement du prix des boissons hygiéniques, c'est la surélévation corrélative des droits sur l'alcool. Le détaillant, quelquefois, fait en effet rentrer, au moins en partie, les droits qu'il paie dans ses frais généraux et calcule son prix de vente de manière à réaliser un bénéfice sur l'ensemble; en présence de la surtaxe de l'alcool, il devra alors maintenir le prix de ses vins pour conserver l'équi-

encore faut-il ajouter que, même alors, la diminution du prix du vin paraîtra insignifiante au public ; en conséquence, elle ne sera pas de nature à augmenter dans de grandes proportions la consommation dans les classes ouvrières. On pourrait démontrer que, pour des raisons diverses, les achats chez les marchands en gros ne bénéficieront même pas entièrement des faveurs de la loi. En réalité, il est à craindre que les intermédiaires s'adjugent la plus large part du profit, ce qui aura pour effet d'en multiplier le nombre, résultat qui n'est nullement désirable. Ce qui est de nature à augmenter dans l'avenir la consommation du vin, c'est, bien plus qu'un dégrèvement dont les effets nous paraissent douteux, la reconstitution de notre vignoble qui jettera sur le marché des vins de bonne qualité et à bas prix, qui attireront infailliblement le public des consommateurs.

Ne nous attardons donc pas à combiner la réforme fiscale de l'alcool avec celle des boissons hygiéniques et hâtons-nous plutôt de courir à l'ennemi qui nous guette : l'alcool. Nous pouvons lui faire une guerre

libre de son budget. Il ne faudrait pas croire cependant que l'alcool ne subit pas ordinairement la hausse qui doit résulter de la surtaxe. Parfois, le commerçant peut sans doute l'atténuer en maintenant le prix de ses vins, mais cela n'arrive pas toujours. C'est ainsi qu'à la suite du dégrèvement des vins et de la surtaxe de l'alcool décidés par le conseil municipal de Paris en 1898, le litre d'alcool a subi une hausse exactement proportionnelle à la surtaxe.

profitable qu'il n'est pas besoin de légitimer par l'intérêt de la consommation des boissons hygiéniques. Nous pouvons en rendre la circulation plus rare et moins dangereuse par un régime fiscal bien compris. Dans cette vue, n'hésitons pas à modifier une formule célèbre et à dire que si l'alcool doit être surtaxé, ce n'est pas pour payer la rançon des boissons hygiéniques, c'est pour payer la sienne !

SECTION II

La surtaxe

Notre ancienne France n'a pas véritablement connu un régime spécial applicable à l'alcool ; la taxation des eaux-de-vie était plus ou moins assimilée à celle des autres boissons. D'ailleurs, nous avons déjà dit que ce fut seulement sous Louis XIV que l'alcool commença à être soumis aux droits. Au XVIII^e siècle, nous voyons l'administration s'occuper de régler plus soigneusement la fabrication, le transport et la vente de l'eau-de-vie (Édits de 1717 et 1718). Les droits d'aides sur les eaux-de-vie, là où ils se percevaient, variaient du reste à l'infini, suivant les régions.

Non sans résistance (1), la Constituante abolit tous

(1) DU PONT DE NEMOURS proposa la taxation de l'eau-de-vie à raison du vingt-cinquième de la valeur du vin ou autres boissons ayant servi à sa fabrication (Rapport fait au nom du comité des finances, séance du 29 octobre 1790).

les droits sur les boissons par la loi du 19 février-2 mars 1791.

Le Consulat les rétablit par la loi du 25 février 1804. Il résultait des dispositions de cette loi que l'alcool n'était taxé qu'indirectement par suite des droits qui frappaient le vin et le cidre servant à sa fabrication. Ces droits se montaient à 0 fr. 40 par hectolitre de vin et à 0 fr. 36 par hectolitre de cidre; ils étaient perçus après un inventaire effectué chaque année chez tous les propriétaires récoltants. L'alcool provenant de la distillation de grains ou de cerises payait un droit de 0 fr. 40 par hectolitre.

La loi du 24 avril 1806 effectua un retour partiel aux pratiques de l'ancien droit, et la loi du 25 novembre 1808, abolissant l'inventaire, établit un système de droits de circulation.

Avec le décret du 12 octobre 1812, l'assimilation traditionnelle du régime de l'alcool avec celui des vins et cidres prit fin, et le principe d'un droit de consommation fut posé. Mais le système spécial organisé par ce décret pour les spiritueux était assez compliqué.

Ce fut la loi du 24 juin 1824 qui donna définitivement à l'impôt sur l'alcool le caractère d'un droit général de consommation (1). Depuis, des perfectionnements ont, sans doute, été apportés dans l'appli-

(1) Dans certains pays, le droit sur l'alcool est perçu, non à la consommation, mais à la fabrication.

cation de cet impôt; le taux, comme nous allons le voir, en a souvent varié, mais les bases en sont toujours restées les mêmes. D'après la loi du 24 juin 1824, le droit de consommation sur l'alcool fut de 55 francs par hectolitre en y comprenant le décime établi par la loi du 28 avril 1816 (50 francs en principal).

Ce droit se réduisit avec la loi du 12 décembre 1830 à 37 fr. 40, décime compris (34 francs en principal), soit une diminution de 32 %.

Mais la loi du 14 juillet 1855 porta à 60 francs (50 francs en principal) le montant des droits, y compris le décime de 1816 et un décime supplémentaire, ce qui aboutissait à une augmentation de 45 %.

La loi du 26 juillet 1860 éleva le taux à 90 francs, compris les décimes précités (75 francs en principal), d'où une surcharge nouvelle de 50 %.

Après la guerre d'Allemagne, par une loi du 1^{er} septembre 1871, le droit fut majoré de 66 % et fixé à 150 francs, décimes compris (125 francs en principal).

Enfin, la loi du 30 décembre 1873 arrêta à 156 fr. 25 (125 francs en principal, plus deux décimes et demi) les droits frappant l'hectolitre d'alcool à 100 degrés (1), soit une augmentation de 5 %.

Le tarif du droit de consommation établi par la loi

(1) Le degré en usage dans le commerce étant 90°, le droit qui, pratiquement frappe l'hectolitre d'alcool, est de 140 francs.

du 30 décembre 1873 est encore aujourd'hui en vigueur (1). Le droit est perçu sur toute quantité d'eau-de-vie, esprit, liqueur, absinthe, etc., par hectolitre d'alcool pur reconnu à l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac, ainsi que sur les vins dont la force alcoolique excède un certain degré (2).

(1) Nous ne parlons ici, bien entendu, que du régime applicable à la France continentale, les colonies étant soumises à des règles particulières et très variables selon les colonies. L'Algérie elle-même et la Corse sont régies par des dispositions spéciales. — V. notamment pour l'Algérie L. 13 avril 1898, art. 31, et pour la Corse, L. 29 mars 1897, art. 6-2°; Décr. 16 fév. 1898.

(2) Aux termes de l'art. 21 du décret du 17 mars 1832, le régime des vins cessait d'être applicable aux liquides contenant plus de 21° d'alcool pur, en ce sens que ces liquides étaient taxés au droit de consommation d'après la quantité d'alcool pur qu'ils contenaient; quant aux vins d'une force alcoolique supérieure à 18°, mais inférieure à 21°, ils étaient imposés comme vins pour leur volume total, et, de plus, passibles du double droit de consommation pour la quantité d'alcool comprise entre 18° et 21°. La loi du 1^{er} septembre 1871 (art. 3) a maintenu ce régime, mais en abaissant le maximum à 15°; les vins présentant une force alcoolique entre 13° et 21° étaient désormais soumis au double droit de consommation. A la suite des plaintes des viticulteurs du Midi, dont les vins avaient une force supérieure à 15°, il fut décidé par la loi du 2 août 1872 (art. 3) que les vins présentant « naturellement » une force supérieure à 15° sans dépasser 18°, seraient marqués au départ chez le récoltant-expéditeur avec mention sur l'acquit-à-caution et affranchis du double droit de consommation. On a proposé depuis, notamment MM. BURDEAU et POINCARÉ, en 1894, d'abaisser à 12° le degré alcoolique à partir duquel les vins pourraient être surtaxés. M. TURREL (*J. Off. Doc. parl.*, janv. 1894, p. 145) a même proposé de descendre à 11° pour empêcher l'alcoolisation des vins, autrement dit le vinage, qui conduit au dédoublement par le mouillage, au détriment des intérêts du fisc et de l'hygiène publique. V. la loi du 24

Phénomène curieux, tandis que les droits se sont élevés, le prix de revient de l'alcool a diminué d'une façon constante depuis l'apparition des alcools d'industrie. De 1850 à 1860, le coût de l'alcool a oscillé de 50 francs à 200 francs l'hectolitre (214 francs en 1854). Il s'est abaissé presque continuellement depuis cette époque, et son cours est maintenant plus stable; il est aujourd'hui de 42 francs environ et a atteint, en 1893, le chiffre de 31 francs (1).

A côté du droit de consommation, qui constitue le droit dominant des alcools, il convient de relever le droit d'entrée dont le tarif est établi suivant sept catégories et varie soit de 6 francs à 25 francs, soit de

juillet 1894 relative à l'alcoolisation et au mouillage. Ces propositions n'ont pas abouti. Mais la loi de finances du 13 avril 1898, dérogeant sur ce point à l'art. 3 de la loi du 1^{er} sept. 1871, a, dans son art. 21, modifié le régime des vermouths et des vins de liqueurs ou d'imitation en plaçant ceux-ci sous le régime de l'alcool. Ces produits, autrefois soumis au régime des vins, paieront désormais les demi-droits de l'alcool jusqu'à 15 degrés et les droits pleins au-dessus de 15 degrés. Toutefois l'art. 22 dispose que les vins doux naturels, c'est-à-dire les vins possédant naturellement une richesse alcoolique totale, acquise ou en puissance, d'au moins 14 degrés, pourront, à la demande des producteurs et sur justification de leur nature, être maintenus sous le régime ordinaire des vins. — Signalons enfin la loi du 6 avril 1897, qui a soumis les vins de raisins secs et autres vins artificiels aux droits et régime de l'alcool pour leur richesse alcoolique totale acquise ou en puissance.

(1) On pourra trouver les prix de l'hectolitre d'alcool depuis 1850 jusqu'à nos jours dans le rapport de M. GUILLEMET. Selon M. GIRARD (déposition annexe au rap. GUILLEMET), l'alcool bon goût vaut de 65 à 75 francs.

7 fr. 50 à 30 francs, décimes compris (L. 26 mars 1872, art. 5) (1).

Mentionnons enfin les droits d'octroi que nous retrouverons plus loin.

Si l'on s'attache au prix de revient de l'alcool, on ne manquera pas de trouver très élevée notre taxation. Néanmoins, nous devons constater que, d'une façon générale, nos chiffres ont encore été dépassés à l'étranger, sauf dans certains pays, comme le Danemark et le Portugal, où l'alcool est très peu imposé (2), et même en Belgique, où l'alcoolisme fait cependant tant de victimes (3). Mais en Angleterre, l'alcool acquitte 477 francs de droits, aux États-Unis 245 francs, en Russie 455 francs, en Hollande 252 francs, en Norvège 232 francs, en Italie 200 francs. Ajoutons, toutefois, que les chiffres qui ont été donnés à cet égard ne concordent pas toujours et que nous n'indiquons ici que ceux qui nous paraissent les plus exacts (4).

(1) V. *infra*, p. 126.

(2) A. G. LUND, *Le régime de l'alcool en Danemark* (Rev. pol. et parlem., 1896, t. XI, p. 622).

(3) G. LORAND, *Le régime de l'alcool en Belgique* (Rev. pol. et parlem., 1897, t. XII, p. 124).

(4) V. STOURM, *L'impôt sur l'alcool dans les principaux pays* ; ET. MARTIN, *Le monopole de l'alcool et les réformes fiscales*, p. 35 ; P. LEROY-BEAULIEU, *Économiste français* du 6 juillet 1895. — Lors de la discussion à la Chambre sur le régime des boissons, en mai et juin 1895, les orateurs ont donné des chiffres très différents.

L'exemple de l'étranger suffit à démontrer que nous pouvons demander à l'alcool plus que nous n'avons fait jusqu'ici. Mais devons-nous user de cette faculté? oui, reconnaît-on très généralement. Malheureusement l'accord n'existe à peu près que sur ce point, encore y a-t-il des adversaires irréductibles de toute surtaxe, mais ils sont, à la vérité, peu nombreux, et c'est surtout dans la justification de cette surtaxe que les opinions se partagent et, chose plus grave, se contredisent. D'après les uns, il n'existe aucune raison sérieuse de laisser inutilisées les ressources énormes que peut procurer l'alcool, alors, d'une part, que nos budgets ont des exigences toujours croissantes, et d'autre part, qu'il serait désormais facile, grâce aux recettes que produirait la surimposition, d'accomplir des réformes financières dont profiterait le pays tout entier. Au but fiscal de la réforme, on a opposé le but hygiénique et moralisateur, en proclamant que la surtaxe était un des moyens les plus efficaces d'endiguer le flot montant de l'alcoolisme. Nous avons relevé plus haut ce que ces préoccupations avaient de contradictoire (1); mais la vérité est qu'aucune de ces deux opinions ne trouve sa justification en elle-même. Toute surtaxe n'aboutit pas nécessairement au fléchissement ou à la mauvaise qualité de la consommation; cela dépend du taux de la surtaxe, de la façon dont elle est appliquée,

(1) V. *supra*, p. 73.

des garanties prises pour obvier à ses effets nuisibles possibles, et enfin des circonstances économiques existantes. La preuve en est dans ce fait que ceux qui argumentent des défauts de la surtaxe finissent, à peu près tous, par en reconnaître néanmoins la nécessité, sans doute parce que ces défauts ne leur semblent point inéluctables. Quant à nous qui ne faisons de la surtaxe qu'une arme contre l'alcoolisme et n'y cherchons en aucune façon des recettes supplémentaires ni des recettes destinées à parer aux dégrèvements des boissons hygiéniques, nous donnons pour seule base à la surtaxe, l'hygiène publique (1), sauf à voir si dans le mode d'application de cette surtaxe, il ne serait pas possible de la concilier dans une certaine mesure avec les intérêts du Trésor. Quand on parle de surtaxer l'alcool, il faut

(1) On a dit quelquefois que la consommation de l'alcool doit être fortement imposée parce qu'elle constitue un vice; mais une pareille théorie n'aboutirait à rien moins qu'à imposer tous les vices ! L'intérêt de l'hygiène publique se retrouve en réalité au fond de tous les projets de surtaxe. C'est ainsi que nous lisons ces mots dans le rapport de M. DE VERNINAC au Sénat, en 1896 (*J. Offic.*, mai 1896, doc. parlam., p. 106) : « Tout en reconnaissant que le rôle du législateur ne consiste pas à essayer d'arrêter la consommation de l'alcool par des droits élevés jusqu'à devenir prohibitifs, qu'il doit, au contraire, tenir compte des habitudes, sinon des besoins, d'une très importante partie de nos populations ouvrières et ne pas renchérir artificiellement, outre mesure, le prix d'une boisson dont elles auraient la plus grande peine à se passer, nous n'hésitons pas à déclarer que la consommation de l'alcool ne mérite pas le même traitement fiscal que celle du vin, du cidre, de la bière. »

d'ailleurs s'entendre. Il ne s'agit alors que d'élever le droit de consommation mais aucunement le droit d'entrée dont on réclame plutôt la disparition. C'est en envisageant en ce sens courant la taxation de l'alcool (1) que nous devons maintenant passer en revue les diverses objections présentées contre son achèvement.

Proportionnellement à la valeur de la matière imposée, dit-on, la taxe est déjà trop lourde pour qu'on puisse songer à l'aggraver et l'on déclare avec Montesquieu (2), que, « pour que le prix de la chose et le droit puissent se confondre dans la tête de celui qui paie, il faut qu'il y ait quelque rapport entre la marchandise et l'impôt, et que, sur une denrée de peu de valeur, on ne mette pas un droit excessif. » Si l'on donnait à l'argument toute sa portée, il en résulterait que, loin de surtaxer l'alcool, il faudrait au contraire le dégrever ; cependant nous ne pensons

(1) Il va sans dire également que nous laissons de côté l'alcool utilisé pour les usages industriels. Les alcools dénaturés employés à cet effet, doivent continuer à bénéficier du tarif de faveur (taxe de 3 fr.) qui leur a été fait par la loi du 16 décembre 1897, sauf à prendre des mesures de nature à empêcher que l'alcool dénaturé puisse passer dans la consommation de bouche. — V. à ce sujet les dispositions de la loi du 16 décembre 1897. *Addé* Déc. 1^{re} juin 1890. — La loi du 16 décembre 1897 s'est montrée beaucoup plus libérale que la loi antérieure du 2 août 1872 (taxe de 30 fr.), et une proposition de loi de M. DANSETTE, déposée sur le bureau de la Chambre le 15 décembre 1898, réclame cependant l'affranchissement complet des droits.

(2) *Esprit des lois*, liv. XIII, chap. VIII.

point que personne y songe sérieusement. Montesquieu donne pour motif au principe qu'il pose « l'illusion » qu'il faut entretenir parmi les contribuables. Mais l'illusion ne nous semble pas une des qualités nécessaires de l'impôt. On ne la trouve pas dans les contributions directes et, si elle se rencontre dans les contributions indirectes, il faut ajouter qu'elle ne produit son effet qu'en ce qui concerne un certain nombre d'impôts dont le taux est relativement peu élevé. Pour être facilement accepté, l'impôt sur l'alcool n'a pas besoin de se dissimuler ; son caractère d'impôt volontaire lui suffit ; nous estimons qu'à ce titre il peut être aussi aisément supporté que l'impôt sur le tabac.

La surtaxe, alléguant ses adversaires, présente l'inconvénient de faire peser d'une manière disproportionnelle la charge qui en résulte sur les différentes régions du territoire ; c'est ainsi qu'on a calculé que le nord et le nord-ouest de la France paieraient un chiffre d'impôts notablement supérieur au reste du pays pour une population moitié moindre. Nous avons déjà rencontré l'objection et nous y avons répondu partiellement (1) ; mais on peut la réfuter d'une façon plus topique : l'improportionnalité n'est que la conséquence naturelle du but poursuivi par la surtaxe, celle-ci devant agir plus énergiquement là où l'alcoolisme occasionne le plus de ravages.

(1) V. *supra*, p. 69 et 70.

Certains publicistes estiment, d'autre part, que la surélévation des droits sur l'alcool est de nature à compromettre l'avenir ; que nous possédons en effet dans l'alcool des réserves latentes, ressources supérieures des mauvais jours, et qu'il faut se garder d'y toucher sans une indiscutable nécessité. On rappelle qu'au lendemain de nos désastres, lorsqu'il s'agissait de trouver les huit cents millions d'impôts nouveaux indispensables à la libération du territoire, M. Thiers ne consentit pas à charger l'alcool ; c'est qu'après la Banque, dit-on, l'alcool est notre trésor de guerre. L'argument ne nous semble cependant pas décisif (1). Pour payer les frais d'une guerre, il faut s'adresser au pays tout entier, et lui demander, par une surélévation à peu près générale de tous les impôts, le sacrifice commandé par les intérêts supérieurs de la patrie ; ce n'est à une classe spéciale de citoyens qu'il convient de s'adresser ; nous pensons, d'autre part, qu'il est illégitime de favoriser en quelque sorte une matière imposable, alors que tant d'autres sont aujourd'hui surchargées, pour se réserver de lui faire porter à l'occasion tout le poids du fardeau de nos dettes. Nous croyons enfin qu'à trop

(1) M. CH. DUPUY, partisan de la surtaxe et même du monopole, pense que pour subvenir aux frais d'une guerre possible, il suffirait de constituer un fonds d'amortissement prélevé précisément sur le produit de l'alcool et pouvant se monter à 100 millions. CH. DUPUY, *L'alcool et l'alcoolisme* (Rev. polit. et parlem., 1896, t. X, p. 252).

envisager l'avenir on sacrifie le présent, et, rappelant la formule de nos adversaires qu'en dehors d'une nécessité pressante il faut renoncer à surtaxer l'alcool, nous n'hésitons pas à affirmer que cette nécessité existe pour un pays comme le nôtre, ravagé par l'alcoolisme ; qu'il y a lieu, sans tarder, d'obvier à un véritable péril national ; qu'en un mot, avant de songer à combattre les ennemis possibles du dehors, il est plus urgent de repousser cet ennemi intérieur qui, à l'heure actuelle, met en danger l'intégrité même de notre race.

En réalité, une seule objection nous paraît mériter qu'on s'y arrête, mais elle s'attaque au principe même de la surtaxe, du moins tel que nous le concevons. L'idée que l'élévation progressive des droits amène inévitablement une baisse de la consommation est-elle justifiée ? Il suffit, a-t-on dit, de se reporter aux chiffres toujours plus élevés de la consommation pour répondre à la question ; or, ils démontrent péremptoirement que, depuis 1850, tandis que le taux des droits a plus que doublé, la consommation a presque triplé, preuve manifeste de l'inefficacité de la surtaxe de l'alcool ! Nous allons voir ce qu'il faut penser de cet argument qui semble, à première vue, démonstratif. Mais avant d'entrer dans la discussion, nous ferons une remarque. L'influence des tarifs sur la consommation a donné lieu à de très vives controverses. Toutefois, on paraît s'être, de préférence, attaché à prouver qu'elle n'est pas considérable, et ce

sont précisément les partisans de la surtaxe qui ont fait en ce sens le plus d'efforts afin de répondre aux préoccupations financières de leurs adversaires.

On peut dire que nous n'avons eu en France que trois surtaxes : en 1855, en 1860 et en 1871.

A la surtaxe de 1855 n'a correspondu aucune diminution de la consommation. Deux motifs expliquent amplement ce phénomène : d'abord la modicité de la surtaxe, 22 fr. 60 sur le tarif antérieur ; or, nous ne saurions prétendre que toute élévation de droits, si faible soit-elle, doive se faire sentir sur la consommation ; ensuite, et surtout, c'est la révolution économique qui a bouleversé le marché en y jetant, à cette époque, des alcools d'industrie à des prix extrêmement bas ; de 214 francs en 1854, le prix de l'hectolitre d'alcool tombait en effet à 111 francs en 1856, à 109 francs en 1857, et à 70 francs en 1858 ! Dans ces conditions, peut-on s'étonner encore de l'inefficacité de la surtaxe ?

La situation économique était la même quand intervint la loi du 26 juillet 1860 qui porta de 60 francs à 90 francs le taux des droits sur l'alcool ; aussi, la consommation de l'alcool ne subit-elle qu'un arrêt passager. Les quantités imposées, qui avaient été de 852.000 hectolitres en 1860, descendaient, il est vrai, à 833.000 hectolitres en 1861, mais elles remontaient à 857.000 hectolitres en 1862, et poursuivaient, les années suivantes, leur marche ascensionnelle.

En revanche, la taxe instituée par la loi du 1^{er} sep-

tembre 1871, supérieure de 60 francs à la taxe précédente, occasionna un recul notable, quoique de courte durée, dans la consommation. Tandis qu'en 1871, le chiffre des quantités d'alcool imposées avait été de 1.013.000 hectolitres, il n'était plus que de 755.000 hectolitres en 1872 (1), de 934.000 en 1873 et de 970.000 en 1874. Il est vrai qu'avec l'année 1875 on revenait à l'ancien niveau avec 1.019.000 hectolitres, mais il n'y a là qu'une apparence, car il convient de remarquer que de 1873 à 1875 les bouilleurs de cru furent, comme nous le verrons, soumis à l'exercice, d'où une augmentation annuelle d'environ 40.000 hectolitres dans le total de l'alcool taxé ; l'observation est si fondée qu'en 1876, date de la suppression de l'exercice des bouilleurs de cru, les quantités imposées retombaient à un million d'hectolitres. Sans doute, après 1877, la marche ascendante de l'alcool reprenait, mais elle n'en avait pas moins subi un arrêt du fait seul de la surtaxe ; encore cette reprise si prompte peut-elle s'expliquer par la diminution de la consommation du vin à la suite des ravages causés par le phylloxéra ; on sait, en effet, que ce qui nuit au vin profite à l'alcool, et qu'il n'y a jamais qu'un déplacement de la consommation (2).

(1) Cet abaissement effraya à un tel point M. DE GOULARD, ministre des finances, qu'il sollicita aussitôt de l'Assemblée des mesures nécessaires pour l'arrêter, d'où les lois des 28 février 1872 et 2 août 1872.

(2) Une diminution sensible dans la consommation de l'alcool

A l'étranger, l'expérience a démontré que l'élévation des droits amenait ordinairement une baisse dans la consommation. En Angleterre, à la suite de la grande surtaxe de 1860, le nombre des hectolitres d'alcool imposés qui avait été de 640.000 tomba, en 1861, à 514.000. Les nouveaux droits, qu'en 1887 l'Allemagne mit sur l'alcool réduisirent, pendant la période 1887-88 à 1893-94, la consommation à 3.013.989 hectolitres par an, tandis qu'elle avait été de 3.924.236 hectolitres pendant les sept années précédentes. En 1894-95, la consommation d'eau-de-vie de table est tombée, malgré l'accroissement de la population, de 2.700.000 hectolitres à 2.184.000 hectolitres (1). Des surtaxes, même peu élevées, firent fléchir la consommation en Hollande en 1877 et en 1880. La Norvège, dont la législation poursuit avant tout un but préservateur, n'a cessé, depuis 1840, d'accroître l'impôt sur les quantités d'alcool distillées, et cette mesure a contribué aux heureux résultats qu'elle a obtenus. Les nombreuses surtaxes dont l'alcool a été frappé en Italie ont, notamment en 1887-1888, abouti

a également été constatée à l'octroi de Paris en 1872 après le relèvement des droits au profit de l'Etat de 60 fr., et de 43 fr. au profit de la ville. Les quantités d'alcool imposées, qui avaient été en 1869 de 124.462 hectolitres, descendirent en 1872 à 58.744 hectolitres. Ce n'est qu'en 1880 qu'on atteignit l'ancien niveau avec 131.618 hectolitres; encore faut-il considérer que la population parisienne avait augmenté depuis 1869.

(1) D^r PAASCHE, *Le régime de l'alcool en Allemagne* (Rev. polit. et parlem., 1896, t. X, p. 393).

à un fléchissement de la consommation. Aux États-Unis enfin, et surtout en 1865, l'élévation des droits a fait baisser la consommation dans des proportions considérables.

A défaut de l'expérience, le raisonnement suffirait d'ailleurs à conduire à cette conclusion naturelle que la consommation doit se restreindre à mesure que les droits s'élèvent. Deux causes, en effet, doivent amener ce résultat : d'abord la diminution absolue des quantités de spiritueux absorbés, ensuite la diminution relative de l'alcool consommé par l'abaissement du degré alcoolique.

La première de ces causes est celle à laquelle on se réfère le plus généralement, la seule même à laquelle on pense d'ordinaire. Comme nous venons de le voir, elle paraît consacrée par l'expérience et nous en retrouverons bientôt la preuve en nous occupant du régime de la ville de Paris. A une époque comme la nôtre où les difficultés de l'existence se multiplient, où, comme on dit, la lutte pour la vie a pris une acuité intense, chacun se trouve dans la nécessité, qu'il le veuille ou non, de faire porter avant tout sur les objets de luxe les économies indispensables à l'équilibre d'un budget restreint. La dépense de l'alcool ne doit-elle pas être comptée parmi celles susceptibles de réduction ? On a fait de nombreuses conjectures sur la diminution de la consommation que pourrait amener une surtaxe ; les évaluations, à cet égard, varient à l'infini. Peut-être les divergences

proviennent-elles de ce qu'on s'est placé à un point de vue trop absolu. La plupart des évaluations partent en effet d'un calcul basé sur la consommation de l'alcool au petit verre, mais cette méthode, mise en honneur par M. Alglave, n'a pas la rigueur mathématique qu'on lui prête. Elle suppose à tort que la consommation a lieu toujours sous cette forme et, de plus, que le prix et la capacité du petit verre sont invariables, ce qui est manifestement erroné (1). Nous croyons, pour notre part, qu'il est plus vrai de distinguer selon l'origine de la consommation. Quant aux alcools de luxe qui se vendent à la bouteille, sinon au fût, nous concédons que la baisse de la consommation sera peu importante surtout si la surtaxe est d'un taux modéré. En ce qui concerne la consommation de détail, le résultat variera selon qu'elle s'effectuera dans les cafés ou dans les débits. Dans les cafés, la surélévation des droits sera encore supportée assez aisément, bien qu'elle y doive déjà produire des effets sensibles, mais elle agira très efficacement dans les débits qui sont, on n'en saurait douter, les facteurs les plus sérieux de l'alcoolisme parce qu'ils s'adressent à la partie la plus pauvre et la moins éclairée de la population. Le débitant, en présence de l'élévation de la taxe sur l'alcool, se verra

(1) On pourra s'en rendre compte en consultant les tableaux annexés au rapport de M. GUILLEMET, qui donnent sur ce point des renseignements très curieux.

obligé, ou d'augmenter ses prix, ou de diminuer la capacité du petit verre, ce qui entraînera, dans tous les cas, une diminution dans la consommation.

On prétend, il est vrai, que rien ne sera changé parce que le débitant se contentera d'abaisser le degré alcoolique de ses produits; mais il ne lui sera cependant pas possible de les baisser constamment, et de descendre par exemple au-dessous de 35° ! Sans doute, et c'est la seconde cause de la diminution de la consommation de l'alcool, la surtaxe a pour effet de diminuer le degré alcoolique, mais cet effet ne peut franchir certaines limites ! Renfermé dans ces limites, il est d'ailleurs incontestable. Il est hors de doute que la quantité d'alcool pur absorbé se restreint inévitablement avec la surélévation des droits, et ce phénomène s'accuse surtout pour la consommation de détail, spécialement pour celle qui se fait chez le débitant. Comme il est difficile à celui-ci de majorer ses prix, ou même de diminuer la contenance du petit verre, il doit, pour ne pas heurter les habitudes de sa clientèle, recourir à des expédients moins visibles, d'où la diminution de la teneur alcoolique par le mouillage (1). Au lieu de faire 32 petits verres avec un litre d'alcool, il en fera désormais 35; au lieu de vendre de l'alcool à 42°

(1) A la suite de l'élévation du taux de l'accise, il a été constaté que les cabaretiers ont, en Belgique, diminué la capacité de leurs petits verres et baissé le titre alcoolique de leurs eaux-de-vie (G. LORAND. *Le régime de l'alcool en Belgique*. Rev. polit. et parlem., 1897, t. XII, p. 122).

il en vendra à 38°. Le résultat, on l'a dit, est que si le consommateur continue à absorber autant de petits verres, il boit cependant moins d'alcool (1). M. Léon Say, alors qu'il était préfet de la Seine, a fait à ce sujet une expérience qui ne laisse pas que d'être instructive. En 1871, avant les augmentations de droits qui allaient atteindre l'alcool, il fit prélever chez 100 débitants de Paris des échantillons d'eau-de-vie ordinaire qui révélèrent un degré moyen de 38°81 ; or, l'expérience renouvelée en 1872, après le relèvement de la taxe, donna une teneur alcoolique de 36°7. L'effet de la surtaxe sur le degré alcoolique n'est donc pas niable.

S'il n'est pas niable, on objecte qu'il n'est pas souhaitable, parce que, loin de produire un résultat bienfaisant, on prétend qu'il ne peut qu'accroître les ravages de l'alcoolisme. On part, pour le démontrer, de l'idée que la cause la plus efficace de l'alcoolisme n'est pas tant la quantité que la qualité de l'alcool absorbé ; or, la surtaxe favorise, dit-on, la mauvaise qualité, et voici comme on raisonne : le débitant, obligé de maintenir ses prix, n'y arrive que par deux procédés. Il peut d'abord mouiller son alcool, mais cette pratique offre l'inconvénient de moins exciter le palais du consommateur, et pour y remédier, le débitant est alors contraint de recourir à de dange-

(1) RENÉ GILLET, député, *Projet de réforme de l'impôt des boissons*, avril 1889.

reuses sophistications, par exemple, de mêler à ses produits de l'alun ou même du vitriol. Il peut aussi employer des alcools inférieurs et il y trouve du reste un double avantage, car sa marchandise a un prix brut moins élevé et gratte plus vigoureusement le palais de son client. La conclusion est, dans tous les cas, que la qualité baisse et, par conséquent, que la nocivité augmente. Nous répondrons qu'il n'est pas prouvé que l'alcoolisme provienne avant tout de la qualité de l'alcool absorbé ; nous avons déjà reconnu que nos alcools ne sont pas, en général, de trop mauvaise qualité, et que d'ailleurs, la toxicité des diverses impuretés est controversable. L'idéal n'est pas, selon nous, de permettre au consommateur français d'absorber sans graves dangers tout l'alcool qu'il lui plaira, à condition qu'il soit aussi bon que possible, et cela pour le plus grand profit du Trésor. Nous ne méconnaissons pas, loin de là, la nécessité de livrer au public des alcools parfaits, mais nous disons qu'il serait préférable de n'avoir pas à lui en livrer du tout. D'autre part, l'obligation pour le débitant de maintenir invariablement le taux de ses prix ne nous semble en aucune façon démontrée ; il ne peut songer, par ses combinaisons, à neutraliser à tout jamais l'effet des lois économiques ; tout au plus peut-il un moment les atténuer. Cependant, on pose en principe cette obligation ; n'est-ce pas pour le moins excessif ? Quant à l'objection qui consiste à dire que la surtaxe favorise la mauvaise qualité, elle

tomberait avec une réglementation sévère du commerce des spiritueux. Quelle impossibilité y a-t-il d'organiser une inspection minutieuse des débits, d'établir un examen chimique des alcools, d'organiser un contrôle hygiénique ? Nous retrouverons la question plus loin. Quoi qu'il en soit, c'est le propre de toutes les mesures fiscales de nécessiter des dispositions spéciales qui en préviennent les effets nuisibles, et, à ce titre, la surtaxe de l'alcool ne nous paraît rien présenter d'exceptionnel. D'ailleurs, nous contestons que l'élévation progressive des droits sur l'alcool puisse être rendue principalement responsable de l'infériorité des produits livrés à la consommation. D'autres causes agissent en ce sens non moins efficacement. Nous en trouvons la preuve dans ce fait que, pour bien des établissements de Paris, il serait fort difficile, au cas de surtaxe, d'abaisser encore la qualité des produits ; or, ce résultat n'est que la conséquence des seules exigences du public qui, toujours pour le prix minime de sa consommation, veut cependant être entouré d'un certain luxe, réclame des musiciens, des artistes, etc., etc., exigences qui suffisent à faire atteindre le minimum possible de la qualité ; cependant, nul ne songe à interdire à de pareils établissements leurs onéreuses transformations au nom de la santé publique ! pourquoi alors proscrire la surtaxe ? A notre avis, la surtaxe combinée avec une inspection sévère des consommations livrées, aurait, au contraire, le salu-

laire effet, en nécessitant une hausse sensible des prix, d'entraîner la fermeture ou la transformation de ces établissements qui ne sont, à vrai dire, que des écoles d'immoralité.

On insiste et l'on soutient que la surtaxe n'amènerait jamais qu'une diminution apparente de la consommation par suite de la recrudescence de la fraude dont elle serait l'occasion. Toute élévation de droits, dit-on, a pour résultat immédiat d'augmenter les bénéfices du fraudeur, puisque l'écart entre le prix de revient et le prix normal de vente devient alors plus considérable ; or, cette augmentation des bénéfices est un encouragement à la fraude qui est peu active avec des droits modérés, la fraude coûtant cher à celui qui s'y livre ; elle nécessite en effet un travail clandestin, un transport onéreux, une vente difficile ; les bénéfices qui en résultent doivent se partager entre le producteur, le livreur et le consommateur, aussi ne vaut-il la peine d'éluder la loi que si celle-ci est suffisamment rigoureuse : avec la surtaxe, la tentation devient forte et il est à craindre qu'on s'y laisse entraîner. On va plus loin : on ajoute que tout le monde deviendra désormais fraudeur si les droits sont exagérés ; à ce sujet, on rappelle qu'il existe aujourd'hui des appareils portatifs, peu coûteux, très commodes, véritables ustensiles de cuisine, qui peuvent distiller n'importe quelle matière ; or, grâce à ces appareils, que l'ingéniosité des fabricants ne tarderait pas encore à perfectionner, la consommation se

maintiendrait, si même elle n'augmentait pas ; la seule différence, c'est qu'elle serait occulte. D'ailleurs, il serait impossible de s'opposer à cette fraude domestique par l'interdiction, qui du reste serait inefficace, de la vente des appareils à distiller, l'alcool pouvant être produit à l'aide d'une simple marmite servant de chaudière, fermée par un couvercle percé à sa partie supérieure pour le dégagement des vapeurs alcooliques, lesquelles se condenseraient au moyen d'un tuyau en coutchouc traversant un vase rempli d'eau froide (1). On conclut en rappelant la maxime formulée à la tribune anglaise par le Chancelier de l'Echiquier en 1864 : « Le principe qui a toujours guidé le Parlement en ce qui regarde le droit sur l'alcool est d'imposer sur ce produit les droits les plus élevés qu'on puisse percevoir, sans craindre les distillations illicites. » — Cette argumentation contient sans doute une part de vérité, mais nous estimons qu'on en exagère la portée ; la fraude ne prendrait jamais un développement aussi considérable qu'on le suppose. D'abord, en ce qui concerne la fraude des distillateurs, le remède est dans une active surveillance des agents de l'Administration. Quant aux

(1) Signalons un nouveau procédé de fabrication d'alcool, qui d'ailleurs a déjà attiré l'attention de nos assemblées parlementaires (Rapport sur le projet de loi relatif à la réforme de l'impôt des boissons, déposé par M. SALIS les 23 janvier et 12 juin 1897) : la fabrication par le gaz acétylène qui peut donner naissance à l'alcool éthylique par une série de transformations très simples.

bouilleurs de cru, qui sont les facteurs les plus importants de la distillation clandestine, nous pensons que l'abolition de leur privilège leur enlèverait leur plus sérieux moyen de fraude. D'une façon générale, nous pensons que le danger signalé serait très atténué si l'on accroissait, ce que le gouvernement a déjà proposé (1), l'action des services fiscaux. Quant à la fraude domestique, outre qu'elle présente, sinon des difficultés, du moins des embarras, elle ne nous semble pas de nature à mettre obstacle à la restriction de la consommation. L'alcoolisme est, avant tout, un effet de l'exemple, de la tentation, de l'entraînement ; le jour où les cabarets, dont le nombre diminuerait d'ailleurs avec la surtaxe, ne vendraient plus qu'un alcool de prix élevé, on ne s'imagine pas facilement nos ouvriers se rendant l'un chez l'autre pour s'offrir alternativement ces interminables « tournées » auxquelles le débit de vins les invite par les avantages qu'il leur offre. L'expérience des pays étrangers, qui ont des droits beaucoup plus élevés que les nôtres, prouve que la fraude peut être victorieusement combattue ; nous en prenons à témoin l'Angleterre même dont on invoque les maximes et dont l'imposition sur l'alcool se monte à près de cinq cents francs par hectolitre.

(1) V. le projet de loi concernant le contrôle hygiénique et fiscal de l'alcool, déposé par M. COCHERY, ministre des finances, le 31 octobre 1896. — V. aussi les dispositions du projet de M. RIBOT (*infra*, p. 108) tel qu'il a été amendé par le Sénat.

Résumant cette longue discussion, nous dirons que si jusqu'ici l'application de la surtaxe n'a produit chez nous aucune diminution sensible de la consommation, il ne paraît pas devoir en être de même dans l'avenir, au moins avec une surtaxe suffisante. Le résultat négatif des surtaxes antérieures s'explique d'abord par les circonstances économiques qui faisaient baisser le prix de revient de l'alcool en même temps que s'élevaient les droits ; en second lieu, par ce fait que l'alcool ne supportait pas, loin de là, la somme d'impôts qu'autorise tout produit de luxe de consommation volontaire ; enfin par le montant relativement peu élevé des surtaxes établies. Or, la situation n'est plus la même aujourd'hui. D'une part, on ne peut espérer voir descendre dans de grandes proportions le prix de revient de l'alcool ; d'autre part, l'alcool commence à s'approcher de cette limite d'imposition au-delà de laquelle l'impôt, tout volontaire qu'il reste, se fait lourdement sentir ; enfin, on paraît vouloir entrer dans la voie des surtaxes élevées qui seules sont de nature à produire de sérieux effets. Nous signalerons aussi une cause indirecte susceptible d'amener, dans un délai plus ou moins rapproché, une diminution de la consommation de l'alcool, nous voulons parler de la reconstitution de notre vignoble qui occasionnera sans doute une baisse dans le prix des vins au détriment des spiritueux. A notre avis, il ne faut donc pas se dissimuler l'effet restrictif de la surtaxe sur la consommation ; aussi, en n'en tenant pas compte

dans une mesure suffisante, les projets et propositions de loi sur la réforme des boissons nous semblent-ils devoir ménager à leurs auteurs de désagréables surprises financières. Il faut regarder la situation en face sans chercher, pour des raisons politiques ou autres, à en nier ou à en atténuer les conséquences naturelles. Or, après avoir reconnu avec tout le monde la nécessité de combattre l'alcoolisme, nous ne pouvons, quant à nous, rejeter un des moyens propres à diminuer la consommation toujours croissante de l'alcool. On dit sans doute qu'un tarif élevé aurait pu, à l'origine, empêcher le développement de la consommation, mais qu'il est trop tard alors que l'habitude est prise ; que la surtaxe ne sera maintenant qu'un nouveau prélèvement sur la misère et la dénutrition de l'ouvrier et de sa famille. Tel n'est pas notre sentiment. L'imprévoyance initiale ne saurait autoriser cette espèce de fatalisme. Tout au plus pourrait-on dire que l'alcoolique ne renoncera pas à ses habitudes, mais on ne saurait, sans témérité, parler au nom des nouvelles générations qui seront plutôt portées à reculer devant le prix élevé d'un produit dont elles ne ressentiront pas l'impérieuse nécessité. Il nous semble également fort douteux que l'ouvrier persiste dans une consommation ruineuse pour sa famille pour la simple raison que le budget qu'il consacre aux dépenses de cabaret est souvent le grand maximum de ce qu'il est possible d'y affecter ; faute de pouvoir restreindre encore le nécessaire, il

.

serait plutôt à prévoir que l'ouvrier fasse profiter son ménage de la diminution de ses dépenses. — Sans nous exagérer l'influence bienfaisante de la surtaxe sur la consommation de l'alcool, nous estimons donc que, combinée avec d'autres moyens d'action, elle peut contribuer, pour sa part, à enrayer l'alcoolisme qui nous mine, et, à ce titre, il ne nous est pas permis d'en négliger l'emploi.

Depuis plusieurs années, un certain nombre de propositions de surtaxe ont été présentées au Parlement par ceux-là mêmes qui sont, en principe, hostiles à la surélévation des droits sur l'alcool, ou mieux, à une surélévation trop accentuée. Quelques Conseils généraux ont stimulé l'initiative parlementaire en émettant des vœux favorables à la surtaxe. Nous rappellerons pour mémoire qu'en 1881, la Commission de la Chambre porta l'impôt sur l'alcool à 220 francs; qu'en 1892, la Chambre l'éleva à 246 francs, et nous n'insisterons que sur les dernières tentatives de nos Assemblées. Le projet de budget pour l'exercice 1893 comportait la réforme de l'impôt des boissons, mais le Sénat et la Chambre à sa suite, ordonnèrent la disjonction des dispositions qui y étaient relatives. Le projet de réforme, ainsi disjoint, voté par le Sénat, adoptait la taxation à 195 francs par hectolitre d'alcool (1). Le 7 décembre 1893, la Com-

(1) Séance du 26 juin 1893 (*J. Offic.* du 27 juin, déb. parlem., p. 963).

mission de la Chambre, sur le rapport de M. Salis (1), proposait de porter à 197 fr. 50 le montant des droits ; malheureusement la législature prit fin avant que la Chambre eût statué et le projet devint caduc. La question de l'impôt des boissons fut de nouveau posée à propos du budget de l'exercice 1895 ; dans son projet de réforme, M. Burdeau, Ministre des finances, fixait à 190 francs l'imposition sur l'alcool, et M. Poincaré, Ministre des finances, dans un nouveau projet de budget, l'élevait à 200 francs. Mais, en présence des retards apportés à la discussion, M. Poincaré retira de la loi de finances tout ce qui concernait l'impôt des boissons. Le 14 mai 1895, M. Ribot, président du Conseil, présenta un projet sur les boissons qui frappait l'alcool d'un droit de 175 francs (2) ; la Commission de la Chambre accepta ce chiffre (3) ; cependant, le 6 juillet 1895, la Chambre le portait à 275 francs, soit une majoration de 70 % (4). Sur le rapport de M. de Verninac (5), le Sénat abaissa, le 3 juillet 1896, à 200 francs le chiffre proposé. Revenu à la Chambre, le projet fit l'objet de deux rapports de M. Salis en date des 23 janvier et 12 juin 1897, qui ramenèrent à 205 francs le montant de l'impôt,

(1) *J. Offic.*, doc. parlam. de nov. 1893, p. 1168.

(2) *J. Offic.*, doc. parlam. de mai 1895, p. 373.

(3) V. le rapport de M. SALIS (*J. Offic.*, doc. parlam. de juin 1895, p. 447).

(4) *J. Offic.* du 7 juillet, déb. parlam., p. 2010.

(5) *J. Offic.*, doc. parlam. de mai 1896, p. 100.

mais la Chambre se sépara avant d'aborder la discussion. Le 13 juin 1898, M. Cochery, Ministre des finances, a présenté de nouveau au Parlement ce projet devenu caduc, sur lequel, d'ailleurs, il n'a pas encore été statué (1). La question est donc à l'ordre du jour, et il est à prévoir que, dans un avenir peut-être rapproché, une surtaxe sera votée.

Quant à la détermination du taux de cette surtaxe, elle est naturellement en rapport direct avec l'emploi qui doit être fait du montant de son produit. Si on destine celui-ci à combler le déficit qui doit résulter du dégrèvement des boissons hygiéniques, nous estimons qu'il doit être calculé de manière à dépasser, d'une façon sensible, le chiffre de la perte subie; puisque les moins-values sur les prévisions budgétaires aboutiraient à rompre à nouveau l'équilibre financier, qu'il faut avant tout songer à rétablir après l'avoir volontairement détruit (2). Pour nous, qui ne faisons pas nécessairement de la surtaxe un instru-

(1) Mentionnons que le Sénat, manifestant ainsi sa volonté de faire une seule et unique réforme des boissons, s'est, dans sa séance du 26 mai 1899 (*J. Offic.* du 27 mai), refusé à porter à 175 fr. le droit sur l'alcool pour compenser la suppression proposée des droits d'entrée sur les vins, cidres, poirés et hydromels.

(2) Nous rappellerons à ce propos que, lors de la création des nouveaux impôts en 1870, MM. THIERS et POUYER-QUERTIER faisaient inflexiblement subir, aux prévisions de l'administration, un retranchement allant jusqu'au quart, et que, cependant, les taxes ainsi réduites n'ont presque jamais dépassé les prévisions.

ment de dégrèvement, la détermination du taux de la surtaxe est beaucoup plus aisée, n'ayant que des recettes à prévoir et à utiliser. En disant que la surtaxe produira au Trésor de sérieuses ressources, nous n'avançons, d'ailleurs, rien qui ne soit unanimement reconnu. Des augmentations modérées, surtout pour une matière comme l'alcool, ne diminuent la consommation que dans une proportion relativement restreinte et laissent encore des bénéfices très appréciables par suite du relèvement des droits. L'alcool, en payant 156 fr. 25 par hectolitre, ne supporte pas, en effet, l'impôt qu'il pourrait acquitter. En 1895, M. P. Leroy-Beaulieu a déclaré acceptable le taux de 220 francs et estime que les quantités taxées seraient encore de 1.500.000 hectolitres (1). Dans ces conditions, l'impôt rendrait donc 330 millions, alors qu'actuellement on n'en obtient que 275 millions, soit 55 millions de bénéfices. A notre avis, nous pensons que la surtaxe doit avoir un taux plus élevé pour faire baisser de suite la consommation d'une façon très sensible, et, à cet égard, le chiffre de 250 francs ne nous paraît nullement exagéré (2). En outre, l'expérience ayant montré que la consommation tend à reprendre son ancien niveau, nous estimons qu'à ce relèvement ne devrait pas se borner l'action fiscale,

(1) *La mystification financière du monopole de l'alcool* (Econometiste français, 6 juillet 1895).

(2) Il va sans dire que ce chiffre devrait être fortement relevé si l'on venait à supprimer les droits d'entrée et d'octroi.

et nous souhaiterions que le Parlement consentît à élever systématiquement l'impôt, par exemple de 10 francs tous les deux ans jusqu'à concurrence de 500 francs. M. P. Leroy-Beaulieu semble lui-même indiquer cette marche par étapes en constatant, après s'être arrêté au chiffre de 220 francs, qu'il pourrait, dans la suite, être majoré sans inconvénient. Le procédé aurait l'avantage d'indiquer d'une façon très nette les tendances du législateur et d'en réaliser les vues sans trouble trop profond de l'ordre économique. Quant aux résultats financiers, en fixant, par suite de la diminution de la consommation, à 1.400.000 le chiffre d'hectolitres imposés, qui est aujourd'hui de 1.650.000 environ, ils se liquideraient par 350 millions de francs, soit 75 millions de bénéfices sur les recettes actuelles. Ces bénéfices n'auraient, sans doute, qu'un caractère temporaire puisque la consommation se restreindrait toujours par l'accroissement successif de l'impôt (1); mais, avant qu'une diminution se produise dans nos

(1) Néanmoins, il convient de remarquer, d'une part, que l'on regagne, grâce au tarif, ce que l'on perd sur la quantité; d'autre part, que la diminution de la consommation n'est pas proportionnelle à l'augmentation du droit, attendu que le buveur préfère généralement s'imposer des sacrifices que de restreindre sa consommation dans de trop grandes proportions. Le fisc gagne donc toujours plus que l'hygiène au relèvement des droits. C'est ainsi qu'après la surtaxe de 1860 les quantités imposées diminuaient de 20.000 hectolitres, alors que l'impôt produisait 16 millions de plus; qu'après la surtaxe de 1871, la diminution de la consommation était de 260.000 hectolitres, tandis que l'impôt rendait 9 millions de plus.

recettes, il se passerait encore un intervalle de temps suffisant pour qu'on ait pu préparer les voies et moyens destinés à parer aux moins-values à escompter chaque année. La suppression du privilège des bouilleurs de cru, la répression de la fraude, le contrôle hygiénique de l'alcool, le rehaussement des licences seraient, d'ailleurs, autant de mesures qui viendraient reculer l'époque où le Trésor se verrait contraint de ne plus compter sur les ressources décroissantes de l'alcool. La surtaxe, nous le répétons, doit être combinée de façon à ne pas troubler brusquement nos finances; nous venons de voir que, loin de là, elle peut leur donner, momentanément il est vrai, de magnifiques recettes (1); mais il ne faut pas songer à les vouloir perpétuer, et plutôt se préparer à les voir un jour s'évanouir. Le législateur ne peut, en effet, prétendre tirer ses ressources de l'empoisonnement du pays; ce serait le plus faux en même temps que le plus immoral des calculs.

On ne manquera pas de nous reprocher de faire dévier l'impôt de son but en lui attribuant une portée moralisatrice. L'impôt, objectera-t-on, ne doit se proposer pour fin que de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat, rien de plus; il n'est pas

(1) Quant à leur utilisation, il ne manque pas d'œuvres d'utilité publique auxquelles elles pourraient être employées, et si l'on veut enfin opérer des dégrèvements, il nous semble qu'on en peut proposer de plus urgents que celui des boissons dites hygiéniques.

fait pour être un instrument de moralisation. Nous pourrions d'abord répondre que la surtaxe de l'alcool n'a pas un but exclusivement hygiénique, qu'elle se légitime en outre par le souci d'opérer une plus équitable répartition de l'impôt en grevant une matière favorisée au détriment d'autres matières plus dignes de l'être et qui sont néanmoins surchargées de taxes. Mais nous irons plus loin et nous estimons, malgré tout notre respect pour les doctrines de l'économie politique classique, qu'alors même que la surélévation des droits sur l'alcool ne présenterait qu'un caractère hygiénique, elle ne choquerait encore aucun principe essentiel. Tout impôt, en réalité, se propose d'abord de produire des recettes et ce n'est qu'en se prévalant de ses conséquences prévues et non dissimulées qu'on a pu le qualifier de moralisateur. Or, il ne nous paraît nullement nécessaire qu'il n'entre dans la raison d'existence d'un impôt que la seule préoccupation de la recette en elle-même ; si l'impôt ne doit idéalement troubler en rien le libre jeu des forces économiques, n'avoir, comme on dit, qu'un effet négatif (1), on doit en bonne logique rejeter celui qui aurait un effet moral en dehors du résultat financier cherché. Mais il nous semble que l'application rigoureuse d'une pareille théorie ne laisserait subsister aucun de nos impôts, car, quel est celui d'entre eux qui pourrait prétendre n'influer en au-

(1) LÉON SAY, *Dictionnaire des finances*, v. Impôt.

cune manière sur l'ordre économique ? S'il en est ainsi, pourquoi ne pourrait-on pas tenir compte des conséquences d'un impôt quant à la raison même de son existence ? On repousserait certainement l'impôt qui devrait, abstraction faite de son rendement, entraîner des conséquences fâcheuses au point de vue moral ; le proscrireait-on par cela seul qu'il en doit produire d'heureuses ? Qu'on le veuille ou non, les conséquences d'un impôt influent donc sur sa création ou sur son maintien, et, dans ces conditions, la réprobation des impôts dits moralisateurs peut paraître quelque peu imméritée.

Plusieurs pays étrangers ont depuis longtemps répudié ces vains scrupules théoriques. En réalité, l'impôt à l'époque moderne, sans perdre pour cela sa destination primitive, a une tendance toujours plus marquée à devenir un régulateur de l'ordre économique ; nous en trouverions d'abondantes preuves dans notre législation fiscale, et la surélévation des droits sur l'alcool n'en ferait qu'ajouter une nouvelle. A l'étranger, l'impôt sur l'alcool s'est prêté docilement à son nouveau rôle. Dans les royaumes de Suède et Norwège et dans divers états de l'Union américaine, il revêt notamment un caractère moralisateur si prononcé, qu'il a fini par restreindre dans des proportions considérables la consommation de l'alcool. En Allemagne, le régime fiscal de l'alcool s'inspire beaucoup plus de considérations économique et sociales que financières ; il vise à réglementer

la production et la concurrence intérieures dans un sens protectionniste en faveur des distilleries rurales menacées par les grands distillateurs de profession (1). La loi suisse du 15 juillet 1887, introductive du monopole de l'alcool, s'immisce aussi dans les questions de concurrence et, spécialement, ne croit pas devoir traiter tous les producteurs sur un pied d'égalité quant aux achats opérés par l'Administration du Monopole. L'Espagne, non plus, n'a pas obéi, en 1887-1888, à des préoccupations fiscales, et ses tentatives d'organisation d'un nouveau système applicable à l'alcool n'ont eu pour but que de régler la concurrence internationale (2). En suivant ces exemples, que l'on pourrait d'ailleurs multiplier, nous nous réserverions peut-être les heureux résultats obtenus par quelques-uns des pays qui n'ont point hésité à entrer résolûment dans la nouvelle voie qui s'ouvrait devant eux.

Nous ne nous sommes jusqu'ici occupé que de la taxation de l'alcool proprement dit, laissant de côté tout ce qui concernait les absinthes, amers, bitters et liqueurs. Il convient en effet de leur faire une place à part dans notre régime fiscal.

(1) Telle est la portée de la nouvelle loi entrée en vigueur depuis le 1^{er} août 1895. La loi antérieure du 24 juin 1887 avait les mêmes visées. — D^r PAASCHE, *Le régime de l'alcool en Allemagne*. Rev. polit. et parlem., 1896, t. X, p. 389 et suiv.

(2) D'ALMODOVAR DEL RIO, *Le régime de l'alcool en Espagne* (Rev. polit et parlem., 1897, t. XI, p. 617).

Lorsqu'on adopta en 1824 le principe de l'imposition d'après la richesse alcoolique, il parut nécessaire de faire exception pour les liqueurs dont il n'est pas possible de constater directement le degré au moyen de l'alcoomètre de Gay-Lussac, et l'on décida alors qu'elles seraient considérées comme composées d'alcool pur et, par conséquent, imposées au volume. La surtaxe qui pesait de ce chef sur les liqueurs était relativement lourde, et si nous disons « relativement », c'est que les droits à cette époque étaient, nous l'avons vu, des plus modérés. Les absinthes, bitters et autres liqueurs non sucrées, expédiés en fûts, continuaient d'ailleurs à être imposés au degré.

La loi du 1^{er} septembre 1874 décida que les absinthes seraient désormais, comme les liqueurs, imposées au volume.

Peu de temps après, la loi du 26 mars 1872 supprima, pour les liqueurs, la taxation au volume et adopta l'imposition d'après la teneur en alcool, mais d'après un tarif plus élevé fixé à 240 francs (175 francs en principal), pour les liqueurs en bouteilles, tarif qui monta à 248 fr. 75 par l'addition du demi-décime établi par la loi du 30 décembre 1873, soit une surtaxe de 62 fr. 50 par hectolitre d'alcool pur, les autres alcools n'acquittant que 156 fr. 25 de droits. Seules, les absinthes restèrent imposables au volume, tout en devenant passibles du nouveau tarif, ce qui les surchargeait doublement. Le motif qui faisait abandonner partiellement le principe de l'imposition

au volume était l'inégalité reprochée à ce procédé fiscal qui frappait les liqueurs communes titrant 18 ou 20 degrés de la même taxe que les liqueurs fines et de luxe, chartreuses et bénédictines, titrant 40 ou 45 degrés (1).

La surtaxe n'arrêta pas le développement de la consommation des produits qu'on avait particulièrement voulu atteindre, à savoir l'absinthe et ses similaires (2) ; elle ne donna plutôt que de mauvais résultats (3). La loi du 19 juillet 1880 vint alors créer l'unité de régime et de tarif pour tous les spiritueux.

Depuis 1880, on a plusieurs fois tenté de revenir au système ancien, ou plutôt à un système analogue,

(1) D'ailleurs, il résultait d'expériences faites au ministère des finances que la détermination de la quantité d'alcool contenue dans les liqueurs pouvait désormais se faire d'une manière pratique et facile. (Rap. de M. LEURENT. *J. Offic.* du 25 mars 1872, p. 2112.)

(2) La lutte poursuivie contre l'absinthisme, à cette époque, se marque encore par cette disposition de la loi de 1872 qui décide que la préparation concentrée connue sous le nom d'essence d'absinthe ne sera plus fabriquée et vendue qu'à titre de substance médicamenteuse (art. 4).

(3) Il est à noter que les liqueurs fabriquées à Paris échappaient à la surtaxe. Affranchis des exercices et des formalités à la circulation dans Paris, les liquoristes de cette ville n'acquittaient, sur les alcools qu'ils y introduisaient, que la taxe la moins élevée et les convertissaient ensuite librement en liqueurs. Ils pouvaient ainsi rendre toute concurrence impossible à leurs confrères de province, et, de fait, il s'y était constitué, en leur faveur, un véritable monopole.

quoique modifié, en surtaxant les liqueurs, absinthes, bitters, etc. Que faut-il penser de ces propositions? La surtaxe se réclame de la nécessité de combattre les progrès dangereux faits par ces produits, spécialement par l'absinthe; on est alors obligé de reconnaître, observation significative après ce que nous avons vu, que la surtaxe a un effet direct sur la consommation, et l'on rappelle, à ce propos, qu'en 1873, après l'élévation des droits, le chiffre de la consommation de l'absinthe et de ses similaires tomba à 6.700 hectolitres, alors qu'il était de 25.000 hectolitres en 1869. On ajoute qu'il n'y a rien d'inique à frapper d'un droit plus élevé l'alcool qui, par suite des transformations qu'il a subies, a augmenté de valeur dans des proportions considérables. Les adversaires de la surtaxe objectent que la surtaxe est injuste parce qu'elle frappe avant tout le travail, les liqueurs ayant pour base l'alcool et le sucre, deux produits déjà très lourdement imposés; qu'elle est de nature à jeter une grave perturbation dans l'industrie des liqueurs, une des branches importantes de notre exportation, et à causer un sérieux préjudice à la culture des plantes aromatiques à laquelle se livrent les départements de l'Est et du Sud-Est de la France. Ces considérations seraient peut-être insuffisantes à contrebalancer les arguments des partisans de la surtaxe si la doctrine de ceux-ci n'avait pas, en outre, l'immense défaut d'entraîner à sa suite de déplorables résultats au point de vue hygiénique. Les liqueurs,

en effet, se prêtent beaucoup plus facilement que les eaux-de-vie à la falsification. Le parfum qu'elles doivent avoir permet d'abord d'utiliser des produits mal rectifiés et par conséquent nuisibles. De plus, il est à supposer que les débitants, pour éviter la taxe, achèteront leur alcool et feront eux-mêmes leurs liqueurs, grâce à ces extraits concentrés, essences chimiques et bouquets artificiels, que l'industrie met à très bas prix à leur disposition et qui présentent une extrême nocivité (1). Les finances de l'État y perdront autant que l'hygiène publique (2). Sans doute, l'administration pourrait redoubler de vigilance et il serait possible de fortifier ses moyens d'action; mais, étant donnés les procédés très simples de falsification, peut-on espérer triompher de la fraude? Il ne faudra pas seulement exercer les liquoristes, mais les fabricants d'essences et de produits chimiques, les pharmaciens, les droguistes, les parfumeurs, etc. !

Le plus important, en même temps que le dernier en date des projets instituant une surtaxe des spiri-

(1) Toutefois, il faut reconnaître que les débitants n'ont pas attendu la surtaxe pour donner des produits inférieurs. C'est ainsi que nous lisons dans le rapport de M. GUILLEMET que le D^r MAGNAN, pour faire ses remarquables expériences sur des chiens alcooliques, dut distiller lui-même de l'absinthe, parce qu'il lui fut impossible de s'en procurer de l'extrait pur chez les fabricants.

(2) Cependant, M. P. LEROY-BEAULIEU estime à 22 ou 23 millions le montant des bénéfices que pourrait produire la surtaxe des liqueurs et spécialement de l'absinthe (*Economiste français*, 6 juillet 1895 : *La mystification financière du monopole de l'alcool*).

tueux composés est celui que M. Ribot a présenté en 1895 au Parlement à propos de la réforme générale des boissons (1). La surtaxe y apparaît sous la forme d'un droit de fabrication. La perception est basée sur le volume, mais, pour éviter le reproche de favoriser les liqueurs fines au détriment des liqueurs communes, la tarification comporte quatre catégories. Les produits d'une richesse alcoolique inférieure à 20 degrés acquittent un droit de 13 francs par hectolitre ; dans la deuxième catégorie, taxée à 20 francs l'hectolitre, figurent les liqueurs communes et demi-fines titrant moins de 30 degrés ; la troisième, imposée au taux de 40 francs l'hectolitre, comprend les liqueurs fines et superfines de 30 à 49 degrés ; la quatrième, frappée d'un droit de 70 francs l'hectolitre, englobe tous les spiritueux composés de 50 degrés et au-dessus, c'est-à-dire les élixirs et les liqueurs à très haut degré et surtout les absinthes. Des mesures spéciales, enfin, sont prises pour permettre de suivre l'emploi des essences ou des extraits concentrés qui peuvent servir de matières premières aux fabrications clandestines (2). La Chambre vota ce projet qui chargeait

(1) Citons aussi la disposition contenue dans la proposition de loi de M. TURREL du 5 mars 1895, qui soumet les liqueurs, absinthes et similaires, au droit général de consommation et les frappe supplémentairement d'une taxe spéciale de 1 fr. par litre, en volume.

(2) Le texte du projet spécifie que la surtaxe atteindra les produits fabriqués en tous lieux, même dans l'intérieur de Paris où l'exercice sera dorénavant pratiqué.

d'une lourde taxe de superposition les absinthes et similaires, bitters et liqueurs. La Commission du Sénat en proposa l'adoption, mais il rencontra des résistances lors de la discussion, et la haute assemblée se rallia à un système grevant les liqueurs d'une faible surtaxe basée sur leur teneur en alcool pur (20 francs par hectolitre), et augmentant l'imposition des absinthes, des bitters et des amers par un droit de fabrication fixé à 60 francs ou 80 francs par hectolitre, selon le cas. Revenu à la Chambre, le projet fit l'objet d'un rapport favorable de M. Salis, déposé le 2 janvier 1897, mais la séparation de la Chambre vint le rendre caduc (1). M. Cochery l'a repris en juin 1898, mais il n'a pas encore abouti.

La question, nous le reconnaissons, est des plus délicates, à raison des conséquences probables qu'entraînerait une surtaxe excessive. Quant aux liqueurs de marque, qui entrent pour la plus grande part dans notre exportation, nous ne pensons pas que la surélévation des droits ait pour effet d'abaisser leur qualité; les prix seuls seraient haussés sans qu'il en résulte, à notre avis, une sérieuse diminution de la consommation, qui est une consommation de pur luxe. A l'égard des liqueurs communes et demi-fines,

(1) Toutefois, le système de M. Ribot, sauf modification dans la tarification, a été déclaré applicable pour l'Algérie à partir du 1^{er} janvier 1896 par la loi de finances du 28 décembre 1895, art. 19; mais il donna lieu à des difficultés pratiques qui le firent abandonner par la loi du 13 avril 1898, art. 30.

les falsifications sont plus à craindre, il faut donc se montrer plus réservé relativement à la surtaxe. Toutefois, comme elles n'ont pas un très grand débit et que, d'autre part, il serait possible d'accentuer la sévérité de la réglementation administrative, on peut penser qu'elles pourraient être frappées, comme les liqueurs de marque, dans une mesure restreinte et selon un système analogue à celui proposé par M. Ribot, sauf à en régler avec soin les détails d'application pratique. En ce qui concerne les spiritueux composés, absinthe, bitters et amers, la difficulté est pour ainsi dire insoluble, car ces liquides se prêtent facilement aux sophistications les plus variées en même temps que les plus nuisibles à la santé. Justement effrayées du péril que fait courir à notre race la consommation toujours plus considérable de ces produits malsains, nous venons de voir que nos assemblées parlementaires ont voulu les imposer lourdement; nous craindrions, si leur système était mis en application, que le résultat ne fût contraire à leurs prévisions et que l'hygiène publique en fût encore atteinte. Un homme de science dont l'opinion est d'un grand poids en pareille matière, le Dr Lanceraux, a exprimé l'avis que les boissons alcooliques constituées par un mélange d'alcool et d'essence, c'est-à-dire les liqueurs, les bitters, les amers et les absinthes, exercent sur l'économie une action funeste et a spécialement proposé l'interdiction des absinthes, bitters et amers. Nous avons déjà rencontré

cette idée d'une interdiction partielle de l'alcool ; elle répond seule à la gravité du mal et n'a rien d'impraticable. La vente pourrait être prohibée sous peine d'amende, et, en cas de récidive, de perte des droits civiques. Bien entendu, il faudrait également interdire la vente des essences et extraits qui peuvent servir à les fabriquer. La Chambre et le Sénat ont voté, lors du projet Ribot, une disposition portant que « le Gouvernement pourra interdire par décrets la fabrication, la circulation et la vente de toute essence reconnue dangereuse et déclarée telle par l'Académie de médecine ». Il y a là une indication intéressante qui montre que le législateur n'est pas hostile au principe de la prohibition ; peut-être, en présence des ravages de l'absinthisme, peut-on espérer qu'un jour il s'y ralliera complètement.

Nous donnerions une physionomie incomplète de la taxation de l'alcool si nous bornions, comme nous l'avons fait jusqu'ici, notre étude au seul droit de consommation. L'alcool est encore frappé, nous l'avons dit, d'un droit d'entrée perçu au profit de l'Etat, droit sur lequel se greffent, le plus souvent, des taxes au profit des communes. Il en est de même, d'ailleurs, des boissons hygiéniques. En un mot, outre les impôts d'Etat, il existe des taxes municipales sur tous les liquides ; or, avant de procéder à la réforme des premiers, on s'est attaqué à celle des secondes, et c'est ainsi que l'alcool s'est trouvé indirectement

en cause. Envisagée à ce point de vue, la question est d'une trop brûlante actualité pour que nous puissions la passer sous silence quoiqu'elle rentre directement dans celle, plus générale, des octrois. D'ailleurs, la suppression des octrois, en attendant qu'elle soit totale, paraît devoir être partielle; or, il est vraisemblable que l'alcool, jusqu'au jour de l'abolition complète, supportera le poids de l'abandon des taxes fait par les communes sur les matières autrefois soumises à l'octroi; à ce titre encore, il convient d'examiner brièvement la question.

On sait que les communes ont, depuis le commencement du siècle, le droit d'établir, sous certaines conditions, des taxes, dites d'octroi, sur les objets de consommation locale, objets que l'impôt d'Etat avait respectés, ou qu'il atteignait déjà, comme l'alcool. En fait, les boissons constituent l'article le plus productif de l'octroi, les communes ayant surenchéri sur la sévérité du fisc, spécialement en ce qui concerne l'alcool, ce qui prouve que celui-ci pourrait être plus fortement imposé, et qu'il devrait l'être au cas où l'on viendrait à supprimer les droits d'octroi si l'on ne voulait pas aboutir à un dégrèvement contraire au sentiment public. La taxe municipale sur les boissons est établie au moyen d'une simple majoration du droit d'entrée perçu pour l'Etat.

La réforme de l'impôt des boissons, telle qu'elle est conçue généralement, c'est-à-dire dégrèvement des boissons hygiéniques et surimposition de l'alcool, se

complique donc de la question, des octrois. Aussi, dans les divers remaniements de l'impôt des boissons, la question des droits d'octroi a-t-elle toujours été jointe à celle des droits perçus pour le compte du Trésor (1), et il en est de même dans la plupart des projets de réforme (2). Il ne suffit pas que l'Etat veuille opérer une réforme, il faut que les communes secondent ses efforts et surtout ne viennent pas en neutraliser les effets; or, n'est-il pas à craindre que bien des communes ne soient tentées de reprendre pour

(1) La loi du 28 avril 1816 (art. 129) disposait que les droits d'octroi sur les boissons ne doivent pas excéder les droits d'entrée du Trésor. La loi du 21 juin 1842 (art. 9) spécifiait que les droits d'octroi à établir sur les boissons ne pourraient excéder ceux perçus au profit du Trésor, le décime non compris, et que, dans les communes qui ont moins de 4.000 habitants et qui, de ce fait, ne sont pas soumises au droit d'entrée sur les boissons, le droit d'octroi ne devait pas dépasser le droit d'entrée déterminé pour une population de 4.000 âmes. L'article 6 de la loi du 19 juillet 1880 portait que « à moins qu'une loi spéciale n'en décide autrement, les taxes d'octroi sur les vins, cidres, poirés et hydromels ne peuvent excéder le double des droits d'entrée perçus pour le Trésor public. » Mais l'art. 9 de la loi de 1842 restait en vigueur en ce qui concerne les droits d'octroi sur les alcools, sauf la quotité des droits d'entrée qui avait été modifiée par la loi du 26 mars 1872. — On voit que la loi de 1880, comme d'ailleurs la loi de 1842, a réservé au législateur la faculté d'excéder la quotité par elle fixée des droits d'octroi; la partie des droits qui excède le maximum indiqué par la loi s'appelle « surtaxe d'octroi. »

(2) Nous citerons spécialement, en 1894, les projets BURDEAU et POINCARÉ, et, en 1895, le projet RIBOT.

elles-mêmes les droits abandonnés par l'Etat? On aurait ainsi fait œuvre stérile (1).

Restreignons-nous à l'alcool.

L'Etat perçoit sur l'alcool, outre le droit de consommation, un droit d'entrée dont le tarif est fixé ainsi qu'il suit :

Villes de	4.000 à 6.000 hab.,	6 fr. par hectol.,	soit, avec les décimes,	7' 50
—	6.001 à 10.000 —	9 fr.	— —	11 25
—	10.001 à 15.000 —	12 fr.	— —	15 »
—	15.001 à 20.000 —	15 fr.	— —	18 75
—	20.001 à 30.000 —	18 fr.	— —	22 50
—	30.001 à 50.000 —	21 fr.	— —	26 25
Au-dessus de	50.000 —	24 fr.	— —	30 »

On ne songe pas généralement à exonérer l'alcool des droits d'entrée qui le frappent (2), évidemment, à cause du peu de faveur qu'il a paru mériter; mais, à notre avis, ces droits devraient cependant disparaître, car le reproche d'inégalité qu'on adresse au droit d'entrée est aussi mérité en ce qui concerne l'alcool que les boissons hygiéniques; mieux vaudrait surélever le taux de l'impôt de consommation. Remarquons que les taxes communales greffées sur le droit d'entrée viennent encore aggraver l'impro-

(1) C'est pour cela que certains projets, comme le projet de M. RIBOT, ont proposé d'empêcher l'établissement ou la surélévation des taxes d'octroi sur les boissons à partir du jour où l'Etat abandonnera ses droits. — La loi du 29 décembre 1897, art. 8, a été plus loin, car elle contient une disposition semblable sans que l'Etat ait fait abandon de ses droits d'entrée.

(2) V. notamment le projet de M. RIBOT qui n'exonère que les boissons hygiéniques du droit d'entrée.

proportionnalité du régime fiscal de l'alcool. Si le législateur supprimait le droit d'entrée sur l'alcool lui-même, il est à supposer que les communes en profiteraient pour grever l'alcool, ce qui serait regrettable, non qu'il faille ménager cette matière éminemment imposable, mais parce que cela accentuerait les différences de taxation de l'alcool dans les diverses parties du territoire. Pour obtenir l'égalité désirable d'imposition, il ne suffit donc pas que l'Etat abandonne son droit d'entrée, il faut encore supprimer les octrois.

Les inconvénients des octrois ne sont plus à signaler, tout le monde est à peu près d'accord à en demander la disparition ; malheureusement, la réalisation de cette réforme est rendue des plus difficiles à cause de l'état financier de la majorité des communes. Cela explique que, tout en déclarant la suppression totale comme la seule logique, on ait dû, à titre d'acheminement, se contenter de proposer la suppression partielle. Mais alors on retombe *parte in qua* dans les vices de l'inégalité d'imposition, car les communes qui supprimeront leurs droits sur certaines matières, spécialement sur les boissons hygiéniques, devront, pour équilibrer leur budget, en grever d'autres et notamment l'alcool !

Après quelques tentatives qui n'aboutirent pas, comme celle du projet Burdeau, en 1894, et celle du projet Ribot, en 1895, le Parlement a fini par voter la loi du 29 décembre 1897. Aux termes de l'article

premier, les communes sont autorisées à supprimer leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques à partir du 31 décembre 1898, date que la loi du 9 mars 1898 a d'ailleurs permis de devancer. A défaut de suppression totale des droits, les communes sont obligées, à compter du 31 décembre 1898, d'abaisser les droits existants dans une limite déterminée à l'article 2 de la loi. Pour remplacer le produit des taxes supprimées, les communes pourront avoir recours à d'autres taxes établies avec l'approbation législative ou préfectorale. Au nombre des taxes de remplacement autorisées sous la seule réserve de l'approbation préfectorale, le législateur fait en première ligne figurer le droit sur l'alcool qui peut être élevé jusqu'au double des droits d'entrée, décimes compris. Dans les communes d'une population agglomérée inférieure à 4.000 âmes, le tarif d'octroi sur l'alcool ne peut dépasser le maximum applicable aux villes de 4.000 à 6.000 âmes. D'ailleurs, une loi peut autoriser des taxes supérieures (art. 4). Les communes qui ne perçoivent pas de taxes d'octroi sur les boissons hygiéniques peuvent enfin être autorisées à percevoir des droits sur l'alcool (art. 7).

La loi de 1897 est une nouvelle manifestation de la volonté du Parlement de surtaxer l'alcool. Devons-nous pour cela l'approuver ? nous ne le croyons pas. Nous ferons d'abord remarquer la complication qui résulte de deux taxations, l'une aux mains de l'État, l'autre dans celles des communes. En outre, cette

dualité est de nature à engendrer avec le temps une improporcionnalité toujours plus marquée dans le régime de l'alcool suivant les différentes régions. Enfin, les deux taxations étant indépendantes, peuvent se nuire réciproquement ; c'est ainsi que le taux et la multiplicité des taxes municipales sur l'alcool peuvent occasionner une sérieuse et brusque aggravation des charges de l'alcool, susceptible de déranger les prévisions budgétaires. Sans doute, le législateur a fixé une limite aux droits des communes ; mais, même ainsi restreints, leur exercice peut devenir nuisible aux finances publiques. A notre avis, il serait bien préférable de supprimer les droits d'entrée et d'octroi sur l'alcool, sauf à relever le droit de consommation et à donner aux communes la faculté d'établir d'autres taxes à leur profit.

On reconnaît aujourd'hui que la loi de 1897, inspirée avant tout par des considérations électorales, est une loi fort défectueuse, et déjà l'on en a proposé l'abrogation. N'y a-t-il pas quelque égoïsme de la part de l'État à contraindre les communes à réduire leurs droits sur les boissons hygiéniques alors qu'il refuse d'abandonner ses droits d'entrée (1) ? Nous le disions plus haut, quoique à un autre point de vue, la réforme, pour être sérieuse, demande le concours de l'État et des communes. D'autre part, l'établisse-

(1) V. en ce sens la proposition de M. VAILLANT du 23 octobre 1898.

ment de taxes de remplacement ne laisse pas que d'être délicat, et les communes auxquelles l'État, à la différence de ce qui existe dans certains pays étrangers, se garde de venir en aide (1), sont menacées dans l'équilibre de leur budget. En présence des extrêmes difficultés rencontrées par les communes, la loi du 24 décembre 1898 est venue autoriser le chef du pouvoir exécutif à proroger au 31 décembre 1899, pour les communes qui le demanderaient, le délai imparti pour l'application de la loi du 29 décembre 1897. Un très grand nombre de communes ont aussitôt demandé le bénéfice du sursis qui leur a été immédiatement accordé.

La question était particulièrement difficile pour la ville de Paris qui perçoit, à elle seule, la moitié des droits d'octroi de toute la France, chiffre dans lequel les taxes sur les boissons entrent pour la plus grande part ; mais le législateur de 1897, uniquement préoccupé des intérêts de la province, à laquelle il voulait ouvrir le vaste marché de la capitale, n'avait pas songé aux difficultés financières qu'il allait susciter. Le conseil municipal de Paris se mit courageusement à l'œuvre. Faute de pouvoir abolir totalement l'octroi, il posa en principe le dégrèvement complet des boissons hygiéniques (57 millions), allant ainsi au delà du dégrèvement restreint (36 millions)

(1) V. cependant la proposition de M. FLEURY-RAVARIN déposée à la Chambre en février 1899.

auquel il était seul obligé par la loi de 1897. Le projet de M. Veber proposait donc, à titre de première étape, le dégrèvement intégral des boissons hygiéniques ; l'alcool continuerait à supporter une imposition totale de 266 fr. 05, se décomposant ainsi : 156 fr. 25 pour droit de consommation et 30 fr. pour droits d'entrée au profit du Trésor, droits d'octroi de 24 fr. en principal et 55 fr. 80 en surtaxe, soit 79 fr. 80, au profit de la Ville (1). Le conseil municipal se refusa à user de la surtaxe de l'alcool comme l'y invitait la loi de 1897, par le motif excellent que, poursuivant l'abolition de l'octroi, il ne fallait pas y recourir pour obvier à la diminution des recettes, et aussi pour ce motif que la surtaxe de l'alcool pourrait neutraliser les effets attendus du dégrèvement des boissons hygiéniques. Le 7 juillet 1898, le conseil municipal adopta son projet de taxes de remplacement (2). Alors s'engagèrent entre la Ville de Paris et le gouvernement, chargé de présenter le projet à l'agrément des Chambres, des pourparlers au cours desquels le ministre des finances déclara qu'il ne défendrait le projet que si certaines modifications y étaient apportées (3). Le ministre demandait spécialement qu'à la place de certaines taxes, dont il réduisait le montant, on inscrivît dans le

(1) V. le rapport de M. VEBER dans le *Bulletin municipal officiel* du 9 juillet 1898.

(2) V. *Bull. munic. offic.* du 9 juillet 1898.

(3) V. *Bull. munic. offic.* du 21 octobre 1898.

projet une surtaxe sur l'alcool de 85 fr. 20, c'est-à-dire le maximum possible (1). La commission du conseil municipal se résigna à subir la surtaxe, mais en lui donnant un caractère temporaire et en la réduisant à 76 fr. 20. La surtaxe rencontra de nombreux opposants au sein du conseil municipal qui s'était, à plusieurs reprises, prononcé en faveur du monopole. Néanmoins, en présence de l'extrême difficulté à s'entendre, et à la suite du rejet des licences municipales sur les débits (art. 4-2° de la loi de 1897), le conseil finit par adopter une surtaxe que l'on porta même à 85 fr. 80. Il fut décidé, en second lieu, que la taxe totale sur l'alcool (79 fr. 80 + 85 fr. 20, soit 165 fr.) serait perçue au volume sur les absinthes et spiritueux similaires (2). Enfin, la crainte ayant été exprimée que la surtaxe ne produisît pas ses effets financiers vu les entrées considérables qui ne manqueraient pas de se multiplier en attendant la ratification du projet par les Chambres, le préfet de

(1) Aux termes de l'art. 4-1° de la loi de 1897, le droit sur l'alcool pour la ville de Paris « pourra être, en addition du droit actuel de vingt-quatre francs, augmenté au maximum de quatre-vingt-cinq francs vingt centimes. »

(2) On fit remarquer inutilement que cette surtaxe amènerait la fabrication des absinthes et similaires dans Paris, ce qui conduirait, par la force des choses, à la pratique de l'exercice (v. *supra*, p. 120, note 2). Le rapporteur de la Commission municipale répondit qu'il n'y avait qu'une question d'application à étudier, mais que le conseil pouvait se rassurer, attendu que le Gouvernement ne consentirait jamais à l'exercice (*Bull. munic. offic.* du 22 octobre 1898).

la Seine, s'appuyant sur la loi du 9 mars 1898, combinée avec la loi de 1897 (1), rendit, le 21 octobre (2), jour même de l'adoption du projet par le conseil municipal, un arrêté aux termes duquel, conformément aux décisions du conseil, les boissons hygiéniques étaient dégrevées, non des 10 fr. 62 (3 fr. 60 en principal, 7 fr. 02 en surtaxe) qui pesaient sur elles, comme dans le projet primitif, mais seulement de 3 fr. 22 par hectolitre (0 fr. 38 en principal, 2 fr. 84 en surtaxe), et l'alcool surtaxé de 85 fr. 20; le tarif des droits par hectolitre d'alcool étant désormais ainsi fixé : 109 fr. 20 en principal, 55 fr. 80 en surtaxe, soit 165 fr. au total. C'est dans ces conditions que le projet municipal se présenta devant la Chambre. Les députés de province y critiquèrent amèrement les taxes de remplacement proposées (3); le gouvernement proposa lui-même d'ajourner la réforme, et l'ajournement fut prononcé. En conséquence, une loi fut aussitôt votée (l. 27 déc. 1898) autorisant la ville de Paris à percevoir jusqu'au 31 décembre 1899 ses taxes principales d'octroi sur

(1) Divers marchands de vins ont actionné le Préfet de la Seine, demandant le remboursement du montant des surtaxes par eux versées, en se fondant sur l'illégalité de l'arrêté préfectoral. Cette prétention a été repoussée par jugement en date du 19 janvier 1899, rendu par le juge de paix du IV^e arrondissement, mais accueillie sur appel par le Tribunal de la Seine le 4 mai 1899.
— Un pourvoi est formé contre cette décision.

(2) *Bull. munic. offic.* du 22 octobre 1898.

(3) V. la séance du 24 décembre (*J. Offic.* du 25 décembre).

les boissons hygiéniques réduites conformément à l'arrêté préfectoral du 21 octobre, et la taxe principale sur l'alcool telle qu'elle était fixée par le même arrêté. Les surtaxes d'octroi furent également prorogées jusqu'au 31 décembre 1899 (1). En résumé, la loi de 1897, en ce qui concerne Paris, n'a abouti qu'à provoquer un dégrèvement trop minime sur les boissons hygiéniques pour se faire sentir sur la consommation de détail (2) et à faire surtaxer l'alcool dans une large mesure (3). Il est à supposer que le

(1) Décret du 29 décembre 1898.

(2) Dégageant sa responsabilité, le conseil municipal de Paris, dans sa séance du 26 décembre 1898 (*Bull. munic. offic.* du 27 décembre), a voté une déclaration où nous lisons le passage suivant : « En raison de l'ajournement, les consommateurs vont avoir à supporter une augmentation notable du prix de l'alcool, sans pouvoir bénéficier, ainsi que le conseil le voulait, d'une diminution équivalente du prix des boissons hygiéniques, vins, bières, cidres. En effet, la diminution de 3 fr. 20 par hectolitre sur les droits d'octroi perçus sur les vins ne peut avoir de répercussion sur les « consommateurs au détail. »

(3) Si l'on ajoute aux 165 fr. payés par l'alcool à la ville de Paris, les 186 fr. 25 (156 fr. 25 + 30 fr.) perçus par le Trésor, on trouve que l'alcool est frappé actuellement à Paris d'un droit de 351 fr. 25 par hectolitre. Si le projet de M. RIBOT, repris en 1898 par M. COCHERY, aboutissait, l'hectolitre d'alcool serait grevé d'un impôt de 400 fr. (205 fr. + 30 fr. + 165 fr.). — La surélévation actuelle des droits sur l'alcool a paru nécessiter, par crainte de la fraude, un remaniement de l'octroi de banlieue. On ne peut songer d'ailleurs à appliquer à toutes les communes la surtaxe de 85 fr. 20, car certaines communes en arriveraient à payer plus que Paris, notamment la ville de Boulogne qui supporterait 387 fr. 70 par hectolitre d'alcool. — Voir à cet égard la séance du conseil général de la Seine du 30 novembre 1898 (*Bull. munic.*

délai accordé sera encore prorogé, car on hésitera à imposer à la ville de Paris une réforme qui déséquilibrerait ses finances, alors qu'elle a consenti à donner à l'Exposition une subvention de vingt millions en escomptant précisément les plus-values d'octroi de l'année 1900.

SECTION III

Les bouilleurs de cru

La surtaxe de l'alcool entraîne une conséquence forcée : la suppression des immunités accordées aux bouilleurs de cru. Sans cette suppression, la surtaxe risque de ne produire que des effets insignifiants, les bouilleurs de cru ayant encore plus d'intérêt avec la surtaxe à abuser de leurs immunités au détriment du fisc. L'obstacle pratique à la surtaxe consiste, en un mot, dans ce que l'on appelle commu-

offic. du 1^{er} décembre 1898). Quant à l'influence de la surtaxe sur la consommation de l'alcool, il n'est pas encore possible de la déterminer dans l'état actuel des choses. Les chiffres que l'on pourrait fournir ne prouveraient rien, attendu qu'il a été constaté qu'en octobre 1898, par exemple, date de l'arrêté préfectoral, le rendement de la taxe sur l'alcool a donné une plus-value exceptionnelle de 3.244.000 fr., rien que du fait des introductions anticipées d'alcool en prévision de la surtaxe. Les commerçants ayant pressenti la mesure se sont approvisionnés, ce qui pourra entraîner pour l'année 1899 une diminution qui ne saurait être mise au compte de la surtaxe.

nément le « privilège » des bouilleurs de cru, quoique l'expression « privilège » soit, comme nous le verrons, contestée. Allant plus loin, il ne faut pas hésiter à dire que ce privilège est la pierre d'achoppement de toute réforme des boissons puisqu'il n'y a pas de réforme générale des boissons sans intervention de l'alcool. Les discussions de nos Assemblées parlementaires témoignent hautement que cette question, à laquelle toutes les autres aboutissent directement ou non, a jusqu'ici fait échouer toutes les tentatives de réforme. Cela est si vrai, qu'on semble ne plus attendre que du désintéressement des bouilleurs de cru, la réalisation des réformes désirées : « J'espère, — dit M. Dupuy dans un discours-programme prononcé au Puy, — qu'un jour les bouilleurs de cru, qui ont entravé la réforme de l'impôt des boissons, apporteront sur l'autel de la patrie, dans une nouvelle nuit du 4 août, le sacrifice de leurs exorbitants privilèges ».

D'une façon large, on appelle bouilleurs de cru, les récoltants, propriétaires ou fermiers, qui transforment en alcool les produits de leur récolte.

Soumis aux inventaires et aux exercices des commis sous l'ancien régime (1), les bouilleurs de cru béné-

(1) En 1639, sur la demande d'un sieur Jacques André, fermier des Aides de Normandie, qui se plaignait que le commerce des eaux-de-vie, qui commençait à s'introduire et n'était soumis à aucun droit, nuisait au commerce du vin au détail, un arrêt du Conseil du Roi, rendu le 23 mai, ordonna « aux marchands

ficièrent, pendant la période révolutionnaire, de la suppression des aides et gabelles.

La loi du 25 février 1804 ne faisait aucune situation de faveur aux bouilleurs de cru qui, d'ailleurs, étaient astreints à la licence. Ils acquittaient, sur les matières par eux mises en œuvre, les droits d'inventaire que nous avons mentionnés plus haut. Sous ce régime, l'alcool provenant de la distillation des pommes de terre, des marcs et des fruits autres que les cerises, échappait donc seul à toute imposition. Remarquons, d'ailleurs, que cette exemption n'avait rien de particulier aux bouilleurs de cru, mais que tous les distillateurs, sans exception, pouvaient s'en prévaloir.

La loi du 24 avril 1806, qui établit un droit de 0 fr. 10 à la vente en détail, et un droit de 0 fr. 20 à la vente en gros, n'assujettissait qu'à la moitié du droit de 0 fr. 10 les alcools vendus en détail par les bouilleurs de cru et leur octroyait franchise du droit de 0 fr. 20 pour les alcools transportés de chez eux chez eux, mais dans l'intérieur de l'arrondissement.

Ces concessions se trouvèrent restreintes par la loi

d'eau-de-vie au détail de mettre des bouchons à leurs maisons, de souffrir les visites des commis, de déclarer les prix de vente et de payer les droits de quatrième. » Un peu plus tard, un nouvel arrêt intervint qui soumit l'eau-de-vie au droit de gros, et l'ordonnance de 1681, en la soumettant au droit d'entrée, acheva l'assimilation, au point de vue fiscal, de l'eau-de-vie au vin. V. encore Déclarations roy. 23 août 1704, 30 janvier 1717; Arrêt du Conseil des 12 août et 23 septembre 1732.

du 25 novembre 1808, qui supprima la réduction relative au droit de détail et limita la franchise concédée, par la loi de 1806, aux alcools transportés dans l'étendue du canton.

Jusque-là, les bouilleurs de cru n'avaient été affranchis de l'exercice que d'une façon implicite par suite du système d'imposition adopté. Le décret du 12 octobre 1812 (art. 8) vint les en affranchir explicitement.

La loi du 8 décembre 1814 exonéra du droit de circulation les eaux-de-vie au-dessous de 74 degrés centésimaux, vendues en gros par les bouilleurs de cru et provenant de leur récolte; en outre, elle fit à ces récoltants une remise de 25 % sur leurs ventes en détail. Sauf dans les villes sujettes au droit d'entrée, les propriétaires et fermiers distillant les produits de leur récolte continuaient à être exempts d'exercice. Signalons enfin qu'au cas de déplacement de chez eux chez eux, la franchise existait sans fixation de rayon.

Les avantages excessifs concédés par cette loi aux bouilleurs de cru, spécialement pour leur vente en gros, furent supprimés par la loi du 28 avril 1816; celle-ci maintint, il est vrai, la franchise des droits de circulation pour les eaux-de-vie transportées par les bouilleurs de leurs pressoirs ou d'un pressoir public, dans leurs caves ou celliers, mais spécifia, quant au droit de consommation qui venait d'être créé, que les bouilleurs qui feraient conduire les pro-

duits de leur distillation dans des caves ou magasins séparés de la brûlerie, n'auraient droit à l'exemption qu'à la condition de soumettre ces caves et magasins aux exercices des préposés de la régie (art. 90). Mentionnons aussi l'exemption de la licence édictée en faveur des bouilleurs de cru par la loi de 1816.

Il faut reconnaître que, jusqu'alors, la législation manquait un peu de netteté; les bénéficiaires des faveurs de la loi étaient même assez confusément désignés; aussi, tous les bouilleurs de cru, même ceux qui mettaient en œuvre des grains ou autres substances farineuses, réclamaient-ils les avantages concédés par le législateur. La loi du 20 juillet 1837 trancha toute difficulté en donnant une définition légale des bouilleurs de cru. « Seront seuls considérés comme bouilleurs de cru — dit l'article 8 de cette loi, — les propriétaires qui distilleront exclusivement les vins, cidres, poirés, marcs et lies provenant de leur récolte. » A cette énumération, la loi du 10 août 1839 (art. 15) ajouta les cerises et les prunes.

Au lendemain des désastres de la guerre franco-allemande, le Gouvernement, sous la pression d'impérieuses nécessités financières, demanda à l'Assemblée nationale de soumettre les bouilleurs de cru à la licence et aux obligations imposées aux bouilleurs de profession, spécialement à l'exercice; mais l'Assemblée nationale rejeta cette proposition dans sa séance du 29 août 1871. Toutefois, le droit de consommation

sur l'alcool ayant été élevé par la loi du 1^{er} septembre 1871, l'Assemblée nationale crut devoir en assurer la rentrée en votant une loi qui aggravait la pénalité au cas de contravention et établissait une réglementation répressive de la fraude qui est encore en vigueur (Loi du 28 février 1872).

La fraude fut, néanmoins, si largement pratiquée, que de graves mécomptes budgétaires ne tardèrent pas à se produire. Le Gouvernement revint alors à la charge et proposa à nouveau l'exercice des bouilleurs de cru. Devant le péril où se trouvaient nos finances, l'Assemblée nationale décréta, le 2 août 1872, l'exercice des bouilleurs de cru.

A la veille de se séparer, l'Assemblée nationale, en présence d'une situation financière meilleure et sous l'empire de considérations politiques vota, en dépit des efforts de M. Léon Say, alors ministre des finances, la loi du 14 décembre 1875, qui rendit la liberté aux récoltants. Aux termes de l'article unique de la loi de 1875, qui régit encore la matière « les propriétaires qui distillent les vins, marcs, cidres, prunes et cerises provenant exclusivement de leur récolte, seront dispensés de toute déclaration préalable et affranchis de l'exercice (1).

(1) La loi de 1875 ne parle pas de la distillation des poirés, mais elle doit certainement rentrer dans l'énumération, comme l'a reconnu d'ailleurs, dans la discussion, le ministre des finances. Il en est de même des lies, conformément à la tradition. Mais il ne faut pas aller au delà et il convient d'interpréter à cet égard

Aujourd'hui les bouilleurs de cru, à la différence des distillateurs de profession étroitement surveillés par la Régie qui, à l'aide de l'exercice, constate et prend en charge toutes les quantités fabriquées chez eux, jouissent donc d'une liberté complète de fabrication; ils sont exempts des déclarations d'appareils, ils ne sont assujettis ni à l'exercice ni à la licence; l'alcool par eux fabriqué avec les produits ci-dessus énumérés de leur récolte (1), est affranchi du droit général de consommation et ils ne déclarent, en réalité, que les quantités pour lesquels ils veulent bien payer. Toutefois, leurs immunités reçoivent une double limitation. D'une part, elles ne leur sont acquises qu'à la condition que l'alcool ne soit pas déplacé; sorti de chez le bouilleur, l'alcool se révèle comme matière imposable et peut être suivi jusqu'à l'acquittement des droits; la franchise de l'impôt est subordonnée à la condition que la consommation ait lieu sur place. D'autre part, conformément à l'article 17

le terme de bouilleur de cru d'une façon restrictive. — V. circ. 9 août 1837, 7 décembre 1834; lettre de l'adm. au ministre des finances, du 7 février 1835; note de l'adm. au ministre des finances, 22 mai 1837; circ. 30 octobre 1837; lettre du 5 juin 1888 (*Ann. des contrib. ind.*, 1888, p. 437); OLIBO, *Code des contrib. ind.*, t. II, p. 5; HERMITTE, *Manuel alph. des contrib. ind.*, v. Bouilleurs, Distillateurs.

(1) Perd la qualité de bouilleur de cru, celui qui distille des matières d'achat. V. Cass., 24 septembre 1829 (S. chr.); 14 janvier 1888 (S. 1890, I, 430; Paris, 14 mai 1887 (S. 1890, II, 223); Trib. d'Orange, 24 mai 1889 (S. 1890, II, 223).

de la loi du 25 juin 1844, les bouilleurs de cru domiciliés dans une ville sujette aux droits d'entrée sont tenus de déclarer leur fabrication et de payer les droits d'entrée et d'octroi sur les produits de ces fabrications consommées dans l'intérieur de la ville.

La loi accorde donc aux bouilleurs de cru des immunités considérables au détriment du fisc. Il est, par suite, très intéressant de connaître en fait combien d'individus bénéficient des faveurs de la loi. A cet égard, on est loin d'être fixé. Le nombre indiqué des bouilleurs de cru varie d'abord extrêmement, selon l'intérêt de ceux qui attaquent ou défendent le privilège. De plus, il faut ajouter que le nombre des bouilleurs de cru diffère sensiblement d'une année à l'autre, étant subordonné en effet à l'importance des récoltes. On a dit quelquefois qu'il y avait en France un million de bouilleurs; ce chiffre paraît un peu exagéré et on s'arrête plus généralement au chiffre moyen de 600.000 qui peut d'ailleurs tomber jusqu'au dixième dans les mauvaises années.

La même incertitude existe évidemment quant à la production de ces bouilleurs de cru que l'on évalue d'une façon très différente suivant les circonstances. Bornons-nous d'abord aux évaluations officielles (1). Il est certain qu'avant 1854, date des ravages de l'oïdium, la production des bouilleurs de

(1) Voir à cet égard le tableau annexé au rapport de M. GUILLEMET.

cru était très importante puisqu'elle s'élevait au quart, au tiers et même plus de la production totale. Depuis, par suite de l'évolution qui s'est opérée dans l'industrie de l'alcool à l'avantage des alcools d'industrie, la production des bouilleurs de cru a baissé dans une large proportion. Tandis qu'en 1850, la production des bouilleurs de cru, d'après les calculs de la Régie, était de 270.000 hectolitres, elle n'était plus que de 12.000 hectolitres en 1855, mais, il est vrai, se relevait ensuite au niveau moyen du chiffre ancien. Avec le phylloxéra, la baisse s'accroissait à partir de l'année 1879 et se poursuivait jusqu'en 1893; en présence de la disette des vins, les bouilleurs de cru se contentèrent en effet, le plus souvent, de distiller les marcs et les lies détériorées; aussi pour cette période, évalue-t-on seulement à une moyenne de 50.000 hectolitres la production des bouilleurs de cru. La reconstitution de notre vignoble a, depuis, incité à nouveau l'activité des bouilleurs de cru et l'on chiffre à 150.000 hectolitres environ leur production annuelle (1). Si l'on attribue à chaque bouilleur une consommation personnelle de 20 litres, ce qui est modéré, au dire même des défenseurs des bouilleurs de cru, et si l'on estime à 600.000 le

(1) En 1893, la production des bouilleurs de cru a été officiellement de 159.000 hectol.; en 1894, de 214.000 hectol.; en 1895, de 129.000 hectol.; en 1896, de 134.000 hectol.; en 1897, de 107.000 hectol. — (Annexe IX du rapport de M. GUILLEMET et *Bull. de statistique du ministère des finances*, juin 1898.)

nombre moyen des bouilleurs, la perte pour le Trésor résultant de la franchise des droits concédée par la loi aux bouilleurs est d'environ vingt millions.

Les évaluations qui précèdent sont celles des agents de l'Administration et sont nécessairement approximatives puisque les quantités d'alcool produites par les bouilleurs de cru échappent à tout contrôle. On est unanime à les considérer comme au-dessous de la réalité. Elles se rapprocheraient peut-être de la vérité, si les bouilleurs de cru n'usaient de leur immunité que dans les limites assignées par la loi; mais on ne peut nier qu'il n'en est pas ainsi en pratique, et il est incontestable que la plupart des bouilleurs de cru franchissent ces limites et fraudent le fisc. Il faut avouer que la tentation est grande en présence des facilités de fraude que leur procure l'exercice seul de leur privilège et des bénéfices, d'autant plus considérables que la taxation est plus élevée, qu'ils peuvent retirer de la fraude. Celle-ci, nous le répétons, est donc indéniable. Un seul fait d'ailleurs suffit à en prouver l'existence. On l'a remarqué, la consommation de l'alcool, et par conséquent le rendement de l'impôt, diminue dans les pays à bouilleurs de cru, à la suite des années d'abondance. C'est ainsi qu'en Normandie, après la belle récolte des années 1883 et 1884, la plus-value du cidre a occasionné en 1884 et 1885 une moins-value importante dans la consommation de l'eau-de-vie taxée. Comment expliquer ce phénomène cu-

rieux? Simplement par cette considération que les bouilleurs de cru ayant trop de cidre, le convertirent alors en alcool et l'année suivante lancèrent en fraude cet alcool sur le marché, d'où une baisse purement apparente dans la consommation de l'alcool, et, par là même, dans le produit de l'impôt. D'une façon générale, on a calculé que la diminution du rendement de l'impôt après les années d'abondance, est de 20 % dans les pays à bouilleurs de cidre, de 12 % dans les pays à bouilleurs de marc, de 5 % dans les pays à bouilleurs de vin, et seulement de 1 % là où il n'existe pas de bouilleurs de cru. La diminution apparente qui s'est manifestée à partir de 1892 dans la consommation de l'alcool, paraît devoir être attribuée surtout à la multiplication des bouilleurs. Le nombre de ceux-ci tend toujours à devenir plus grand et, vu les bénéfices énormes de la fraude, on peut dire aujourd'hui, qu'à part la Gironde, où la grande valeur des vins met un obstacle à la fraude, tous les pays vinicoles sont devenus des pays à bouilleurs de cru. Quant à la fraude elle-même, elle revêt les formes les plus variées. A la faveur de leur privilège, les bouilleurs de cru fournissent d'abord en franchise de l'impôt, dans un rayon étendu, l'alcool nécessaire à la consommation des particuliers et aussi à la vente des débits de boissons. Les approvisionnements se faisant par bouteilles et par petits fûts, la surveillance à la circulation se trouve ainsi facilement éludée. On voit aussi des propriétaires-

bouilleurs payer leurs ouvriers partiellement en alcool, dont ceux-ci tirent parti en l'écoulant dans les débits, dans leur famille, parmi leurs amis, etc. La fraude, a-t-on dit, fait ainsi une tache d'huile dont le bouilleur est le centre. Sous le couvert de leurs immunités, beaucoup de bouilleurs fabriquent de l'alcool, non pas seulement avec les produits de leur récolte, mais encore avec des matières d'achat, telles que vins étrangers, raisins secs, figues, caroubes, etc., et se transforment ainsi, d'une façon clandestine, en bouilleurs de profession; ils font alors aux distillateurs, qui sont soumis à la surveillance et acquittent des droits considérables sur leurs produits, une concurrence aussi redoutable que déloyale, les débitants, et même les consommateurs, venant chez eux s'alimenter en fraude; il y a là, sans aucun doute, une des causes principales de la pénible situation où se trouve actuellement la distillerie française. Les bouilleurs de cru fournissent encore d'importantes quantités d'alcool qu'ils versent sur les vins en vue du dédoublement dans les lieux de consommation; cette opération, dite du vinage, très préjudiciable aux intérêts du Trésor, ne l'est pas moins à ceux de la viticulture et de l'hygiène publique. Enfin, le fait que les eaux-de-vie de vin sont impropres au vinage, pour lequel on emploie toujours des alcools d'industrie, permet la fraude, dite par substitution : un distillateur du Nord envoie dans le Midi des quantités plus ou moins considérables d'alcool d'industrie

qui restent clandestinement dans la cave d'un com-
père et qui sont remplacées par des quantités équi-
valentes d'alcool de vin; l'alcool d'industrie ainsi
expédié sert alors au vinage, et l'eau-de-vie est livrée
à la consommation.

A combien d'hectolitres peut se monter la produc-
tion des bouilleurs de cru? à quel chiffre faut-il éva-
luer l'impôt ainsi soustrait au Trésor? les deux ques-
tions n'en font en réalité qu'une bien qu'on s'attache
plus ordinairement à la seconde; en tout cas, il est
évidemment impossible d'y répondre d'une façon pré-
cise. Selon les évaluations, la production des bouilleurs
de cru varie du cinquième aux trois quarts de la pro-
duction totale (1). Le chiffre auquel on s'arrête le
plus généralement, et qui paraît d'ailleurs le plus
vraisemblable, est le tiers de la production totale.
C'est celui de M. Pascal Duprat dans l'enquête de
1880. — L'estimation des pertes encourues par le
Trésor du fait de la fraude subit les mêmes fluctua-
tions et les statistiques oscillent de 40 à 150 millions
et même davantage. En 1875, M. Léon Say évaluait
la fraude à 80 millions. La commission du budget
de 1887 ne la chiffrait qu'à 40 millions; M. Claude,

(1) V. DESBATS, *La réforme de l'impôt des boissons*, Rev. polit.
et parlam., 1894, t. II, p. 487 et 488; — FLEURY-RAVARIN, *La
réforme des boissons*, Rev. polit. et parlam., 1896, t. VII, p. 298;
— CH. DUPUY, *L'alcool et l'alcoolisme*, Rev. polit. et parlam., 1896,
t. X, p. 253; — E. BOULENGER, *La réforme des boissons*, Rev.
polit. et parlam., 1897, t. XI, p. 290; — ET. MARTIN, *op. cit.*, p. 9
et 10.

en 1887, pensait que l'impôt fraudé égalait l'impôt perçu. La Chambre de Commerce de Paris a estimé à 100 millions le montant de la fraude ; le syndicat des vins de Rouen à 180 millions ; un grand distillateur a établi, en s'appuyant sur une étude approfondie des sources de la fraude, que celle-ci allait jusqu'à 167 millions, etc. En fixant au tiers des quantités imposées la production frauduleuse des bouilleurs de cru, on trouve que 90 millions environ sont annuellement soustraits au Trésor par la fraude, et ce chiffre est certainement modéré (1).

« Le Trésor, par la diminution de ses recettes ; le commerce honnête, par la concurrence déloyale des fraudeurs ; la morale, par le mépris qu'on fait de la loi, souffrent de cet état de choses », disait M. Léon Say, au nom de la Commission extraparlamentaire de 1887. On alléguera sans doute que la possibilité de la fraude ne saurait suffire à faire condamner le privilège des bouilleurs de cru s'il se justifie en lui-même et qu'il n'y a qu'à exercer une surveillance plus étroite pour la réprimer. L'objection serait embarrassante sans les résultats par trop déplorables du privilège. Une institution ne doit pas seulement s'apprécier en théorie, mais dans son application ; si les conséquences pratiques en sont nécessairement

(1) M. P. LEROY-BEAULIEU admet lui-même que la répression de la fraude pourrait fournir 70 à 80 millions (*Economiste français*, 9 juillet 1887).

funestes à un trop haut degré, il est sage d'y renoncer. Ce n'est que sous cette réserve que l'on peut dire qu'il ne faut pas juger des principes par leur application. Autrement dit, en cette matière, comme en toutes autres, une question de mesure se trouve finalement en jeu. D'autre part, il faudrait que la répression de la fraude fût possible pour que l'on puisse se contenter de dire que le principe ne rencontre que des difficultés contingentes d'application qui ne peuvent suffire à le compromettre. Or, à cet égard, il n'est pas douteux qu'étant donnée la nature de la fraude, il ne soit impossible de la réprimer avec quelque efficacité malgré toute la vigilance des employés de la Régie. Comment en effet ceux-ci pourraient-ils exercer une surveillance sérieuse autour de la demeure d'une légion de producteurs d'alcool disséminés dans les campagnes et qu'aucun signe extérieur ne signale à leur attention ? Que peuvent faire, dans l'état actuel de notre législation, les agents de l'Administration qui voient entrer chez un particulier du cidre, des fruits ou des grains ? Il n'est pas interdit en effet aux particuliers d'acheter ces produits et les agents ne peuvent pénétrer chez eux pour s'assurer qu'ils ne les emploient pas à la fabrication de l'alcool. Sans doute la Régie peut exercer son droit de visite avec l'assistance du maire, du commissaire de police ou du juge de paix ; elle peut aussi intervenir lorsque l'alcool sort de chez le bouilleur, mais elle doit prouver, pour triompher, que l'alcool est fabriqué avec

des fruits achetés par le bouilleur et non avec ceux de ses récoltes, et, par la nature même des choses, elle est presque toujours dans l'impossibilité de le faire. On pourrait évidemment fortifier l'action de la Régie, et des propositions, que nous signalerons plus loin, ont déjà été faites en ce sens ; c'est ainsi spécialement qu'on a proposé de spécifier que ce serait désormais au bouilleur à faire la preuve que l'alcool par lui distillé provient de ses récoltes et non de matières d'achat. D'autres modifications pourraient encore être apportées dans la réglementation. Mais nous estimons que la suppression du privilège des bouilleurs de cru, si elle ne faisait pas complètement disparaître la fraude, pourrait seule la restreindre dans une large mesure en lui enlevant ses facilités. On pensera que la suppression s'impose d'autant plus, si, détruisant la base de l'objection présentée plus haut, il est établi que le principe du privilège ne se justifie pas en lui-même. C'est ce qu'il nous faut maintenant examiner.

Le prétendu privilège des bouilleurs de cru, disent ses partisans, n'est que l'exercice du droit commun ; le droit pour le récoltant de convertir en alcool les produits de sa terre, n'est qu'une simple application du droit de propriété ; il doit pouvoir produire et consommer l'eau-de-vie provenant de ses vins et de ses fruits comme le pain fait avec son blé ou la viande fournie par ses bestiaux. Tout autre principe attente au droit de propriété, à la liberté de la culture, à

celle du domicile, en un mot à toutes les « conquêtes de la Révolution » (1). La suppression des immunités des bouilleurs ne ferait d'ailleurs qu'aggraver la crise que subit actuellement l'agriculture. La distillation, en effet, permet l'utilisation de certains produits difficiles à conserver ou à transporter, ou même de déchets ; elle les rend ensuite à l'exploitation comme engrais ou les fait servir à l'élevage du bétail. A cet égard, la distillation doit être considérée comme une industrie accessoire à l'agriculture et nécessaire à sa vitalité. C'est ce que certains pays étrangers, notamment l'Allemagne (2), ont compris, d'où, chez eux, la protection des distilleries agricoles à laquelle on devrait songer chez nous au lieu de susciter de nouvelles difficultés à l'agriculture (3). La fabrication de l'alcool par les petits propriétaires constitue pour eux une source de revenus dont il serait injuste de les exproprier sans indemnité. Les bouilleurs de cru sont

(1) Chambre, séance du 13 juin 1895 (*J. Offic.* du 14, déb. parlem., p. 1690).

(2) D^r PAASCHE, *Le régime de l'alcool en Allemagne* (Rev. polit. et parlem., 1896, t. X, p. 330 et suiv.). La ruine des distilleries agricoles aurait fait grand tort à l'agriculture en Belgique. — G. LORAND, *Le régime de l'alcool en Belgique* (Rev. polit. et parlem., 1897, t. XII, p. 123).

(3) Le 25 novembre 1892, la Chambre vota une résolution invitant le Gouvernement à présenter un projet de loi organisant les distilleries agricoles. A la suite de ce vote, le Gouvernement institua une Commission extra-parlementaire qui prépara un projet que M. BURDEAU, ainsi que nous le verrons, introduisit, en le modifiant, dans son projet de réforme des boissons.

de modestes et intéressants travailleurs qu'on ne peut sacrifier aux grands distillateurs, leurs ennemis. Ce serait tuer la concurrence des petits au profit des gros que supprimer les immunités des bouilleurs (1); il se passerait alors, pour l'industrie de l'alcool, ce qui s'est passé pour l'industrie du sucre qui s'est concentrée dans quelques maisons puissantes (2), et cet état de choses ne présenterait que des inconvénients. On verrait, en effet, s'établir dans les pays de production de grandes usines où les propriétaires, renonçant à distiller eux-mêmes, porteraient leurs produits et où se confondraient dans la même chaudière les vins et fruits de toutes provenances. Que deviendraient alors nos eaux-de-vie si fines des Charentes, ou nos kirschs si estimés des Vosges ? De plus, il ne faut pas oublier que les bouilleurs de cru ne produisent que des alcools naturels et en les sacrifiant aux distillateurs de profession, on assurerait ainsi le triomphe des alcools d'industrie, et, par là même, on coopérerait à la recrudescence de l'alcoolisme. A un autre point de vue on peut dire que l'on favoriserait l'alcoolisme en poussant au cabaret des individus qui se seraient contentés de l'alcool tiré de leurs récoltes (3). Enfin, et c'est une considération qu'on ne

(1) Chambre, séance du 6 juin 1893 (*J. Offic.* du 9 juin, déb. parlem., p. 1601).

(2) Chambre, séance du 8 juin 1893 (*J. Offic.* du 9 juin, déb. parlem., p. 1637).

(3) *J. Offic.*, juin 1893, déb. parlem., p. 1776-1777.

saurait négliger, il faut tenir compte de ce fait que depuis fort longtemps la population rurale de régions entières s'adonne à la distillation des produits du sol ; dans les Charentes, c'est le vin ; en Bourgogne, c'est le marc de vendange ; dans les Vosges, ce sont les cerises et les prunes ; dans l'Ouest, le cidre. L'abolition de ce que ces populations considèrent comme un droit naturel causerait un trouble profond parmi elles et serait de nature à les désaffectionner du gouvernement qui édicterait une pareille mesure.

Les arguments présentés en faveur des bouilleurs de cru ne nous paraissent nullement concluants ; ils ne le sont pas même pour certains partisans des bouilleurs qui déclarent se prononcer pour des « raisons toutes contingentes » plutôt que pour des raisons de droit (1). Les immunités des bouilleurs ne peuvent en effet se justifier juridiquement. Quoi qu'on ait dit, elles constituent un privilège et non un droit. Quand on allègue le droit absolu du propriétaire sur sa chose, on commet une confusion. Sans doute, le propriétaire peut user comme il veut des produits de son fonds, mais la question n'est pas là ; il s'agit de savoir s'il peut convertir ses produits en demeurant exempt de la taxe, alors que les autres y sont assujettis. C'est dans cette franchise, et non dans la faculté d'user de sa chose, qu'il existe un privilège

(1) V. M. DE VERNINAC, dans son rapport déposé au Sénat le 2 mars 1896.

pour le récoltant. « Il y a, — dit M. Léon Say dans son rapport sur les travaux de la commission extraparlamentaire de 1887, — entre l'eau-de-vie d'une part, le pain et la viande d'autre part, cette différence que l'eau-de-vie est assujettie à un droit de consommation, tandis que le pain et la viande en sont exempts ». Cette situation n'est pas unique en fait, loin de là. Les planteurs de tabac ne peuvent rien détourner, pour leur usage, des plantes qu'ils cultivent sur leur sol, et sont obligés de présenter aux inspecteurs des manufactures de l'Etat le compte des pieds plantés dans leurs champs. Les propriétaires des salines ne peuvent pas soustraire le sel qu'ils fabriquent sur leur propre terrain à la surveillance des agents de l'Etat et n'ont pas le droit de le consommer sans acquitter l'impôt. On pourrait multiplier ces exemples. La conclusion s'impose : il faut astreindre les bouilleurs au paiement de l'impôt. « Comprendrait-on, — dit M. Léon Say, — que dans un pays où les impôts seraient assis sur les consommations, les propriétaires qui ne consommeraient que leurs produits en fussent exemptés? Ils profiteraient des dépenses générales sans diminuer leur jouissance ni augmenter leur peine. Ils jouiraient des avantages de toutes les dépenses publiques sans y avoir concouru ». Cela est impossible parce que cela est contraire au principe de l'égalité devant la loi et devant l'impôt. Le privilège des bouilleurs de cru est cependant la méconnaissance de ce principe fondamental. Tandis

que le petit consommateur acquitte sur l'alcool un droit très lourd, le riche producteur ne paie rien parce qu'il a déjà l'avantage d'être un producteur ! Alors que ceux qui n'ont pas le moyen d'acheter un alambic et ne possèdent pas une installation suffisante paient l'impôt parce qu'ils font distiller leurs produits chez le voisin ou par un bouilleur ambulant, celui qui a les ressources nécessaires pour installer chez lui une distillerie est affranchi de l'impôt ! (1) Ce n'est pas tout. Le privilège n'étant concédé qu'à certains récoltants, on crée pour les uns une situation de faveur qu'on refuse aux autres. C'est ainsi que les distillateurs de betteraves, de pommes de terre, de grains, soumis à l'exercice et à l'impôt quoique distillant les produits de leurs fonds et alors même qu'ils ne préparent que des flegmes impropres à la consommation, sont devenus les adversaires naturels des bouilleurs de cru : de là, la lutte du Nord contre le Midi (2). On a proposé, il est vrai, de faire participer ces distillateurs aux immunités des bouilleurs,

(1) Cela résulte de l'art. 90 de la loi du 28 avril 1896 cité plus haut : le récoltant qui fait distiller au dehors doit payer les droits ou se soumettre à l'exercice. V. Cass., 5 juillet 1877, S., 1877, I, 391. *Adde* circ. 30 octobre 1857.

(2) Les pays du Midi paraissent aujourd'hui consentir à l'exercice des bouilleurs, à condition que l'on opère le dégrèvement des boissons hygiéniques. Mais, phénomène curieux, ce sont maintenant les départements non vinicoles (H^{te}-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Haute-Saône), pour qui le privilège n'était pas fait à l'origine, qui défendent ce privilège.

mais l'assimilation ne peut se défendre. Comment distinguerait-on alors le bouilleur de cru des bouilleurs de profession ? Quand la distillation s'applique aux vins ou aux cidres, il est facile de faire cette distinction parce que les formalités imposées à la circulation des boissons signalent ceux qui se sont procuré les produits à distiller par voie d'achat ; mais comme il n'existe pas de formalités équivalentes pour les betteraves, les pommes de terre et les grains, la Régie serait à peu près impuissante à prouver que le distillateur emploie d'autres matières que celles de son fonds (1). Toutefois, si la distinction s'explique pratiquement, elle n'en reste pas moins injustifiable en équité, et, au nom de l'égalité, l'assimilation nous paraît devoir s'imposer dans le sens d'une sujétion générale à l'impôt. « S'il est un principe fiscal, — dit M. Léon Say, — qui soit généralement admis et qui ait été appliqué dans la mesure la plus large dans tous les temps et dans tous les pays ; c'est que les taxes de consommation doivent être universelles. On les a même employées dans les temps de privilège, pour atteindre les citoyens qui étaient par-

(1) On peut encore dire, à l'appui de la distinction, qu'un grand nombre de bouilleurs de vin, cidre, etc., ne fabriquant, avec des appareils très simples, que pour leur consommation personnelle, la distillation n'est pour eux que l'accessoire de l'exploitation agricole, tandis que les distillateurs de betteraves, qui ont de véritables usines où se fabriquent de grandes quantités d'alcool, sont des industriels et non des agriculteurs.

venus à se soustraire aux impôts directs. Les impôts de consommation frappent les produits indépendamment de leur origine et du mode de leur production. Qu'ils soient consommés sur place par celui-là même qui les a créés chez lui, dans son domaine, ou qu'ils entrent n'importe dans quel lieu ou n'importe comment, dans la consommation de celui qui les achète, les objets et les denrées frappés du droit de consommation sont assujettis à l'impôt. Le nom même d'impôt de consommation montre qu'il ne s'agit ni d'un droit sur le commerce, ni d'un droit sur la vente, ni d'une taxe sur la circulation. C'est comme un prélèvement qui se fait au profit de l'Etat sur ce qui se consomme. » Pour tenir en échec des principes aussi certains, il faudrait autre chose que des raisons contingentes dont la valeur intrinsèque est d'ailleurs fort contestable. On dit que le privilège encourage l'agriculture. Admettons-le. Mais est-il nécessaire de l'encourager spécialement grâce à un procédé qui incite à la fraude et favorise l'alcoolisme? On invoque l'exemple de l'Allemagne qui protège les distilleries agricoles; on oublie ainsi qu'un impôt de consommation ne doit pas considérer la personne du producteur mais celle du consommateur. D'ailleurs, on peut opposer à l'Allemagne la Norvège (1) et la Belgique (2), qui, en présence des ravages de l'alcoo-

(1) BERNER. *Le régime de l'alcool en Norvège* (Rev. polit. et parlem., 1896, t. X, p. 397).

(2) Discours de M. LE JEUNE à la Société des Prisons.

lisme, ont renoncé à venir par de tels moyens au secours de l'agriculture. En vain également cherche-t-on à représenter les bouilleurs comme de petits propriétaires auxquels les ressources de la distillation sont indispensables. Leurs immunités ne sauraient leur procurer des bénéfices appréciables que s'ils en abusent au mépris de la loi puisqu'on ne peut chiffrer à une somme importante le montant de leur consommation familiale et que, s'ils livrent de l'alcool en dehors, ils deviennent aussitôt passibles de l'impôt. L'intérêt de l'hygiène publique allégué en faveur des bouilleurs de cru ne nous paraît pas engagé non plus dans le sens du privilège. Sans doute on a remarqué que l'alcoolisme ne sévissait que depuis l'apparition des alcools d'industrie, et l'on a fait observer que les bouilleurs de cru ne produisent que des alcools naturels. Mais s'il est vrai, comme nous le pensons, que l'alcool d'industrie soit plus nocif que l'alcool naturel, il n'en résulte nullement qu'il en faille propager l'usage (1). C'est d'ailleurs plutôt la quantité que la qualité de l'alcool consommé qui est la cause directe de l'alcoolisme. Enfin les alcools des bouilleurs, malgré leur origine, n'en restent pas moins dangereux, attendu que les appareils imparfaits généralement employés pour leur

(1) Dans la théorie de M. DAREMBERG que nous avons signalée plus haut, ce serait l'alcool des bouilleurs de cru qui serait même le plus nuisible, d'où la nécessité encore plus impérieuse de supprimer alors le privilège.

production laissent subsister de nombreuses impuretés préjudiciables à la santé publique (1). Quant à prétendre que l'abolition du privilège pousserait au cabaret des individus qui aujourd'hui consomment chez eux, c'est faire, sous une forme déguisée, l'apologie de l'alcoolisme familial ! Il n'est pas démontré, du reste, que ces individus préféreraient l'alcool du débitant à celui de leur fabrication. Loin de favoriser l'alcoolisme, nous estimons que la suppression du privilège des bouilleurs serait de nature à l'entraver, en tarissant la source de la production frauduleuse. A tous égards, en un mot, cette suppression nous paraît nécessaire. Les considérations électorales elles-mêmes, en admettant qu'on en doive tenir compte, ne nous semblent pas s'opposer à la réalisation de la réforme puisque les bouilleurs de cru, ayant de très nombreux ennemis, on regagnerait dans la sympathie des uns ce que l'on perdrait dans celle des autres !

Dans aucun autre pays, la question des bouilleurs de cru ne présente un caractère aussi aigu qu'en France, quoiqu'on y puisse produire plus d'alcool que chez nous. Cela tient à la diversité infinie de nos cultures, au morcellement de la propriété foncière, à la division extrême de la fabrication de l'alcool. Plusieurs pays étrangers, au contraire, ont tendu, au

(1) Ils emploient en outre trop souvent, et en fraude de la loi, des matières inférieures telles que figes, dattes, caroubes, sorghos, clochettes, etc.

cours de ce siècle, à limiter la production de l'alcool à quelques établissements immenses, et il convient de citer, avant tout, l'Angleterre, dont la législation a eu pour objectif de concentrer toute la fabrication dans dix ou onze distilleries, soumises à un « régime de fer » (1). Il faut avouer que cette conception présente l'avantage de simplifier la perception de la taxe et d'entraver la fraude en rendant la surveillance beaucoup plus aisée.

Les plaintes contre le régime de faveur des bouilleurs de cru remontent presque à son origine. En 1819, effrayé des progrès de la fraude, M. de Barante, alors directeur général des contributions indirectes, déclarait que : « le droit de consommation, jusqu'à présent si productif, va bientôt se trouver frappé, dans certaines provinces, d'une nullité presque absolue. » Les agents du fisc n'ont pas cessé, depuis, de signaler les abus auxquels donne lieu le privilège, et ces abus paraissent devoir s'accroître encore par suite du nombre toujours croissant des matières utilisables et de la reconstitution de notre vignoble. A ceux que préoccupent nos intérêts financiers se sont joints tous ceux qui, à titres divers, sont intéressés à la suppression du privilège : grands distillateurs soumis à l'exercice, débitants de boissons lésés par

(1) En Norvège, une loi de 1840 fit tomber le nombre des distilleries de 1.387 à 40 en 1850 ; aujourd'hui, il n'y a plus que 20 distilleries environ. BERNER, *Le régime de l'alcool en Norvège* (Rev. polit. et parlam., 1896, t. X, p. 397).

la concurrence des bouilleurs, cultivateurs qui trouvent dans la distillation des betteraves, des pommes de terre et des grains, un débouché rémunérateur pour leurs produits, etc. (1). Nous n'avons pas à apprécier ici tous ces petits côtés de la question. Nous n'invoquerons que l'intérêt fiscal qui, d'accord avec les principes élémentaires de l'égalité devant l'impôt, suffit d'ailleurs à justifier la nécessité d'une réforme. Mais, que doit être cette réforme?

La première pensée qui vient à l'esprit est d'assimiler la situation des bouilleurs de cru à celle des bouilleurs de profession, et spécialement de les soumettre à l'exercice. Cette solution répond seule à l'idée d'égalité. On peut d'ailleurs considérer qu'elle constitue l'unique remède qui soit proportionné à l'étendue du mal, le nombre des bouilleurs allant toujours grandissant et les matières par eux employées se multipliant chaque jour davantage : c'est ainsi que la culture des arbres fruitiers qui n'avait, il y a vingt-cinq ans, qu'une importance secondaire, s'est développée rapidement, que la distillation des marcs et des lies, autrefois inutilisés, a pris une extension considérable, etc. L'exercice rencontre cependant de

(1) M. CLAUDE en 1887, M. MAUJAN en 1891, concluaient à la suppression du privilège des bouilleurs de cru. Un certain nombre de conseils généraux se sont encore fait récemment l'écho des plaintes des populations. V. aux annexes du rapport de M. GUILLEMET la liste des conseils généraux ayant émis des vœux pour ou contre la suppression du privilège des bouilleurs de cru.

nombreux adversaires, même parmi ceux qui se prononcent contre le privilège des bouilleurs de cru. On fait observer qu'à l'heure où l'on songe à supprimer l'exercice pour les débitants, il est singulier qu'on pense à y soumettre 600.000 bouilleurs; il en résulterait, dit-on, si ces réformes se réalisaient, que dans un de ces villages où tous les habitants sont bouilleurs, le débitant, aujourd'hui exercé, deviendrait peut-être le seul qui serait exempt de l'exercice auquel tous les autres habitants seraient désormais assujettis ! On fait enfin ressortir les difficultés d'une surveillance s'étendant à d'aussi nombreux individus. Sans se montrer enthousiaste de l'exercice, on peut estimer qu'il n'y a pas lieu de le bannir de notre régime fiscal. Si, comme le dit Montaigne, « les lois ne peuvent subsister sans quelque mélange d'injustice, » cela est plus vrai encore s'il ne s'agit que des quelques inconvénients qu'elles entraînent toujours à leur suite. Au reste, l'exercice est la base inévitable d'un certain nombre de nos impôts; c'est notamment le fondement des douanes. Que signifie, en conséquence, une suppression qui ne pourra jamais être que partielle ? D'autre part, on peut croire qu'on s'exagère les difficultés d'application de l'exercice à raison du nombre des assujettis (1), et on ne tient pas assez compte de ce fait que les bouilleurs se multiplient

(1) Ce qui est difficile, c'est la répression de la fraude avec le maintien du privilège des bouilleurs.

par suite même des avantages du privilège, mais qu'ils diminueront aussitôt si ce privilège vient à être supprimé.

Quoi qu'il en soit, il n'en n'est pas moins vrai que l'exercice des bouilleurs a déjà fonctionné normalement chez nous. La loi du 2 août 1872 soumit les bouilleurs de cru à la législation appliquée aux distillateurs de profession, par conséquent à l'exercice. Les bouilleurs de cru étaient, en outre, astreints aux déclarations d'appareils. Mais ils étaient exempts de la licence et affranchis de l'impôt général de consommation dans la limite de 40 litres d'alcool concédés à titre de consommation familiale, chiffre qui fut d'ailleurs réduit à 20 litres par la loi du 20 mars 1874. Ce régime dura jusqu'à la loi du 14 décembre 1875, qui vint rétablir le privilège. Quels enseignements faut-il tirer de cette application de l'exercice ? Nous croyons que le résultat fiscal en a été excellent et qu'il invite à une nouvelle expérience. Dans les années 1870, 1871, 1872, le nombre des hectolitres d'alcool imposés fut de 2.651.470 hectolitres.

1870.....	882.790 hect.	}	2.651.470 h.
1871.....	1.013.216 —		
1872.....	755.464 —		

Les années 1873, 1874, 1875, accusèrent au contraire 2.924.092 hectolitres.

1873.....	934.450 hect.	}	2.924.092 h.
1874.....	970.590 —		
1875.....	1.019.052 —		

Soit une différence de 272.622 hectolitres en faveur de la période de l'exercice. Si l'on multiplie ce dernier chiffre par 156 fr. 25, montant de l'impôt, on trouve une différence de 40 millions environ dans le produit total de l'impôt. On prétend, il est vrai, que la statistique ainsi établie est erronée. L'année 1872, dit-on, doit figurer dans la période du nouveau régime parce que la loi du 2 août a été appliquée à la récolte de 1872; or, si l'on calcule ainsi, les indications de la statistique se trouvent renversées, les quantités imposées tombant de 1.013.216 hectolitres à 755.464 hectolitres. Cela serait à peu près exact si la loi avait eu un effet immédiat; mais il ne pouvait en être ainsi, car en 1872, les débitants, menacés de la suppression du privilège ont dû, en effet, s'approvisionner frauduleusement avant le vote de la loi et, après le vote, les bouilleurs de cru ont dû ralentir leur distillation et se borner à écouler en fraude l'alcool de l'année précédente. Les effets de la loi n'ont pu se faire sentir qu'en 1873, alors que les débitants ne trouvant plus à s'approvisionner aussi facilement chez les bouilleurs, se sont vus obligés de s'adresser aux distillateurs, d'où progression de l'impôt par suite de la difficulté de la fraude. L'influence de la législation nouvelle ressort encore de ce fait que les quantités imposées, avec le rétablissement du privilège tombent, en 1876, à 1.000.182 hectolitres, alors qu'elles étaient de 1.019.052 hectolitres en 1875. Cette baisse ne provient pas, comme on l'a prétendu, de

ce que la récolte de 1875 fut exceptionnellement abondante et celle de 1876 très mauvaise. Si la récolte de 1875 a été abondante, les producteurs ont dû, en effet, brûler davantage, d'autant plus qu'ils n'étaient pas sans pressentir l'abrogation de la loi de 1872; ayant reconstitué leurs approvisionnements, ils ont pu, en 1876, écouler en fraude leur alcool chez les débitants, et de là un fléchissement des quantités imposées. On insiste et l'on dit que l'augmentation de la période 1873-1875 ne prouve rien en faveur de l'exercice puisque l'augmentation a repris après 1876 et a été toujours s'accroissant. Cela est vrai, mais il convient de remarquer qu'en 1876, 1878 et 1879 on se mit, pour compenser les pertes résultant de la suppression du privilège, à réglementer sérieusement les distilleries (1). En réalité, il est difficile de nier les conséquences financières de la loi de 1872. L'augmentation du rendement de l'impôt nous paraît certaine. On a calculé qu'il y avait eu 47 % d'augmentation dans les départements à bouilleurs de cru, et 8 % dans les départements à alcool d'industrie. Le Gouvernement a reconnu lui-même les avantages fiscaux de l'exercice. En 1872, M. Magne, ministre des finances, disait : « La loi sur les bouilleurs de cru a produit des effets extraordinaires; avec cette loi, j'ai du pain sur la planche, et un ministre des finances n'est

(1) D., 26 août 1876, 18 juillet 1878, 20 juillet 1878, 18 septembre 1879, 19 septembre 1879, 15 avril 1881.

heureux que lorsqu'il a du pain sur la planche. » D'autre part, M. Léon Say, ministre des finances, lors de la discussion de la loi de 1875, déclarait : « Nous avons mis la main sur une quantité qui nous a permis d'encaisser 40 millions de plus. » Ce chiffre serait évidemment dépassé aujourd'hui, car il n'y avait que 280.000 bouilleurs en 1873-1875.

Néanmoins, ce n'est pas vers le rétablissement de l'exercice que le mouvement de réforme paraît se dessiner, mais vers un système transactionnel poursuivant la répression de la fraude, sans exiger les rigueurs de l'exercice. Les opinions, à cet égard, sont d'ailleurs très partagées. Nous n'indiquerons que celles qui se sont fait jour au cours des dernières années (1).

Dans une proposition déposée à la Chambre, le 3 mars 1894, M. le Dr Lannelongue, après avoir déclaré qu'il ne faut pas songer à supprimer le privilège des bouilleurs de cru, demande l'établissement dans les communes à bouilleurs de cru, d'une commission chargée de déterminer la quantité d'alcool produite et vendue par chaque propriétaire et de recevoir les

(1) Rappelons néanmoins que M. LÉON SAY, au nom de la Commission extraparlamentaire de 1887, proposait : 1° d'exiger des déclarations préalables de tous les bouilleurs de cru ; 2° d'abolir le privilège des bouilleurs de cru en ce qui concerne la surveillance, et de ne leur accorder franchise d'impôt que sur une quantité d'alcool de 10 litres ; 3° de surveiller la fabrication, la vente et l'emploi des alambics et autres appareils propres à la distillation.

déclarations des intéressés, sauf vérification, s'il y a lieu, de la part de la commission. Ce régime ne fonctionnerait que dans les communes rurales. Dans celles où la population agglomérée excède 2.000 habitants, les bouilleurs seraient assimilés aux autres distillateurs dans le périmètre de l'octroi, et s'il n'existe pas d'octroi, dans la partie du territoire de la commune occupée par l'agglomération et qui serait déterminée par un règlement d'administration publique. Vingt litres d'alcool pur seraient attribués à chaque exploitant pour sa consommation. Pour intéresser le budget municipal à l'imposition, une remise de 10 % serait accordée aux communes sur le territoire desquelles l'alcool des bouilleurs aurait été fabriqué ou vendu.

Le projet de M. Burdeau, en 1894, repose sur l'organisation des distilleries agricoles réclamée par la Chambre en 1892. Sont, d'après le projet, considérés comme distillateurs agricoles ceux qui mettent exclusivement en œuvre des produits de leur sol et qui emploient les résidus de la fabrication à la nourriture des animaux, et le fumier provenant de ceux-ci, à la fumure de leurs terres. Il leur serait alloué, au cas où ils produiraient moins de 1.000 hectolitres, une détaxe sur l'impôt que payent les autres producteurs d'alcool. Les bouilleurs de cru, c'est-à-dire ceux qui distillent les vins, cidres, poirés, lies, marcs, cerises et fruits provenant de leur récolte, seraient assimilés aux distillateurs agricoles et di-

visés en trois catégories suivant l'importance de leur fabrication et auraient droit à des remises de 25, 12 et 8 % en proportion inverse de la quantité par eux fabriquée. Les bouilleurs produisant plus de 100 hectolitres seraient considérés comme bouilleurs de profession. Tout bouilleur de cru serait tenu de déclarer la quantité d'alcool qu'il distille, déclaration qui serait, comme dans la proposition du Dr Lannelongue, soumise à la vérification d'une commission. Des amendes sanctionneraient les fausses déclarations. Les communes seraient intéressées à la perception des droits. Enfin, 10 litres d'alcool seraient accordés aux bouilleurs à titre de consommation familiale.

L'idée fondamentale du projet présenté en 1894 par M. Poincaré, ministre des finances, consiste dans la distinction, déjà proposée d'ailleurs, des bouilleurs de cru en deux classes. Seraient considérés comme distillateurs industriels, et soumis à l'exercice, les bouilleurs exerçant la profession de débitant ou de marchand en gros, ainsi que ceux possédant, soit un alambic d'une capacité supérieure à 500 litres, soit un appareil de distillation à marche continue pouvant distiller en 24 heures plus de 200 litres de liquide fermenté. Les petits bouilleurs, c'est-à-dire ceux auxquels les dispositions qui précèdent ne peuvent s'appliquer, continueraient à jouir d'une pleine liberté. Toutefois, pour prévenir la fraude, tout récoltant qui recevrait du dehors en quantité

manifestement supérieure à la consommation de son ménage, des raisins, fruits, mares, etc., ne pourrait conserver ses immunités que s'il faisait la preuve que les matières par lui distillées proviennent exclusivement de sa récolte.

Dans son projet sur la réforme des boissons, présenté aux Chambres en 1895, M. Ribot déclarait vouloir résoudre la question des bouilleurs de cru en se ralliant aux mesures proposées par M. Léon Say, au nom de la Commission extraparlamentaire de 1887, mais en les combinant avec une distinction entre les grands et les petits bouilleurs. Nous avons déjà signalé, à d'autres égards, l'importance de ce projet qui n'a pas abouti, il est vrai, mais qui, modifié par nos Assemblées législatives, a été de nouveau présenté au Parlement par M. Cochery, en 1898. Ce projet, dans son dernier état, résumant le mieux les tendances actuelles, nous croyons devoir en reproduire les principales dispositions :

« Art. 1^{er}. — Nul ne peut se livrer à la fabrication
« des eaux-de-vie, esprits et alcools de toute nature ;
« ni, en vue de la distillation, préparer des macé-
« rations de grains, de matières farineuses ou amy-
« lacées, ou mettre en fermentation des matières
« sucrées ; ni procéder à aucune opération chimique
« ayant pour conséquence une production directe ou
« indirecte d'alcool, sans avoir préalablement fait la
« déclaration au bureau de la régie.

« Art. 2. — Sont considérés comme bouilleurs de

« cru, les propriétaires ou fermiers qui distillent les
« vins, cidres, poirés, lies, marcs, cerises, prunes,
« pêches, prunelles, hydromels et mûres de ronces
« provenant exclusivement de leur récolte. — Sera
« toutefois considéré comme bouilleur de profession,
« tout bouilleur exerçant la profession de débitant
« ou de marchand en gros de boissons. Il est fait, à
« l'égard des bouilleurs de cru, une distinction sui-
« vant la nature et la capacité des appareils servant
« à la distillation. — Ceux qui font usage d'appareils
« à marche continue, pouvant distiller par vingt-quatre
« heures plus de 200 litres de liquide fermenté,
« d'appareils chauffés à la vapeur ou d'alambics
« ordinaires d'une contenance totale supérieure à
« 5 hectolitres, sont soumis au régime des bouilleurs
« de profession. Il leur est toutefois accordé une allo-
« cation en franchise de 20 litres d'alcool pur par
« producteur et par an, pour consommation de
« famille. — Ceux qui n'emploient que des alambics
« ordinaires, d'une contenance totale n'excédant pas
« 5 hectolitres, ou des appareils à marche continue
« ne pouvant distiller par vingt-quatre heures plus
« de 200 litres de liquide fermenté, continuent à être
« affranchis de l'exercice et de toute visite ou vérifi-
« cation des agents de la régie, conformément à la
« loi du 14 décembre 1875. — Toute fabrication de
« leur part donne lieu à une déclaration qui sera
« faite à la recette ruraliste vingt-quatre heures à
« l'avance, et qui indiquera le lieu, la date et l'heure

« de l'opération, sa durée approximative, la nature
« et la quantité des matières mises en œuvre et leur
« rendement présumé en alcool. — Dans les vingt-
« quatre heures qui suivront l'achèvement de l'opé-
« ration, ils seront admis à faire une déclaration
« rectificative, indiquant les quantités d'alcool réel-
« lement fabriquées.

« Art. 3. — Toute quantité n'excédant pas vingt
« litres d'alcool pur par producteur et par an est
« affranchie de la prise en charge. Le surplus est,
« au gré du bouilleur, soumis immédiatement à l'im-
« pôt avec paiement facultatif par quart dans le
« délai d'un an, ou bien pris en charge à un compte
« qui sera réglé à la fin de la campagne, sans qu'il
« y ait lieu à vérification, sauf le cas prévu par l'ar-
« ticle 237 de la loi du 28 avril 1816. Le bouilleur de
« cru pourra conserver, d'année en année, le crédit
« de l'impôt sur les quantités qu'il déclarera rester
« en sa possession, en bénéficiant de l'allocation an-
« nuelle de vingt litres pour consommation de
« famille et de la déduction ordinaire pour déchet.
« Le bouilleur ayant distillé dans l'année plus de
« cent litres d'alcool pur devra justifier de l'existence
« des quantités dont il demandera le report. — Tout
« récoltant qui aura reçu du dehors des matières
« alcoolisables ne conservera les immunités résér-
« vées aux bouilleurs récoltants que pour les matières
« qu'il justifiera provenir exclusivement de sa récolte.
« — Pendant les périodes de chômage, les appareils

« appartenant aux bouilleurs de cru seront mis hors
« d'usage suivant des procédés déterminés par des ar-
« rêtés ministériels. Cette disposition est applicable
« aux alambics mobiles.

« Art. 4. — Il est interdit à tout propriétaire bouil-
« leur de cru de laisser volontairement sortir de ses
« celliers, de son habitation et de ses dépendances,
« une quantité quelconque d'alcool ou d'eau-de-vie
« lui appartenant ou dont il aurait été, à quelque
« titre que ce soit, détenteur ou dépositaire, sans en
« avoir fait la déclaration à la recette buraliste (1). —
« Indépendamment des pénalités édictées par la pré-
« sente loi, tout bouilleur de cru qui sera convaincu
« d'avoir fait des déclarations inexactes, celui qui
« aura enlevé ou laissé enlever de chez lui des spiri-
« tueux sans expédition, perdra, pour toute la durée
« de la campagne en cours et de la campagne sui-
« vante, le bénéfice des avantages attachés à sa
« situation de récoltant et devra, pour ses opérations
« ultérieures, se soumettre aux obligations imposées
« aux bouilleurs de profession.

« Art. 5. — Lors de la première déclaration de
« fabrication, les producteurs devront déclarer les

(1) Aujourd'hui, le bouilleur de cru qui livre les eaux-de-vie en fraude ne peut être poursuivi que si les agents ont vu ces eaux-de-vie sortir de son domicile. Une fois l'enlèvement effectué, le transporteur seul court le risque d'une saisie. L'art. 4 du projet a pour objet de solidariser le vendeur et l'acheteur en vue de la répression.

« quantités d'alcool existant dans la brûlerie, le ma-
« gasin ou le dépôt de vente. Ces quantités seront
« prises en charge à leur compte, sous déduction :
« 1^o de celles pour lesquelles le paiement antérieur
« des droits sera justifié; 2^o de vingt litres d'alcool
« pur alloué pour consommation de famille, sans
« préjudice de l'allocation prévue à l'article 3. — Les
« quantités ainsi déduites de la prise en charge
« seront suivies seulement pour mémoire. — Il ne
« sera pas ouvert de compte aux bouilleurs qui de-
« manderont à acquitter immédiatement l'impôt.

« Art. 6. — Tout détenteur d'appareils ou de por-
« tions d'appareils propres à la distillation d'eau-de-
« vie ou d'esprit est tenu de faire au bureau de la
« régie une déclaration énonçant le nombre, la na-
« ture et la capacité de ces appareils ou portions
« d'appareils.

« Art. 7. — Les producteurs qui veulent faire
« usage d'un alambic de louage ou d'emprunt, soit
« chez eux, soit en dehors de leur domicile, sont
« tenus de faire les déclarations prévues aux articles
« 1 à 6 de la présente loi. — Toutes les dispositions
« relatives aux producteurs qui opèrent avec un
« alambic à eux appartenant leur sont également
« applicables. Toutefois, s'ils opèrent avec un alam-
« bic ambulat, ils bénéficient, quelle que soit la
« capacité de cet alambic, des dispositions applica-
« bles aux bouilleurs de cru qui font usage d'alambics
« ordinaires d'une capacité n'excédant pas 5 hecto-

« litres. — Les bouilleurs de cru qui font transporter
« les produits de leur distillation dans des caves ou
« magasins séparés de la brûlerie par la voie publi-
« que bénéficieront, au même titre que les bouilleurs
« de cru distillant chez eux, de l'allocation de vingt
« litres pour consommation de famille, et ne seront
« astreints que pour le surplus à la prise en charge,
« conformément à l'article 90 de la loi du 28 avril
« 1816. »

Les articles 8 à 12, 34 et 35 du projet contiennent enfin diverses dispositions ayant pour but, d'une façon générale, de prévenir ou de réprimer la fraude.

« Art. 12. — Les contraventions aux articles 1 à 10
« de la présente loi sont punies d'une amende de
« 500 à 5.000 francs, indépendamment de la confis-
« cation des appareils et boissons saisis et du rem-
« boursement des droits fraudés. — En cas de réci-
« dive, l'amende sera doublée. — Les mêmes peines
« seront applicables à toute personne convaincue
« d'avoir facilité la fraude ou procuré sciemment les
« moyens de la commettre. — Les dispositions des
« articles 222, 223, 224 et 225 de la loi du 28 avril
« 1816, relatives à l'arrestation et à la détention des
« contrevenants, sont applicables à toute personne
« qui aura été surprise fabriquant de l'alcool en fraude
« et à tout individu transportant de l'alcool sans
« expédition. »

Le projet de M. Ribot, tout en réunissant un grand nombre de suffrages, a rencontré des adversaires dé-

terminés. Si nous laissons de côté les multiples critiques de détail que ses diverses dispositions ont soulevées, nous pouvons ramener à trois les points les plus discutés de la réforme. Le nouveau régime, a-t-on dit, institue d'une façon déguisée l'exercice des bouilleurs de cru ; or, loin d'étendre ce procédé vexatoire, il faut songer à le faire disparaître de notre système fiscal. A notre avis, l'objection n'est pas pertinente. On peut d'abord faire de très légitimes réserves sur la critique du principe même de l'exercice. Des milliers de propriétaires dans le Nord et l'Est qui ne font que quelques litres d'eau-de-vie avec les grains provenant de leur récolte sont soumis à l'exercice ; pourquoi, dans ces conditions, avoir à l'égard des uns des scrupules qu'on n'a pas vis-à-vis des autres ? De plus, le projet Ribot n'établit pas véritablement l'exercice. Ce qu'on qualifie d'exercice, c'est le droit, pour les agents du fisc, de pénétrer à tout instant chez l'assujetti, même dans son domicile privé, pour s'y livrer aux recherches et constatations qu'ils jugent utiles. Or, tel n'est pas le procédé consacré par le projet ; celui-ci n'organise qu'une simple surveillance à la fabrication. La distinction proposée entre les grands et les petits bouilleurs est au contraire plus critiquable. Elle ne répond pas d'abord aux principes d'une stricte égalité. Elle donne ensuite une pleine liberté aux petits bouilleurs qui sont les plus nombreux et, par conséquent, les plus dangereux pour le Trésor. Enfin, elle ne se recommande

point d'un criterium suffisamment sûr : si la loi s'attache, en effet, à la capacité des alambics, il est à craindre que les détenteurs de grands appareils ne modifient aussitôt leur outillage; si l'on a égard au perfectionnement des alambics, on ne tient pas assez compte de ce fait que le même appareil, selon la manière dont il est mené, peut produire des quantités d'alcool fort différentes. — De sérieuses objections peuvent aussi être adressées à la franchise de 20 litres d'alcool pur accordée à titre de consommation familiale, franchise qui n'existait d'ailleurs pas dans le projet primitif de M. Ribot et qui est l'œuvre des Chambres. Au point de vue fiscal, cette exemption risque d'être désastreuse. D'abord il est à prévoir que les propriétaires qui, aujourd'hui, peuvent en fraude se fournir d'alcool chez les bouilleurs, se mettront à fabriquer eux-mêmes leur alcool quand la fraude sera rendue plus difficile; on n'aura fait ainsi qu'augmenter le nombre des bouilleurs de cru au détriment du fisc. Ensuite, il est à peu près certain, l'expérience l'a démontré, que les bouilleurs déclareront pour la plupart ne fabriquer que vingt litres d'alcool. Sous le régime de la loi de 1872 qui permettait de produire et de consommer quarante litres d'alcool, 241.900 bouilleurs sur 278.000 déclarèrent ne fabriquer que cette quantité, et quand, en 1874, le chiffre fut réduit à vingt litres, 224.000 bouilleurs sur ces 241.900 déclarèrent aussitôt ne fabriquer que vingt litres ! Au point de vue hygiénique, enfin, nous

rappellerons que c'est surtout dans les pays à bouilleurs de cru que sévit l'alcoolisme; accorder une franchise qui portera sur un chiffre énorme d'hectolitres d'alcool, c'est favoriser l'intoxication des campagnes; ce n'est pas donner une prime à l'agriculture, mais une prime à l'alcoolisme. Le jour où le paysan bouilleur de cru devra payer l'impôt pour toute quantité d'eau-de-vie qu'il fabrique et consomme, ne peut-on pas croire au contraire qu'il sera près de renoncer à ses funestes habitudes?

La tendance actuelle est donc de réglementer et non de supprimer le privilège des bouilleurs de cru. Tout en trouvant cette solution insuffisante, nous ne méconnaissions point que le projet de M. Ribot constituerait un réel progrès sur l'état de choses existant, aussi souhaitons-nous de le voir enfin aboutir. Nous le désirons d'autant plus vivement que son application ne tarderait guère à démontrer la nécessité de faire encore un pas en avant pour adopter le système de l'exercice, seul logique et égalitaire.

SECTION IV

Le monopole

La surtaxe jointe à la suppression du privilège des bouilleurs de cru donnerait des recettes dont on peut

discuter le montant mais non la certitude (1). D'autre part, avec le but que nous avons assigné à la taxation de l'alcool, il est non moins certain que ces recettes sont destinées, dans un avenir plus ou moins éloigné, à disparaître et même à faire place à un déficit dans notre budget, à supposer que la cause de l'antialcoolisme vienne enfin à triompher. Sans doute, nous l'avons dit, cette échéance est encore éloignée (surtout si l'on prend soin de ne pas absorber les recettes par des dégrèvements inconsiderés) et cet éloignement permettra de prendre les mesures les plus propres à maintenir l'équilibre budgétaire, mais enfin elle peut, elle doit arriver. L'hygiène en sera évidemment satisfaite, mais nos finances ne pourront-elles se trouver dans un cruel embarras? On a cherché et on a cru trouver la conciliation des deux intérêts en présence dans l'établissement d'un monopole au profit de l'État.

Le monopole, a-t-on dit, répond d'abord aux préoccupations hygiéniques puisque l'alcool livré au public serait évidemment, sous ce régime, de meilleure qualité. De plus, il présente d'incontestables avantages financiers. Son application fournirait en effet des recettes considérables qui autoriseraient la sup-

(1) M. P. LEROY-BEAULIEU estime qu'une surtaxe de 40 à 50 fr., la suppression du privilège des bouilleurs de cru, quelques mesures répressives de la fraude et le relèvement des licences produiraient une recette de 120 à 130 millions (*Tr. de la science des finances*, p. 684).

pression d'un certain nombre d'impôts particulièrement critiqués.

Sans aucun doute, le monopole peut, au point de vue hygiénique et fiscal, donner de bons résultats, mais cela ne suffit pas pour trancher la question en sa faveur. Il faut voir encore si ses avantages ne sont pas compensés par ses inconvénients. Or, à cet égard, nous estimons qu'il n'y a pas lieu d'adopter le monopole, du moins quant à présent. Si nous faisons cette restriction, c'est que la somme des avantages ou des inconvénients du monopole étant susceptible de varier suivant les circonstances, il se pourrait que les événements viennent démontrer dans l'avenir la nécessité de l'application du monopole; mais, dans l'état actuel des choses, cette démonstration ne nous paraît pas établie.

Le principal mérite du monopole serait, à nos yeux, ses vertus hygiéniques s'il était prouvé qu'il est, comme on l'a dit, le filtre protecteur indispensable de la santé publique, et si l'alcoolisme était dû plus à la qualité qu'à la quantité d'alcool consommé. Quoi qu'il en soit, nous convenons qu'aboutir à l'épuration de l'alcool livré à la consommation est évidemment un but qu'il convient de se proposer (1). L'Académie de médecine a émis un vœu formel en

(1) L'expression « épuration » est plus compréhensive que celle de « rectification » généralement employée; on désigne en effet, par rectification, un procédé spécial d'épuration de l'alcool, alors qu'il en existe d'autres.

ce sens, et tous les hygiénistes s'accordent à en demander la réalisation. Mais, pour cela, le monopole est-il nécessaire? le remède nous paraît excessif. Les falsifications de denrées sont, à notre époque, d'un usage commercial malheureusement trop fréquent; on se plaint tous les jours de celles du vin, du vinaigre, du lait, etc. Demande-t-on le monopole pour les réprimer? où s'arrêterait-on en effet dans cette voie? entre le régime actuel et le monopole, il y a place pour un système intermédiaire et, en présence des inconvénients, à notre avis indiscutables, du monopole, il convient, en bonne logique, d'en faire un essai sérieux avant d'adopter les résolutions extrêmes. Il ne rentre pas dans l'objet de cette étude d'examiner la réglementation hygiénique qu'il serait désirable d'imposer à l'alcool; toutefois, nous ne pouvons négliger d'en dire quelques mots, ne serait-ce que pour justifier cette proposition qu'il existe un moyen terme, dont on ne discute d'ailleurs que l'efficacité, entre l'état des choses actuel et le monopole.

Ce moyen terme consiste à rendre obligatoire, sous le contrôle de l'État, l'épuration des alcools destinés à la consommation, épuration à laquelle de nombreux distillateurs, et principalement les plus petits, ne soumettent pas, ou soumettent d'une façon insuffisante, leurs produits pour s'éviter une peine et des dépenses indifférentes à la vente (1). La surveillance

(1) Les dépenses nécessitées par la rectification ne sont, cepen-

de l'État devrait s'exercer, avant tout, lors même de la production, mais il conviendrait encore de la continuer à la circulation ; pour éviter toute fraude, il faut saisir l'alcool à son point de départ et le suivre jusqu'à son entrée dans la consommation. A l'exemple de certaines législations étrangères (1), l'État pourrait prohiber tout alcool contenant une dose d'impuretés supérieure à un maximum de tolérance (2), un millième par exemple (3), interdire les substances toxiques dans la fabrication des boissons alcooliques spécialement des liqueurs, absinthes, bitters, etc., sanctionner enfin ses prescriptions de rigoureuses pénalités (4). Il va sans dire qu'en ce qui concerne l'épuration, il y aurait lieu de traiter différemment les alcools d'industrie, et les eaux-de-vie naturelles. Quant aux alcools d'industrie, il n'y a que des avantages à

dant, pas aussi élevées qu'on le prétend souvent. (F.-RAVARIN, Chambre, séances 11 juin, 16 juillet 1893, *J. Offic.*, déb. parlem., p. 1672, 2002 et suiv.).

(1) En Belgique spécialement, l'alcool ne peut être mis en vente qu'après avoir été rectifié jusqu'à ne contenir que moins de deux millièmes des alcools de tête et de queue. LORAND, *Le régime de l'alcool en Belgique* (Rev. polit. et parlem., 1897, t. XII, p. 124).

(2) Quant à la méthode qu'il conviendrait d'adopter relativement à la recherche des impuretés existant dans l'alcool, la méthode dite de Rose paraît réunir le plus de suffrages.

(3) Le monopole suisse s'est arrêté au chiffre d'un millième et demi.

(4) On propose généralement à cet égard l'extension à notre matière des lois des 27 mars 1831 et 5 mai 1833. V. en ce sens l'art. 17 du projet de M. RIBOT amendé par les Chambres.

en exiger la pureté absolue (1). On ne peut songer au contraire à rectifier les eaux-de-vie naturelles sous peine de leur enlever le parfum qui en fait le prix (2), mais nous avons dit plus haut qu'impureté n'est pas nécessairement synonyme de toxicité (3). On devrait se contenter pour elles du maximum d'impuretés toléré; peut-être pourrait-on en outre prendre des mesures spéciales pour assurer la qualité de ces eaux-de-vie (4). A diverses reprises, on a réclamé l'établissement d'un contrôle hygiénique des alcools dont le fonctionnement est assuré aujourd'hui d'une façon très suffisamment précise, grâce aux progrès de la science, et dont les frais d'ailleurs seraient fort

(1) Toutefois, on propose généralement la fixation d'un taux d'impureté spécial pour les eaux-de-vie de grains dites « genièvres. »

(2) Néanmoins, il faudrait étendre le contrôle hygiénique aux alcools de vin, dits trois-six de Montpellier, qui ne constituent pas une substance de consommation directe, mais une matière première employée le plus souvent à la fabrication des liqueurs, absinthes, vermouths, etc.

(3) Au reste, nous rappellerons encore que l'alcoolisme est dû plus à la quantité d'alcool absorbé qu'à la qualité. Il faut d'autant plus s'attacher à la restriction de la consommation que le consommateur est toujours porté vers les alcools les plus impurs parce qu'ils ont plus de goût. Le monopole suisse a dû donner satisfaction aux exigences du public, qui repoussait l'alcool de pomme de terre chimiquement pur, en préparant systématiquement un alcool renfermant une certaine dose d'impuretés.

(4) Il est évident que la suppression du privilège des bouilleurs de cru concourrait puissamment à l'œuvre entreprise au nom de l'hygiène.

minimes. M. Claude et M. Léon Say en 1887, M. Jamais en 1891 en ont constaté la nécessité. M. Fleury-Ravarin, le 18 décembre 1894, a déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi très étudiée sur l'obligation du contrôle de l'alcool. Le 31 octobre 1896, M. G. Cochery, ministre des finances, a présenté un projet dans le même sens. Le projet de M. Ribot, tel qu'il a été amendé par le Parlement, contient enfin un article 17 qui pose le principe du contrôle hygiénique de l'alcool et en réglemente l'application (1). Nul doute, par conséquent, qu'il n'y ait possibilité d'opérer une réforme en ce sens ; pourquoi, dans ces conditions, l'écarterait-on sans en vouloir faire l'essai ?

On s'est trop laissé éblouir par les perspectives financières d'une réforme basée sur le monopole. Il n'est en effet presque pas de système de monopole qui ne garantisse un rendement de près d'un milliard que les bénéfices directs de l'exploitation et les excédents produits par la suppression de la fraude suffiraient à assurer. On ajoute qu'on peut se faire une idée des énormes ressources que l'État laisse ainsi échapper en se reportant aux recettes provenant du monopole des tabacs. Que le monopole de l'alcool puisse donner des résultats financiers, nous n'en

(1) Signalons aussi les propositions de M. VICTOR TURQUAN et de M. E. LOUBET dont on trouvera les grandes lignes exposées dans le rapport de M. CLAUDE (*J. Offic.*, doc. parlam., décembre 1887, p. 109-110), et aussi dans le rapport de M. GUILLEMET.

doutons pas ; mais la question est toujours de savoir si on n'en paie pas trop cher les bénéfices. Or, la réponse à faire à cette question est pour le moins embarrassante. D'abord, l'intérêt fiscal suffit-il à légitimer la suppression de toute une industrie ? Sans doute, il convient de tenir compte des exigences budgétaires, mais on ne saurait soutenir cependant qu'elles suffisent à tout autoriser, et il nous semble élémentaire qu'elles doivent chercher à se concilier avec les besoins économiques du pays. Si, toutefois, on croit devoir adopter le monopole, peut-on légitimement en espérer les recettes magnifiques que l'on promet ? D'abord, il est certain que les bénéfices varieront selon la forme donnée au monopole. Celui-ci, en effet, peut être absolu comme pour les tabacs, c'est-à-dire porter sur la fabrication et la vente de l'alcool, mais il peut aussi se concevoir limité à la vente, ou enfin à une opération intermédiaire entre la fabrication et la vente, à savoir : la rectification. Quelle que soit d'ailleurs la forme du monopole, nous craignons qu'on ne s'illusionne sur son rendement. Pendant les années qui suivront son établissement, et cette période peut durer longtemps, les bénéfices serviront, pour la plus grande partie, à couvrir les dépenses énormes qui en seront la conséquence. Parmi ces dépenses, il faut d'abord faire rentrer toutes celles qu'occasionnera la constitution même du monopole ; achat de matériel, aménagement de locaux, etc. ; ensuite, s'il s'agit d'un mo-

monopole absolu, les dépenses d'expropriation des distillateurs dont l'État aura accaparé l'industrie. L'évaluation de ces frais est, sans doute, des plus délicates : on a dit 800 millions et même plus (1). En tout cas, il paraît difficile de descendre au-dessous du chiffre d'un demi-milliard. Certainement, si des raisons hygiéniques imposaient un aussi lourd sacrifice, il ne faudrait peut-être pas hésiter à le faire, mais nous avons vu qu'on peut, par d'autres moyens que le monopole, préserver la santé publique. Quoi qu'il en soit, il est de toute évidence qu'il faudra entamer pendant plusieurs années les bénéfices du monopole pour rentrer dans les frais d'établissement : première cause du fléchissement des recettes. Deux autres causes, celles-là permanentes, sont de nature à inspirer des doutes sur la puissance fiscale du monopole. La première consiste dans ce fait, maintes fois constaté, que le fonctionnement d'un mécanisme d'Etat est toujours très coûteux ; il est à présumer que, cette fois encore, les frais généraux grèveraient lourdement les bénéfices de l'exploitation. Il est à craindre que l'Etat n'achète plus cher que l'industrie

(1) FLEURY-RAVARIN, Chambre des députés, séance du 11 juin 1893 (*J. Offic.*, déb. parlem., p. 1670 et suiv.). M. VANLAER, *op. cit.*, p. 85. V. aussi la déposition de M. CATUSSE, directeur général des contributions indirectes, annexée au rapport de M. GUILLEMET. — Les frais de dépossession, pour un monopole de fabrication et de vente, ont même été estimés jusqu'à un milliard deux cents millions. V. rapport de M. MAUJAN (*J. Offic.*, mars 1892, doc. parlem., p. 3059).

privée, les matières premières pour ses distillations, et que ses frais de vente ne soient plus élevés ; qu'il soit, d'autre part, pour des motifs politiques ou autres, entraîné à hausser le taux des salaires, d'où un surcroît énorme de dépenses, puisqu'il faudrait des milliers de fonctionnaires pour assurer le service du monopole. La seconde cause que nous avons à signaler, c'est la survivance de la fraude à laquelle les partisans du monopole s'imaginent mettre fin grâce à leur système, ce qui leur permet d'en escompter les bénéfices dans le calcul de son rendement probable. Dans une certaine mesure, nous ne méconnaissions pas, qu'en principe, le monopole se prête plus facilement que tout autre régime à la destruction de la fraude. Mais, outre qu'il ne peut prétendre à la détruire complètement, il ne faut pas oublier que son efficacité est subordonnée à l'objet auquel il s'applique. Cette dernière considération ruine l'argument tiré du monopole des tabacs. Celui-ci met en œuvre une plante qui n'a pas d'autre usage et dont la culture n'est permise qu'à un petit nombre d'individus spécialement autorisés, et seulement dans quelques départements. Dans ces conditions, la surveillance est relativement facile. Au contraire, l'alcool pouvant provenir d'une variété infinie de matières premières, la fraude est infiniment plus aisée et par conséquent plus à craindre. On peut se faire une idée de la diminution de recettes qui en résultera quand on songe que, pour le tabac

lui-même, la fraude se pratique sur une très large échelle, et cela malgré la création de zones, qui constituent une atteinte au principe de l'égalité devant l'impôt, et représentent pour l'Etat un sacrifice annuel de soixante millions. Mais, s'il est certain que la fraude ne sera contenue que d'une façon bien relative par le monopole, il est, par contre, aussi certain qu'elle se trouvera entravée par le système du contrôle hygiénique. Celui-ci, en effet, ne se conçoit pratiquement, que si l'on met sous la main de la Régie tous les alcools, au fur et à mesure de leur production, ce qui ne changera rien au régime des distilleries agricoles, mais modifiera profondément la situation des autres bouilleurs. Le contrôle hygiénique, à la circulation, nécessitera enfin certaines mesures préventives, par exemple, l'obligation pour les spiritueux de ne circuler que dans des fûts scellés du plomb de la Régie. Ces dispositions, qui aboutiront forcément à sauvegarder les intérêts du Trésor, constituent pour le contrôle hygiénique un nouvel avantage de nature à contre-balancer les mérites fiscaux, d'ailleurs exagérés, du monopole de l'alcool. Enfin, il ne faut pas oublier que l'idée directrice de toute législation sur l'alcool consiste dans la restriction continue de la consommation. Si cette idée est admise, et on ne peut contester qu'après avoir fait de grands progrès elle est à la veille de s'imposer, il faudra lutter contre l'alcoolisme par tous les moyens, spécialement par le relèvement croissant de la taxe

sur l'alcool : de là, diminution progressive de la consommation, et, par voie de conséquence, fléchissement des recettes.

En face des résultats médiocres que le monopole de l'alcool serait, à notre avis, destiné à produire, il faut placer ses immenses inconvénients. Son établissement, par les expropriations qu'il pourrait nécessiter, jetterait d'abord un grand trouble que l'injustice inévitable des indemnités versées contribuerait encore à accentuer, et qui se répercuterait des principaux intéressés jusqu'aux plus petits commerçants et industriels. Il causerait dans tous les cas une perturbation économique profonde que ne légitiment point, selon nous, des raisons suffisamment impérieuses. Sans opposer au monopole qu'il constituerait un nouveau pas dans l'extension des attributions de l'Etat, ce qui est un point de vue général que nous n'avons pas à envisager ici, nous estimons que le monopole est une forme de perception de l'impôt à laquelle il ne faut recourir qu'à la dernière extrémité parce qu'il cause un dommage immense au pays par la suppression d'une industrie et qu'il aboutit à tarir une des sources de la vitalité d'une nation (1). Quand bien même le

(1) C'est ce que reconnaissent les partisans mêmes du monopole : « Certes, nous savons tous, — dit le docteur LABORDE, dont M. GUILLEMET adopte l'opinion, — ce que la monopolisation, quelle qu'elle soit, a de choquant en principe, et nous ne nous dissimulons rien de ce que tout système d'intervention de l'Etat affublé d'une mission ou d'un rôle plus ou moins providentiels,

monopole devrait donner quelques recettes supplémentaires au budget, et nous répétons qu'elles seront assez modérées, nous ne croyons point qu'on puisse contester que ce n'est pas trop que de payer de quelques millions les avantages de la liberté, sans compter qu'on épargne à l'Etat les embarras de toute nature qui naîtraient forcément par suite des difficultés avouées de l'organisation pratique du monopole et de son fonctionnement. Comme l'a parfaitement dit M. P. Leroy-Beaulieu, « les inconvénients politiques et sociaux du monopole au point de vue de l'accroissement du nombre des fonctionnaires et du favoritisme, des relations toujours suspectes d'influences diverses entre l'Etat, tantôt acheteur et tantôt vendeur, et les particuliers, nous paraissent tellement grands que nous n'hésitons pas à le repousser. Ce n'est pas ainsi qu'on accroît la vitalité d'une nation (1) ».

Repoussant, dans l'état actuel des choses, le principe même du monopole, nous ne nous étendrons pas sur ses applications à l'étranger d'autant plus que, quant

a de contraire au régime et aux mœurs démocratiques dont l'essence est le respect et l'expansion de la liberté individuelle; mais, quand il s'agit d'un mal aussi profond, aussi enraciné, aussi dangereux pour tout un peuple, dont il tarit, à sa source même, la vie physique et intellectuelle, que l'alcoolisme, et lorsque nous ne voyons pas d'autre moyen pratique de lutter contre ce redoutable et mortel ennemi, l'on ne doit pas hésiter, et nous n'hésitons pas, quant à nous, à sacrifier exceptionnellement les considérations de principe à l'adoption de ce moyen et à sa mise en œuvre. »

(1) *Economiste français*, 30 janvier 1886.

aux conclusions à en tirer, il convient de se montrer très réservé, les conditions économiques variant d'un pays à l'autre. Nous en dirons seulement quelques mots ainsi que des projets similaires qui ont été présentés en France.

La Suisse et la Russie sont les seuls pays où soit établi le monopole de l'alcool.

Il a été institué en Suisse par la loi du 23 décembre 1886 sous l'empire de considérations de diverses natures (1). En premier lieu, la suppression, décidée en principe, des droits d'entrée (ohmgeld) qui grevaient lourdement les boissons hygiéniques au profit de l'alcool, fit naître l'idée de demander à l'alcool la compensation des recettes qu'on allait ainsi abandonner. La nécessité, vivement sentie de lutter contre l'alcoolisme envahissant, engagea de son côté le gouvernement à proposer des mesures dans le même sens. Des motifs d'ordre politique enfin contribuèrent à la solution de la question. Le monopole suisse, il importe de le mettre en relief, se borne à l'achat et à la vente d'une seule espèce d'alcool, celui provenant de la distillation de matières féculentes, spécialement de la pomme de terre qui sert à la fabrication du schnaps. La distillation des vins, fruits et

(1) NUMA DROZ, *Le monopole de l'alcool en Suisse* (Rev. polit. et parlem., 1895, t. V, p. 401 et suiv.; 1896, t. X, p. 385 et suiv.).— V. aussi P. LEROY-BEAULIEU, *La mystification financière du monopole de l'alcool* (*Economiste français* du 6 juillet 1895); MILLIET, *Aperçu sur le monopole de l'alcool en Suisse*.

déchets de fruits indigènes est, au contraire, entièrement libre. On a donc créé, en Suisse, une sorte de privilège des bouilleurs de cru, mais beaucoup plus étendu qu'en France, puisque chez nous, à l'inverse de ce qui existe en Suisse, on ne considère comme bouilleur de cru que celui qui distille les produits de sa récolte en vue de sa consommation personnelle. L'administration du monopole doit demander à la production indigène le quart environ de la consommation; on a ainsi voulu, par cette disposition, favoriser la culture de la pomme de terre. Les livraisons sont mises au concours par lot de 150 hectolitres au moins, de 1.000 hectolitres au plus d'alcool absolu. Aucune distillerie ne peut obtenir plus d'un lot. La Régie se procure les trois autres quarts au moyen d'achats effectués à l'étranger; il y a donc un monopole d'importation à côté du monopole de fabrication. Tous ces alcools subissent, s'il est nécessaire, une rectification pour leur donner la pureté exigée par la loi. L'administration ne peut vendre son alcool que par quantité de 150 litres au moins. L'importation des spiritueux de qualité supérieure est permise aux particuliers à des conditions fixées par le Conseil fédéral. Le commerce des spiritueux en gros, c'est-à-dire par quantités supérieures à 40 litres, est libre. Le commerce de détail (débit et vente en détail à pot renversé) est réglementé par les autorités cantonales et soumis à un droit proportionnel.

L'exemple de la Suisse ne saurait être invoqué en

France pour bien des raisons. D'abord l'établissement du monopole, qui serait très difficile chez nous, a été relativement aisé en Suisse parce que le nombre des distilleries et des maisons faisant le commerce de l'alcool n'était pas considérable. Ensuite, ce qui rendrait impossible l'application en France du système suisse, c'est que, à la différence de nos voisins, notre production dépasse notre consommation. Restreint à l'achat et à la vente d'une seule espèce d'alcool, le monopole perd en partie ses avantages pour conserver tous ses inconvénients. Il ne paraît d'ailleurs avoir donné en Suisse que des résultats douteux. M. P. Leroy-Beaulieu n'hésite pas à affirmer que ses résultats désastreux doivent nous détourner de tenter chez nous l'expérience du monopole (1). Au point de vue hygiénique, il convient d'observer que l'administration du monopole se borne à vendre des alcools suffisamment purs sans se préoccuper des manipulations qu'ils pourront subir postérieurement. De plus, pour satisfaire le goût du public, elle a cru devoir se résoudre à livrer des alcools renfermant encore un millième et demi d'impuretés; néanmoins, il faut reconnaître qu'à cet égard le monopole a eu l'avantage de supprimer une foule de petites distilleries qui produisaient un alcool des plus nuisibles, mais le monopole n'était pas, il est vrai, indispensable pour attein-

(1) *La mystification financière du monopole de l'alcool* (*Economiste français*, 29 juin et 6 juillet 1895).

dre ce but. Quant à la consommation, elle semble bien avoir légèrement fléchi, mais ce résultat est dû à l'augmentation du prix de l'alcool et pouvait être obtenu par l'établissement d'une surtaxe. Au point de vue financier, le monopole n'a pas donné non plus ce qu'on en attendait. Le bénéfice de la Régie par hectolitre d'alcool n'est que de 63 francs environ et menace de se réduire encore par suite de l'accroissement constant des frais d'administration (1). Le message du Conseil fédéral de 1886, à l'appui du projet de loi, supputait un bénéfice net de 8.820.000 francs ; or, depuis 1890, le rendement total n'a cessé de décroître (2) ; la moyenne peut, à l'heure actuelle, être fixée à 5.190.000 francs, soit 3.600.000 francs au-dessous du chiffre indiqué. Cela devrait servir d'enseignement à ceux qui ont une foi entière dans la productivité du monopole de l'alcool.

Jusqu'en 1862, la Russie a pratiqué le monopole qui, en 1826, fut concédé à des fermiers généraux, comme il l'avait déjà été de 1767 à 1819. Ce dernier système ayant amené les abus inhérents au régime

(1) En 1892, les dépenses de l'administration centrale s'élevaient à 146.316 fr., en 1893 à 154.594 fr., en 1894 à 170.923 fr., en 1895 à 170.534 fr. ; et celles du contrôle des distilleries à 44.500 fr. en 1892, 45.534 fr. en 1893, 46.768 fr. en 1894, 47.151 fr. en 1895.

(2) En 1890, le rendement total était de 6.307.000 fr., en 1891 de 6.013.000 fr., en 1892 de 5.779.000 fr., en 1893 de 5.368.000 fr., en 1894 de 4.913.000 fr., en 1895 de 4.810.000 fr.

de la ferme, fut remplacé par un droit d'accise directement assis et recouvré par les agents de l'État. Tout en rendant hommage aux qualités fiscales du nouveau procédé, le gouvernement se crut dans l'obligation de lui substituer le monopole en présence des ravages de l'alcoolisme attribués surtout à l'influence funeste des cabaretiers vendant aux classes laborieuses des produits malsains à des prix très élevés. Ce furent donc des considérations hygiéniques qui engagèrent avant tout le ministre des finances à présenter son projet de monopole qui fut adopté le 6 juin 1894 pour fonctionner à partir du 1^{er} janvier 1895. Le monopole ne devait être appliqué que dans quatre gouvernements placés dans des conditions spéciales, mais le ministre se faisait autoriser à en étendre l'application à tous les gouvernements où les juifs avaient le droit de résider afin de leur enlever le commerce des boissons. A l'heure actuelle, le monopole fonctionne dans plus de la moitié de la Russie d'Europe. La production, sauf quelques modifications, reste soumise au régime antérieur. L'administration achète par adjudication un tiers des quantités dont elle a besoin et se procure les deux autres tiers par des achats aux producteurs de la région monopolisée et à des prix fixés chaque année par le ministre des finances, eu égard aux conditions locales de la production. Tout porte à croire que le bénéfice laissé aux producteurs est appréciable puisque les commandes sont considérées comme une faveur. Tous

ces alcools sont rectifiés et livrés à la consommation en bouteilles cachetées et étiquetées (1), la vente au petit verre étant interdite en principe (2). Les prix de vente sont déterminés par le ministre des finances et varient, d'ailleurs, de province à province, et souvent d'une partie à l'autre d'un même gouvernement, d'après les facultés contributives des habitants, les habitudes antérieures du commerce local, le voisinage plus ou moins rapproché des régions non monopolisées, etc. Aux cabarets exploités par des particuliers, l'État a substitué des débits créés et entretenus à ses frais, et dont les tenanciers reçoivent un traitement fixe. Ce n'est que par autorisation spéciale que les simples particuliers peuvent obtenir le droit de vendre les produits du monopole. Quant aux résultats hygiéniques et fiscaux, il est encore impossible de les déterminer; ils ont donné lieu à des appréciations si contradictoires qu'il est plus prudent de laisser se poursuivre l'expérience avant de se prononcer. En tout cas, cette expérience ne prouvera jamais rien en ce qui concerne la France, où l'on ne pourrait pas, comme en Russie, introduire le monopole en expropriant sans indemnité les marchands en gros et

(1) L'étiquette indique le prix de l'alcool, le prix du verre, le degré et le volume du liquide.

(2) Ce n'est que dans les établissements où l'on sert en même temps à manger (*traktirs*) que les acheteurs peuvent consommer l'eau-de-vie sur place.

les débitants, ni transformer le cabaretier en un fonctionnaire (1).

En Suède et en Norvège fonctionnent les systèmes de Gottembourg et de Bergen, dont nous avons indiqué plus haut les traits essentiels (2); on peut les considérer comme une application de l'idée de monopole, mais leur but est néanmoins très spécial puisqu'il consiste avant tout dans la constitution de sociétés se donnant pour mission de réduire le nombre des cabarets en achetant à l'encan les licences des débitants. L'application d'un pareil système en France exigerait l'organisation préalable de puissantes sociétés d'abstinence.

En 1886, M. de Bismarck soumit au Reichstag un projet de monopole d'après lequel toutes les eaux-de-vie étaient achetées par l'État qui les épurait et les vendait ou faisait vendre, la production de l'alcool restant entre les mains de l'industrie privée. Des agents et des débitants révocables étaient chargés des ventes en gros et en détail. Le projet évaluait les frais d'établissement du monopole à 720 millions de marks. Ce projet, inspiré par des vues d'ordre politique, souleva une vive opposition et finit par échouer (3).

(1) Consulter B. R. S., *Le régime de l'alcool en Russie* (Rev. polit. et parlem., 1897, t. XI, p. 449 et suiv.), et le rapport de M. DE MEAUX sur le monopole de l'alcool en Russie (annexe II du rapport de M. GUILLEMET.)

(2) V. *supra*, p. 54, note 4.

(3) RAFFALOWICH, *L'impôt sur les alcools et le monopole en Allemagne*; — ET. MARTIN, *op. cit.*, p. 73 et suiv.).

L'Autriche, pour des raisons financières, eut aussi, en 1894, son projet de monopole qui laissait toute liberté à la production de l'alcool, mais réservait à l'État le droit d'acheter et de vendre l'alcool après lui avoir fait subir une rectification obligatoire; les débits restaient d'ailleurs libres. Après discussion, le projet fut abandonné.

Le gouvernement italien a élaboré en 1894 un projet de contrat avec une compagnie anglaise qui devait, pour une période de quinze ans, devenir concessionnaire du monopole de l'alcool, moyennant une redevance annuelle de 400 millions. La compagnie achetait l'alcool indigène, et les quantités pouvant être importées de l'étranger étaient limitées. La Compagnie vendait en gros, le commerce de détail restant libre en principe. Le parlement n'a pas approuvé ce projet, et depuis a plutôt marqué sa préférence pour les taxes d'accise établies sur la production effective des distilleries.

En France, M. Claude en 1887, tout en déclarant dans son rapport ne pas repousser *à priori* le principe du monopole, le laissait en dehors de ses conclusions et l'envisageait plutôt comme le terme extrême de l'évolution du régime fiscal de l'alcool. Après avoir déclaré au nom de la commission que celle-ci s'était « beaucoup moins préoccupée des restrictions à apporter à la consommation que de la qualité et de l'innocuité à imposer aux produits consommés », — le rapporteur ajoutait : « Aussi votre Com-

mission invite-t-elle de la façon la plus pressante le Gouvernement et les Chambres à prendre des mesures, à porter des lois que les divers peuples considèrent aujourd'hui comme des mesures de sécurité nationale, comme des lois de salut public. Le monopole de l'alcool par l'État en sera peut-être le terme extrême et la formule définitive. Pourquoi donc pas, si le monopole sauvegarde les intérêts vitaux qui sont en jeu ? Le monopole permet seul d'atteindre le rendement théorique et absolu, le rendement sans fraude ni coulage. » — Et dans un autre passage du rapport, M. Claude écrivait encore : « Est-ce à dire que quand il s'agit des grands intérêts moraux qui font l'objet de cette requête, quand il s'agit de la vitalité même de la France au point de vue de ses forces productrices, votre Commission repousserait *à priori* toute idée de monopole ? en aucune façon. Le monopole de l'alcool, facile à justifier en lui-même, n'est pas moins facile à établir que celui des tabacs. » Ce rapport eut pour conséquence la nomination d'une Commission extraparlamentaire dont M. Léon Say résuma les conclusions qui, d'ailleurs, étaient défavorables au système du monopole.

Aujourd'hui, M. Alglave s'est placé au premier rang des champions de la cause du monopole et, par sa persévérance, a créé un véritable mouvement en faveur de cette idée (1). Le système qu'il a imaginé

(1) V. notamment ALGLAVE, *Le monopole facultatif de l'alcool*,

n'est pas en réalité un monopole, du moins un monopole de droit ; c'est un quasi monopole, un monopole de fait, ou, selon l'expression même de son auteur, un monopole facultatif ; il présente en effet un aspect si particulier qu'au premier abord on n'y aperçoit même pas le principe du monopole. M. Alglave déclare laisser absolument libre la fabrication ainsi que le commerce de gros et de détail. Ce qui sera changé, c'est que l'État se fera, lui aussi, marchand d'alcool. Il devra à cet effet acheter ses produits uniquement à des établissements situés sur le territoire français ; tous les producteurs d'alcool qui voudront participer aux commandes de l'État se feront inscrire à la préfecture de leur département et les commandes seront réparties entre eux proportionnellement à la production de chacun pendant l'année précédente. Un règlement d'administration publique déterminera la quantité d'impuretés qui pourrait être tolérée. Jusqu'ici le monopole n'apparaît pas ; il ne se fait jour que grâce à un procédé ingénieux qui permettra à l'État de faire disparaître tous ses concurrents, établissant ainsi à son profit un monopole de fait. Ce procédé consiste dans la nécessité où l'on sera désormais en France, de ne débiter l'alcool qu'à la condition qu'il sera enfermé dans une bouteille

les articles de M. ALGLAVE dans le journal *Le Temps*, 13, 14 et 15 juin 1895 et sa déposition devant la Commission du monopole de la rectification de l'alcool (Annexe I du rapport de M. GUILLEMET).

spéciale. Cette bouteille sera vendue exactement le même prix vide ou pleine. Il en résultera que l'alcool de l'État, comparé à celui de ses concurrents, ne coûtera rien et que ses prix seront naturellement inférieurs aux leurs. Le public restera bien libre de s'adresser à eux, mais comme ils vendront leurs produits d'après un chiffre déterminé par le prix de revient, par celui de la bouteille et le montant de leur bénéfice, ils finiront nécessairement, sauf pour les liqueurs de marque, par être délaissés au profit de l'État qui aura ainsi accaparé toute la vente de l'alcool. Pour arriver à ce résultat, il suffit de construire une bouteille qui ne puisse être remplie que par les agents de l'État, mais cette condition est essentielle « sinon les débitants pourraient faire resservir leurs bouteilles vides en les vendant pleines d'alcool et sans acquitter à nouveau, comme ils le devraient, le prix de ces bouteilles. » — Selon M. Algave, producteurs, négociants, débitants, consommateurs, hygiénistes, trouveraient satisfaction dans l'établissement d'un monopole ainsi conçu, monopole qui aurait en outre l'avantage de rendre inutiles les expropriations et finalement de faire rentrer 800 millions dans les caisses de l'État. Nous ne sommes pas aussi convaincu de l'excellence du système. Nous reprocherons spécialement à ce genre de monopole son aspect indécis qui accentue l'incertitude de ses résultats tout en lui laissant la plupart des inconvénients du monopole ordinaire. Il repose d'ailleurs tout entier sur la bou-

teille officielle qui ne nous paraît pas offrir de sérieuses garanties contre la fraude ; si cette bouteille, dont le modèle est encore à trouver, existait, les grandes maisons de spiritueux ayant des marques à sauvegarder l'auraient depuis longtemps employée pour arrêter la contrefaçon. Son emploi exigerait enfin un capital d'établissement considérable et une véritable armée d'employés et de fonctionnaires.

M. Maujan, en 1891, a déposé une proposition de réforme générale de l'impôt qui supprime les contributions directes et aussi les contributions indirectes les plus impropportionnelles pour les remplacer par quatre catégories de ressources, principalement par celles provenant de l'institution du monopole de la rectification (1). Les produits de ce monopole sont évalués à près d'un milliard et les frais d'établissement à cent millions environ. La fabrication et la vente de l'alcool resteraient libres. L'État achèterait les flegmes nécessaires à la consommation, les distillerait dans des usines lui appartenant et les vendraient, ainsi préparés, aux commerçants en gros.

Dans une proposition de 1894, M. Guillemet a repris les idées de M. Maujan relativement à la réforme générale de l'impôt et au monopole de la rectification (2). Les articles 4 et 28 de cette proposition, qui visaient

(1) Proposition déposée le 13 mai 1891. V. l'exposé des motifs, *J. Offic.*, mars 1892, doc. parlam., p. 3057 et suiv.

(2) Proposition déposée le 10 février 1894. V. l'exposé des motifs, *J. Offic.*, mars 1894, doc. parlam., p. 211 et suiv.

particulièrement le monopole, ont été détachés de l'ensemble de la réforme et ont donné lieu à un projet spécial qui a fait l'objet d'un très important rapport déposé le 19 janvier 1897 (1). Sous la législature actuelle, M. Guillemet a renouvelé sa proposition qui a été prise en considération le 7 novembre 1898 (2). Toute liberté serait laissée à la fabrication. L'Etat ne monopoliserait que la rectification à laquelle seraient soumis exclusivement tous les alcools d'industrie. Au commencement de chaque trimestre, l'Etat publierait un tableau des flegmes dont il penserait avoir besoin; il fixerait à la même époque, et plus souvent si cela était nécessaire, le *maximum* et le *minimum* des prix entre lesquels pourraient osciller les prix d'achat de gré à gré. Tous les flegmes seraient achetés aux distillateurs français, les deux tiers de gré à gré, l'autre tiers par voie d'adjudication. Les achats devraient être répartis autant que possible entre tous les producteurs d'alcool proportionnellement à leur production pendant les trois dernières campagnes. L'Etat rectifierait ensuite les flegmes ainsi achetés en procédant à cette opération par voie d'adjudication. Devraient seules être admises à ces

(1) *J. Offic.*, avril 1897, doc. parlam., p. 140 et suiv.

(2) Proposition GUILLEMET, dépôt le 20 juin 1898; exposé des motifs (*J. Offic.*, doc. parlam., juillet 1898, p. 1174 et suiv.); rapport sommaire de M. BERTHET (*J. Offic.*, octobre 1898, doc. parlam., p. 1463 et suiv.); prise en considération le 7 novembre 1898 (*J. Offic.*, 8 novembre 1898, doc. parlam., p. 2141).

adjudications les usines possédant les procédés de rectification indiqués par l'administration. La rectification sera faite sous la surveillance permanente d'un chimiste de l'Etat attaché à chaque usine. L'alcool ainsi rectifié serait vendu 500 francs l'hectolitre et par quantités qui ne pourraient être moindres de 25 litres. Quant aux eaux-de-vie naturelles, elles seraient soumises à la surveillance de l'administration, tant au point de vue hygiénique que fiscal, et ne supporteraient qu'un droit de 400 francs. Tout en déclarant mettre la question fiscale au second plan, M. Guillemet estime que les bénéfices de son système s'élèveraient à 700 millions (1).

Les projets de MM. Alglave et Guillemet n'organisent qu'un monopole restreint, monopole de vente, sans rectification dans le premier de ces projets, avec rectification dans le second. On espère ainsi écarter une partie des objections adressées au principe même du monopole; on peut douter qu'on y ait réussi. Mais, avant tout, ce qui nous paraît condamner ces systèmes de monopole restreint, c'est, qu'à notre avis, le fait par l'Etat de s'emparer de la vente nécessite la mainmise sur la fabrication, autrement dit le monopole absolu nous semble seul véritablement logique (2). Il est tout à fait chimérique, en effet, de

(1) Dans son projet de 1894, l'estimation était de 900 millions.

(2) Dans sa déposition annexée au rapport de M. GUILLEMET, M. CARUSSE, directeur général des contributions indirectes, déclare qu'on ne peut songer qu'à un monopole absolu, attendu

vouloir concilier la production libre avec la vente monopolisée. D'autre part, le fonctionnement économique d'un marché où il n'y a qu'un seul acheteur pour tous les producteurs nous paraît devoir réserver une foule de surprises et de difficultés.

Les réformes financières sont toujours lentes à élaborer par suite des incertitudes qu'elles entraînent, surtout quand il s'agit, comme dans l'espèce, de changer le principe même de l'imposition; aussi le monopole, en dépit des nombreuses sympathies qui se sont manifestées en sa faveur, n'a-t-il pu encore trouver qu'une majorité passagère au Parlement. La Chambre, suivie d'ailleurs par les vœux d'un assez grand nombre de Conseils généraux (1), s'est, il est vrai, prononcée plusieurs fois dans le sens du monopole. C'est ainsi que le 6 juillet 1895, lors de la discussion de la réforme des boissons, elle portait à 275 francs par hectolitre le droit de consommation sur l'alcool « jusqu'à l'organisation du monopole de la rectification », et votait, sur la proposition de M. Guillemet, la résolution suivante : « Le gouvernement est invité à déposer dans les six mois qui

que les consommateurs ne se feraient pas faute d'intercepter l'alcool et de le boire, avant qu'il ait été soumis à la rectification de l'Etat.

(1) En août 1896, un assez grand nombre de conseils généraux ont émis des vœux en faveur du monopole, particulièrement du monopole de la rectification. V. à cet égard l'annexe VIII du rapport de M. GUILLEMET.

suivront la promulgation de la loi, un projet de loi spécial déterminant les conditions d'établissement et de fonctionnement du monopole prévu à l'art. 13 de la loi concernant la réforme des boissons. » Ce vote de principe, sans sanction précise, fut écarté par la Commission du Sénat. Nous avons vu que le projet de réforme des boissons, tel qu'il a été amendé par le Sénat, a été accepté par la Commission de la Chambre et qu'il est présenté aujourd'hui par M. Cocheret à l'agrément du Parlement : ce projet ne contient donc aucune disposition concernant le monopole.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait méconnaître que l'idée de monopole a fait de sérieux progrès depuis une dizaine d'années. Néanmoins, nous ne pensons pas que le législateur se décide de sitôt à tenter l'aventure. C'est qu'en effet, en présence des risques qu'elle présente, il convient de s'assurer de l'opinion publique et elle ne paraît pas encore se prononcer en faveur du monopole. C'est, en second lieu, que le monopole ne se légitime que si la nécessité en est démontrée; or, à cet égard, on peut estimer qu'au point de vue hygiénique comme au point de vue fiscal, le régime de l'alcool peut subir des modifications qui conduiraient, et par une voie moins périlleuse, aux résultats espérés du monopole. Nous avons vu notamment dans quel sens il conviendrait, selon nous, de trancher les questions si discutées de la surtaxe, du privilège des bouilleurs de cru et du

contrôle hygiénique. A notre avis, on obtiendrait ainsi des résultats beaucoup moins aléatoires, et, sans aucun doute, on atteindrait plus sûrement le but de préservation sociale que doit poursuivre toute législation sur l'alcool. L'idéal n'est pas, en effet, comme le laisse supposer la pensée qui a présidé au monopole de la rectification, de permettre aux populations de consommer en sécurité un alcool parfaitement pur (1); le véritable idéal est de restreindre progressivement la consommation d'un produit dangereux.

(1) L'exposé des motifs de la proposition de M. MAUJAN pose en principe qu'il est inutile de chercher à diminuer la consommation et qu'il faut se borner à exiger la pureté de l'alcool.

VU :

H. TRUCHY.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER : °

Dijon, le 4 novembre 1899.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

L'alcool et l'alcoolisme

I. — L'alcool. — Notions élémentaires. Production. — Consommation.....	5
II. — Nocivité des divers alcools. Expériences faites pour en déterminer le degré. Alcools naturels et alcools d'industrie.....	20
III. — L'alcoolisme. Il est la conséquence de la quantité d'alcool absorbé plus que de la qualité de cet alcool. Dangers qu'il présente	33

CHAPITRE II

La lutte contre l'alcoolisme

Exposé d'ensemble des moyens proposés pour combattre l'alcoolisme. — Législations étrangères.....	47
---	----

CHAPITRE III

La réforme fiscale de l'alcool

SECTION I. — *L'impôt des boissons et l'alcool*

Deux ordres de réforme pour le régime fiscal de l'alcool. Cette réforme est souvent englobée dans celle du régime des boissons. Aperçu de cette question. Nécessité de séparer la réforme fiscale de l'alcool d'avec celle des boissons.	61
--	----

SECTION II. — *La surtaxe*

Historique. Sa base : l'intérêt fiscal, l'intérêt hygiénique. Choix fait de ce dernier. La fraude. Examen des objections. Aperçu des diverses propositions de surtaxe. Détermination du taux de la surtaxe. Dangers de la surtaxe en ce qui concerne les spiritueux composés. De leur interdiction. Taxes accessoires qui atteignent l'alcool : droits d'entrée, droits d'octroi. Dégrèvement des boissons hygiéniques et surtaxe de l'alcool par la ville de Paris.. 81

SECTION III. — *Les bouilleurs de cru*

Définition. Historique. Nombre approximatif des bouilleurs. Leur production. Leur fraude. L'immunité à eux accordée par la loi est un privilège et non un droit. L'exercice des bouilleurs de cru. Projets de réforme. Examen du projet de M. Ribot..... 135

SECTION IV. — *Le monopole*

Le monopole, terme de conciliation entre l'intérêt fiscal et l'intérêt hygiénique. Il présente plus d'inconvénients que d'avantages, et on doit le repousser. Examen de quelques applications du monopole à l'étranger et de quelques projets de monopole en France..... 177

